

**BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**

**BULLETIN DES STATISTIQUES MONETAIRES, FINANCIERES ET DE  
BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE – 2015**

**Conakry, mai 2016**

# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
Environnement économique international en 2015 .....	5
Environnement économique national en 2015 .....	8
PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EN 2015.....	10
I- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires et financières .....	10
I-1- <i>Présentation du système financier guinéen</i> .....	10
I-2- <i>Cadre réglementaire et procédures</i> .....	14
I-3- <i>Principes comptables applicables aux statistiques monétaires</i> .....	14
II- Évolution des principaux agrégats monétaires et financiers en 2015 .....	16
II-1- <i>Masse monétaire et composantes</i> .....	16
II-2- <i>Contreparties de la masse monétaire</i> .....	20
DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2015.....	27
I- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI).....	27
I-1- <i>Cadre réglementaire et institutionnel</i> .....	27
I-2- <i>Résultats attendus du programme</i> .....	28
II. Évolution des principaux indicateurs en 2015 .....	29
II-1- <i>Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles</i> .....	29
II-2- <i>Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)</i> .....	31
II-3- <i>Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance</i> .....	33
TROISIEME PARTIE : DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2015.....	37
I - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements .....	37
I-1- <i>Cadre institutionnel et réglementaire</i> .....	37
I-2- <i>Conventions d'enregistrement des transactions</i> : .....	39
I-3- <i>Sources des données</i> : .....	40
II- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2015 .....	43
II-1- <i>Compte des transactions courantes et de ses composantes</i> .....	43
II-2- <i>Compte de capital</i> .....	51
II-3- <i>Compte d'opérations financières</i> .....	52
II-4- <i>Solde global</i> .....	53
CONCLUSION .....	56
<b>ANNEXES</b> .....	57

## SIGLES ET ABREVIATIONS

**ANAMIF** : Agence Nationale de la Microfinance

**APIMG** : Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée

**BCE** : Banque Centrale Européenne

**BCEAO** : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

**BCRG** : Banque Centrale de la République de Guinée

**BDP** : Balance Des Paiements

**CAF** : Coût Assurance Fret

**CCT** : Crédits à Court Terme

**CF** : Circulation Fiduciaire

**CITI** : Classification Internationale Type, par Industrie

**CMLT** : Crédits à Moyen et Long Termes

**CTHBP** : Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements

**DAT** : Dépôts à terme

**DAV** : Dépôts à vue

**DCH** : Direction des Changes

**DD** : Dépôts en Devises

**DGCC** : Direction Générale du Crédit et des Changes

**DGD** : Direction Générale des Douanes

**DGEEM** : Direction Générale des Études Économiques et Monétaires

**DGES** : Direction Générale des Études et des Statistiques

**DGNF** : Dépôts en francs guinéens

**DNP** : Direction Nationale du Plan

**DPMC** : Direction de la Politique Monétaire et du Crédit

**DSBP** : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

**DTS** : Droits de Tirage Spéciaux

**FAB** : Franco A Bord

**FEC** : Facilité Élargie de Crédit

**FED** : Réserve Fédérale Américaine

**FMI** : Fonds Monétaire International

**GNF** : Franc Guinéen

**IDE** : Investissements Directs Étrangers

**IG** : Inflation en Glissement

**IMF** : Institution de Microfinance

**INS** : Institut Nationale de la Statistique

**M2** : Masse monétaire au sens large

**MBP6** : Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale

**MIC** : Marché Interbancaire des Changes

**MPCI** : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

**MSMF 2000** : Manuel de Statistiques Monétaires et financières, publié en 2000

**OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économique

**OPEP** : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PNT** : Position Nette du Trésor

**PPTE** : Pays Pauvres Très Endettés

**PTF** : Partenaires Techniques et Financiers

**RE** : Réserves Excédentaires

**RO** : Réserves Obligatoires

**RT** : Réserves Totales

**SDMX**: Statistical Data and Metadata eXchange

**SNFI** : Stratégie Nationale de Finance Inclusive

**TD** : Taux Directeur

**TMCE** : Taux Moyen sur les Comptes d'Épargne

**TMCT** : Taux Moyen sur les Comptes à Terme

**TMD** : Taux Moyen Débiteur

**USD** : Dollar des États-Unis d'Amérique

## **INTRODUCTION**

### **Environnement économique international en 2015**

L'environnement économique international est resté relativement fragile et mitigé en 2015, en raison des incertitudes liées notamment à l'intensification des conflits géopolitiques dans certaines régions du monde, de la crise de la dette souveraine en Grèce et de la baisse des cours des matières premières.

Certains pays ont vu leur situation économique s'affermir, tandis que d'autres — notamment les pays émergents et en développement — ont subi la pression de la dégringolade des cours des matières premières et du durcissement des conditions de financement.

Les perspectives de l'économie mondiale du FMI, publiées le 19 janvier 2016, font état d'une croissance mondiale de 3,1 % en 2015 contre une croissance de 3,4 % en 2014.

L'économie américaine a continué à croître à un rythme solide et à créer des emplois en 2015, enregistrant une croissance de 2,5 % après une croissance de 2,4 % en 2014.

La reprise s'est en général affermie en Europe : la zone euro a connu une croissance de 1,5 % cette année contre une croissance 0,8 % une année plus tôt. Tandis que le Japon peine à éviter la récession, la croissance de son PIB réel a enregistré une légère hausse en s'établissant à 0,6 % cette année contre 0,1 % en 2014.

Mais, à quelques exceptions près (dont l'Inde), l'activité économique des pays émergents et en développement a continué à ralentir comme indiqué plus haut du fait de la chute des cours des matières premières et du durcissement des conditions de financement.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a ralenti avec en moyenne une croissance du PIB de l'ordre de 3% en 2015, contre une croissance de 4,5% en 2014. Il s'agit du taux de croissance le moins élevé depuis 2009. Cette mauvaise performance s'explique par l'effondrement des cours des matières premières et l'atonie de l'économie mondiale, surtout du côté des marchés émergents. Dans certains pays, des facteurs internes, comme les pénuries d'électricité, la sécheresse, l'incertitude politique et les menaces pour la sécurité nationale sont venus aggraver les conséquences négatives de la baisse des prix des matières premières.

Le chômage est resté élevé dans certaines régions, même s'il a semblé cesser d'augmenter. L'inflation au niveau mondial est restée faible, mais élevée dans certains pays en développement.

Sur les marchés financiers, les banques centrales ont continué de venir à la rescousse de leurs économies. Ces politiques ont pris la forme de baisses de taux d'intérêt, d'assouplissements quantitatifs accrus et, dans certains cas, d'interventions sur les marchés des changes.

Sur la période sous revue, la BCE a pris des mesures fortes d'assouplissement de la politique monétaire avec un programme d'achat d'actif à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2016. Par ailleurs, son taux directeur est resté à 0,05%. La Banque centrale américaine (la Fed) a décidé de relever ses taux d'un quart de point à 0,25% (retournement de la politique monétaire vers un resserrement progressif de la liquidité). Les autres principales banques centrales ont également maintenu leurs taux directeurs à des niveaux bas : 0,10% au Japon et 0,25% au Royaume-Uni.

Sur les marchés des changes, le dollar a poursuivi son appréciation pour s'échanger à 1,104 pour un euro à fin 2015, contre 1,214 pour un euro au terme de l'année précédente, sa deuxième année de progression face à la monnaie unique. Cette tendance a été favorisée, d'une part, par la décision de la FED de mettre fin à son programme de rachats d'actifs, et d'autre part, par les mesures d'assouplissement monétaire prises par la Banque Centrale Européenne. Le retournement en décembre, de la politique monétaire des États-Unis, avec le relèvement des taux par la Réserve fédérale, devrait encore renforcer le dollar.

Pour sa part, le yen s'est davantage déprécié face au dollar, suite notamment à la décision de la Banque du Japon d'élargir son programme de rachats d'actifs.

Pour ce qui concerne l'évolution des cours des matières premières, des produits de base et des denrées alimentaires, l'année 2015 a été marquée par la poursuite de la chute du cours du pétrole (Brent) en s'établissant sous la barre des 50 dollars le baril. Cette baisse de plus de 40% en un an, est liée à l'abondance de l'offre (essor de la production du pétrole de schiste aux États-Unis, maintien des quotas de l'OPEP et record de production de la Russie) et à la faiblesse de la demande mondiale.

Le cours moyen de l'or a été de 1 159,90 dollars l'once contre 1 260,79 dollars l'once en 2014, soit une baisse de 8% qui s'explique d'une part, par le regain de confiance dans les autres formes de créances sur les États et d'autre part, par le risque d'une hausse des taux directeurs de la FED et d'un renchérissement du dollar.

Le cours moyen de l'argent s'est chiffré à 1 569,59 cents USD contre 1 907,11 cents USD en 2014, soit une baisse de 17,70% qui s'explique en grande partie par le renforcement du billet vert qui a fait perdre la valeur refuge des métaux précieux.

Le cours de l'aluminium a enregistré une baisse de 10,86%, passant de 1 865,25 USD/tonne en 2014 à 1 662,61 USD/tonne en 2015, tombant ainsi à son plus bas niveau depuis plus de six ans. La raison principale de cette contraction du cours de l'aluminium est la surproduction de la Chine, premier producteur mondial de la matière première.

Les cours des produits de base (café, cacao, coton et caoutchouc) excepté le cacao, ont tous connu des variations baissières en 2015, dans un contexte mondial marqué par la faiblesse de la demande et par l'amélioration des conditions de l'offre.

Sur l'année 2015, l'indice FAO des prix des produits alimentaires (riz, sucre et oléagineux), a été en moyenne de 164,1 points, soit près de 19% de moins qu'en 2014, en baisse ainsi pour la quatrième année consécutive. L'abondance de l'offre dans un contexte de demande hésitante à l'échelle mondiale et l'affermissement du dollar expliquent la faiblesse généralisée des prix des produits alimentaires en 2015.

### **Perspectives de l'environnement économique international en 2016**

Selon les prévisions du FMI, la croissance mondiale sera de 3,2% en 2016. Parmi les principaux pays avancés, la croissance de l'économie américaine devrait se hisser à 2,4% et se maintenir en 2017.

Dans la zone euro, la reprise demeure fragile, mais l'activité devrait être soutenue par la baisse du prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire, une politique budgétaire plus neutre et la dépréciation de l'euro. Une croissance de 1,5% est attendue pour la zone en 2016.

Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance devrait rebondir à 4,1% en 2016 puis à 4,6% en 2017.

En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance pour 2016 restent moroses à 3%, bien en dessous du fort dynamisme que la région a affiché de 2003 à 2008 avec un taux moyen de 6,8%. La croissance devrait rebondir en 2017 pour atteindre 4,5%.

Par-delà les prévisions à court terme, d'importants risques pèsent sur les perspectives, notamment dans le cas des pays émergents et en développement, ce qui pourrait enrayer la reprise mondiale.

Ces risques concernent pour l'essentiel, le repli des cours des matières premières, un ralentissement plus net de l'économie chinoise, une escalade des tensions

géopolitiques actuelles, une appréciation plus forte du dollar et un durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale.

### **Environnement économique national en 2015**

Au plan national, l'année 2015 a été marquée par le ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 0,1% contre 1,1% l'année précédente. Cette évolution est le résultat des effets néfastes de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ébola, de la baisse des cours des matières premières et les incertitudes politiques liées à la préparation des élections présidentielles d'octobre 2015.

En réponse au ralentissement de l'activité économique, la Banque Centrale a maintenu une politique d'assouplissement des conditions monétaires dans le but de soutenir la croissance économique. Elle a baissé son taux directeur de 13% à 11% et le taux des réserves obligatoires de 20% à 18% en février 2015.

S'agissant de l'inflation, elle a poursuivi sa tendance baissière, atteignant ainsi 7,3% en décembre 2015 contre une inflation en glissement annuel de 9% un an plutôt. Cette performance est liée en partie à l'augmentation de la production agricole et aux effets de la baisse des prix des produits pétroliers intervenue en 2015 au niveau international.

Sur le marché des changes, le franc guinéen s'est déprécié de 9,7% par rapport au dollar en un an. Son cours est passé de GNF 7 227,66 pour un dollar en 2014 à GNF 8 003,74 en 2015 sur le marché officiel. Quant au cours du franc guinéen par rapport à l'euro, il s'est apprécié de 0,5%, passant de GNF 8 788,84 pour un Euro en 2014 à GNF 8 744,89 en 2015.

Afin de contenir la dépréciation du franc guinéen, la Banque Centrale a augmenté ses ventes de devises sur le marché interbancaire de change, allouant aux banques un montant de USD 229,12 millions en 2015 contre un montant de USD 211,34 millions en 2014.

Malgré les multiples chocs qu'a subis l'économie guinéenne au cours de l'année 2015, le Gouvernement a réussi à mettre en œuvre d'importants programmes d'investissements dans les secteurs des routes, de l'électricité et de l'eau. Ces actions pourraient favoriser dans les années à venir la reprise de la croissance économique.

La situation des finances publiques s'est caractérisée en 2015 par une aggravation du déficit budgétaire, avec un solde budgétaire base engagement (dons compris)



déficitaire de GNF 4 536,75 milliards (6,9% du PIB) contre un déficit de GNF 1 977,73 milliards (4,9% du PIB) en 2014.

Les recettes et dons ont été de GNF 9 749,32 milliards en 2015 contre GNF 9 702,33 en 2014.

S'agissant des dépenses, elles ont été de GNF 14 286,07 milliards en 2015 contre GNF 11 680,06 milliards en 2014.

### **Perspectives de l'environnement économique national en 2016**

Avec la fin à la fois, de la maladie à virus Ébola et des incertitudes politiques, la croissance devrait rebondir à 3,7% en 2016. Cette reprise serait soutenue par le dynamisme des sous-secteurs Mines (11,5% de variation annuelle), Eau et électricité (10%), BTP (5%) et agriculture et chasse (4,5%).

Sur le plan des finances publiques, les recettes sont projetées à 22,5% du PIB en hausse de 3,5 points par rapport en 2015. Quant aux dépenses, elles seront à 24,5% du PIB, en contraction de 3,3 points de pourcentage par rapport aux dépenses de 2015.

Le budget dégagera un solde de base de -1,1% du PIB, soit une amélioration du budget de 5,8 points par rapport à 2015.

Sur le plan fiscal, certaines mesures sont envisagées notamment l'accroissement du taux de la TVA de 2 points de pourcentage et l'élargissement de l'assiette fiscale des impôts sur les télécommunications.

La combinaison des mesures fiscales et monétaires devrait faire remonter légèrement l'inflation, pour atteindre 8,5%.

Sur le plan monétaire et des changes, la BCRG maintiendra le niveau actuel du taux des réserves obligatoires jusqu'à la fin du premier semestre 2016. Avec la réforme du mécanisme de détermination du taux de change introduite en janvier 2016, la BCRG modulera de façon plus précise la liquidité bancaire en francs guinéens grâce à l'utilisation des titres de régulation monétaire qui contribuera dans un premier temps à faire du marché des changes, un marché dual où la BCRG n'est plus la seule offreuse de devises. La BCRG s'assurera également que les taux de règlement pour les transactions du nouveau marché des changes demeurent à l'intérieur d'une bande de  $\pm 2\%$ .

S'agissant du compte extérieur, le déficit du compte courant extérieur devrait s'améliorer de 11,1 points pour se situer à -7,6% du PIB permettant un accroissement des réserves internationales de la BCRG pour couvrir au moins trois mois d'importations.

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EN 2015**

### **I- Cadre institutionnel et règlementaire d'élaboration des statistiques monétaires et financières**

#### **I-1- Présentation du système financier guinéen**

Le système financier guinéen comprend une Banque Centrale, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

Les statistiques monétaires sont actuellement élaborées à partir des données de ce secteur, à l'exception des institutions de Microfinance, des compagnies d'assurance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change. L'inclusion de microfinance, telle que recommandée par le MSMF 2000 est en cours.

#### **I-1- a- La Banque Centrale de la République de Guinée**

Elle joue le rôle d'Institut d'émission, conduit la politique monétaire, gère les réserves de change de la Nation, effectue les opérations avec le Fonds Monétaire International en tant qu'agent financier de l'État et assure la surveillance du système financier.

#### **I-1-b- Les établissements de crédit**

Au 31 Décembre 2015, le paysage bancaire guinéen compte 16 Banques agréées dont 15 en activité, entretenant au total un réseau de 155 agences et 133 distributeurs automatiques de billets. En 2015, le système bancaire a enregistré 19 nouvelles agences et 18 nouveaux DAB.

Les banques en activité en 2015 sont :

- ✓ Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI) ;
- ✓ Banque Islamique de Guinée (BIG) ;
- ✓ Banque Populaire Maroco-Guinéenne (BPMG) ;
- ✓ Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée (BSIC GUINEE) ;
- ✓ Ecobank Guinée ;
- ✓ First International Bank de Guinée (FIBANK) ;

- ✓ First Bank of Nigeria (FBN BANK)
- ✓ Société Générale de Banques en Guinée (SGBG) ;
- ✓ Orabank Guinée ;
- ✓ Skye Bank of Guinea ;
- ✓ United Bank of Africa (UBA) ;
- ✓ NSIA Banque Guinée ;
- ✓ Banque pour le Commerce et l'Industrie – Guinée (BCI) ;
- ✓ Afriland First Bank Guinée ;
- ✓ Banque Nationale de Guinée (BNG).

La Banque de Développement de Guinée (BDG) est en phase d'implantation pour porter à 16 le nombre de banques en activité.

Sur le plan réglementaire, le fonctionnement des établissements de crédit a été renforcé en 2015 par l'élaboration de plusieurs textes d'application de la loi bancaire L/2013/060/CNT du 12 Août 2013 ainsi que la révision de certaines instructions et décisions.

La loi bancaire fixe les règles relatives à l'exercice des activités et au contrôle des établissements de crédit en République de Guinée, quels que soient leur statut juridique et la nationalité des propriétaires de leur capital ou de leurs dirigeants. Elle vise à donner des moyens renforcés aux autorités de régulation et de contrôle que sont le Comité des agréments et la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) pour mener à bien leurs missions de régulation et de supervision du secteur bancaire.

### **I-1-c- Les compagnies d'assurance**

Une nouvelle société mutuelle d'assurance dénommée MICARE SM a été agréée par le comité des agréments en 2015 portant ainsi à onze (11) compagnies le nombre de sociétés d'assurance. Les sociétés qui ont animé le marché des assurances en 2015 sont :

- ✓ Union Guinéenne d'Assurance et de Réassurance (UGAR-ACTIVA) ;
- ✓ Société Guinéenne d'Assurance Mutuelle (SOGAM SA) ;
- ✓ Mutuelle des Travailleurs de Guinée (MUTRAGUI SA) ;
- ✓ Société Nouvelle d'Assurance de Guinée (SONAG SA) ;
- ✓ International Insurance Company Guinea (IIC Guinée SA) ;

- ✓ Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance de Guinée (NSIA Guinée SA) ;
- ✓ ACTIVA-Vie;
- ✓ SAHAM ;
- ✓ SUNU ;
- ✓ SAAR-Guinée ;
- ✓ Société Mutuelle d'Assurance (MICARE SM).

À côté des sociétés d'assurance, il existe le Fonds de garantie automobile.

#### **I-1-d- Les institutions de microfinance**

Les institutions de microfinance sont des structures qui n'ont pas le statut de banque mais qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit ou de collecte d'épargne et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel (article 2 §1 de la Loi sur la Microfinance).

En 2015, le marché de la Microfinance a enregistré un (01) retrait d'agrément et deux nouvelles autorisations dont un changement de catégorie. Ce qui porte le nombre de structure à vingt (20) institutions toutes catégories confondues. Ce sont :

##### **Catégorie 1 : Structures mutualistes ou coopératives**

- ✓ Les Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CPECG-Yèè Mali) ;
- ✓ La Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI) ;
- ✓ Le réseau des Caisses Communautaires d'Epargne et de Crédit de Guinée DIAMA DJIGUI ;
- ✓ La Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (MECREPAG) ;
- ✓ Le Groupement d'Appui à l'Autopromotion Economique et Sociale – GIE (GAAS – GIE NAFAYA de Guinée) ;
- ✓ La Mutuelle Financière des Femmes Africaines de Guinée (MUFFA/GUINEE) ;
- ✓ La Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Economique Local (CAIDEL) ;
- ✓ La Mutuelle de crédit et d'Epargne SABOU GUINEE ;

- ✓ La Coopérative de promotion du Crédit Social Solidaire GIE (HAMI YARA) ;
- ✓ Modèle MUFFA et MC2 d'AFRILAND FIRST BANQUE ;
- ✓ Fatière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEF-BG).

### **Catégorie 2 : Sociétés Anonymes**

- ✓ Le Crédit Rural de Guinée (CRG -SA) ;
- ✓ La Financial Développement (FINADEV- SA) ;
- ✓ JATROPHA-SA ;
- ✓ Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Épargne/Crédit et à l'Éducation Civique (CAFODEC-SA) ;
- ✓ Compagnie Financière Africaine (COFINA-SA) ;
- ✓ CREDIT NAFA-SA.

### **Catégorie 3: Associations et ONG**

- ✓ La Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE) ;
- ✓ L'Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) ;
- ✓ Le Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires (RAFOC).

Les institutions de microfinance de la première catégorie collectent l'épargne de leurs membres et l'emploient en opérations de crédit, exclusivement au profit de ceux-ci.

Quant aux institutions de microfinance de la deuxième catégorie, elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Les institutions de microfinance de la troisième catégorie accordent des crédits aux tiers sans exercer l'activité de collecte d'épargne.

#### **I-1-e- Les bureaux de change manuel**

Les bureaux de change sont des opérateurs économiques privés dont l'activité consiste à faire des opérations de change. Leur activité est régie par l'instruction N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 mars 2011. À fin 2015, trente-deux (32) bureaux de change manuel sont effectivement en activité.

#### **I-1-f- Les sociétés de transfert d'argent**

Les sociétés de transfert d'argent sont des structures à caractère privé dont l'activité porte sur les opérations de transfert d'argent pour le compte ou en faveur des

résidents conformément à la réglementation des changes. Leur fonctionnement est régi par l'instruction de la BCRG n°32/DGEEM/RCH/11 du 13 avril 2011 portant réglementation de l'activité des établissements de transfert d'argent en République de Guinée. Au cours de l'année 2015, six (6) sociétés de transfert d'argent se trouvent en activité, ce sont : (i) Western Union, (ii) Money Gram, (iii) Money Express, (iv) Global Express, (v) SOFIG et (vi) DEM SARL.

## **I-2- Cadre réglementaire et procédures**

Les principaux aspects du cadre réglementaire sont au nombre de deux :

- ✓ L'uniformisation des méthodes et pratiques comptables par l'ensemble des banques de la place ;
- ✓ La transmission à la BCRG des informations comptables mensuelles des banques au plus tard le 10 du mois pour le mois précédent. Cette exigence tire son essence des articles 25 et 26 de la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

L'article 25 stipule ce qui suit : « La Banque Centrale assure la supervision des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des institutions de microfinance et des autres institutions financières. À cet effet, elle est habilitée, à effectuer des contrôles sur place et sur pièces de ces institutions ».

Quant à l'article 26, il énonce que « La Banque Centrale est habilitée à recueillir tout document et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. En cas de communication de fausses informations ou d'infractions à la réglementation, la Banque Centrale est habilitée à appliquer les sanctions déterminées par la loi à l'égard des établissements et institutions concernés ».

## **I-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires**

Quatre principes comptables sont applicables aux comptes monétaires. Il s'agit de :

- ✓ l'expression des données en termes de stocks ;
- ✓ l'enregistrement des données sur la base des règlements ;
- ✓ l'expression des données en monnaie nationale ;
- ✓ la consolidation de l'ensemble des situations monétaires.

### **I-3- 1- Données en termes de stocks**

Les statistiques monétaires reposent sur des bilans. Elles se présentent donc sous forme d'encours ou de stocks, c'est-à-dire qu'elles enregistrent l'encours des avoirs

et des engagements à un instant donné plutôt que les transactions intervenues pendant une période.

### **I-3- 2- Enregistrement sur la base des règlements**

Les statistiques monétaires sont présentées sur base caisse. Elles enregistrent les transactions au moment où l'obligation est réglée plutôt qu'au moment où elle est constatée.

### **I-3- 3- Monnaie de libellé**

Les comptes monétaires sont exprimés en monnaie nationale. Tous les postes libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

### **I-3- 4- Consolidation**

L'établissement de la situation monétaire exige une double consolidation. Dans un premier temps, les bilans des banques commerciales sont agrégés en un compte. Dans un deuxième temps, le bilan des autorités monétaires est consolidé avec ceux des banques commerciales pour donner la situation monétaire intégrée.

## II- Évolution des principaux agrégats monétaires et financiers en 2015

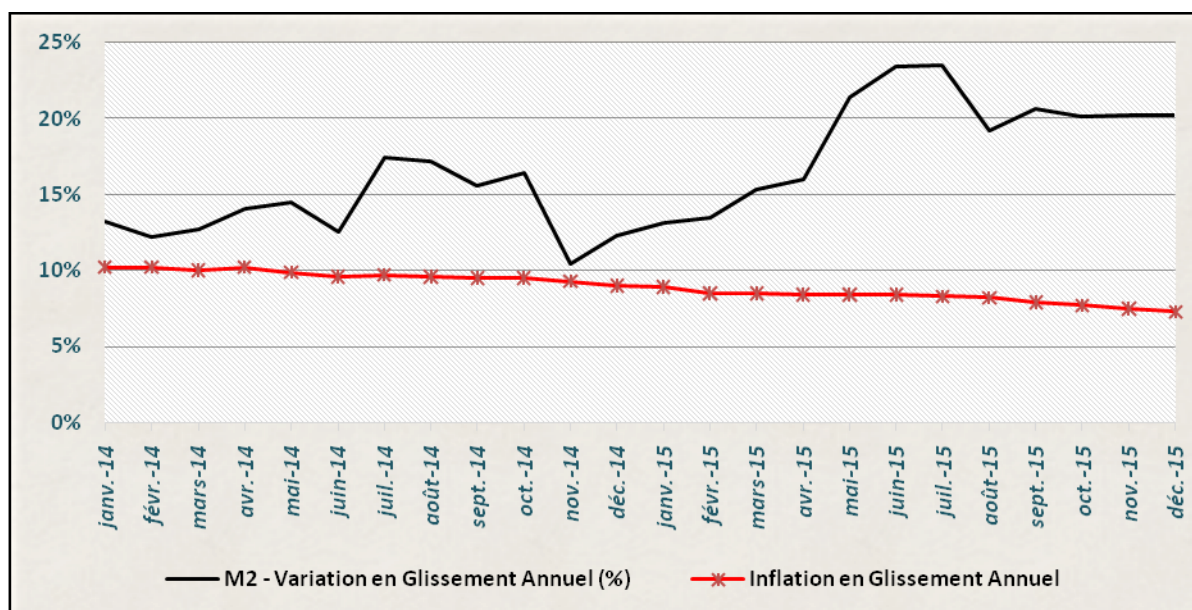
### II-1- Masse monétaire et composantes

#### II.1.a. Masse monétaire et inflation

À fin décembre 2015, la masse monétaire se chiffre à GNF 17 644,34 milliards contre GNF 14 671,81 milliards au 31 décembre 2014, soit une hausse de 20,3% qui résulte d'un accroissement des avoirs intérieurs nets de 40,7% contenu par la contraction des avoirs extérieurs nets de 47,3%.

Malgré l'expansion de la masse monétaire, le taux d'inflation a été maîtrisé en 2015. À fin décembre 2015, il s'est établi en glissement annuel à 7,3% contre 9% en 2014, soit une baisse de 1,7 point de pourcentage. En moyenne annuelle, la variation est de 8,2% contre 9,7% et l'inflation sous-jacente calculée hors produits frais et énergie se situe à 4,3% contre 6,2% en 2014. Ce recul du niveau de l'inflation est principalement dû à l'augmentation de la production agricole et aux effets de la baisse des prix des produits pétroliers intervenue au cours de l'année.

#### Évolution de l'inflation et de la masse monétaire en glissement annuel



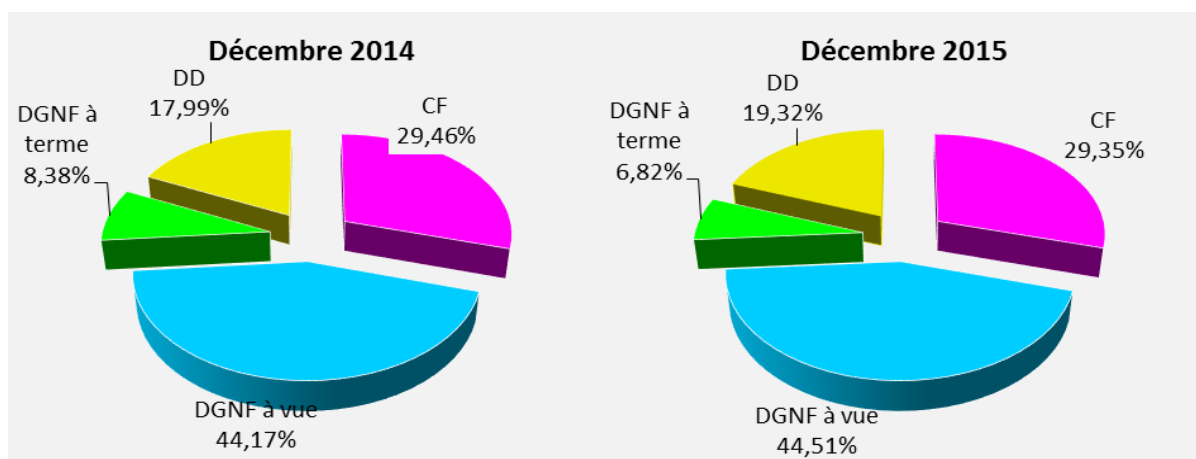
Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/INS

#### II.1.b. Composantes de la masse monétaire

Au 31 décembre 2015, la structure de la masse monétaire reste dominée par les dépôts en francs guinéens. En effet, ils représentent 51,34% contre 52,55% un an auparavant. Quant aux dépôts en devises, ils représentent 19,32% de la masse monétaire en décembre 2015, contre 17,99% à fin 2014. La circulation fiduciaire a pour sa part perdu 0,11 point de pourcentage sur la période sous revue pour se situer à 29,35% de la masse monétaire.



## Structure de la masse monétaire (répartition de M2 en %)



Source : Annexe 3

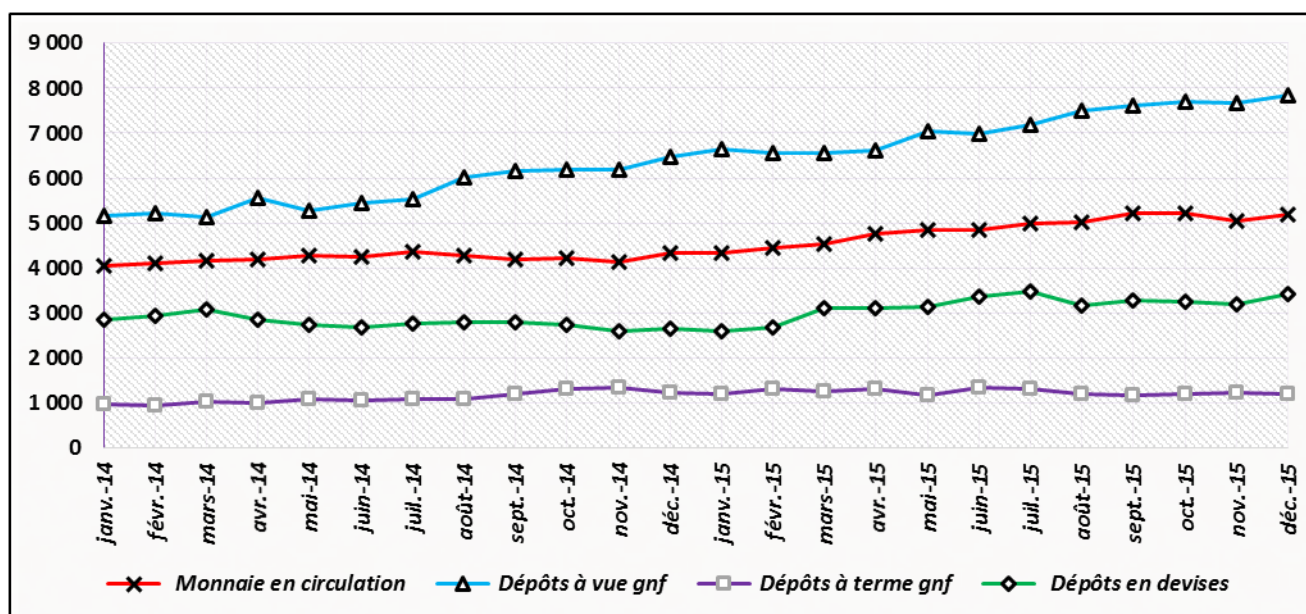
### Circulation fiduciaire

À fin décembre 2015, la circulation fiduciaire s'élève à GNF 5 178,03 milliards soit une hausse de 19,8% par rapport à décembre 2014. Cet accroissement est imputable en grande partie à la dégradation de la position nette du Trésor et à la hausse des crédits au secteur privé.

### Dépôts en devises et en GNF

Par rapport à décembre 2014, les dépôts en francs guinéens et en devises augmentent de 17,5% et de 29,1% respectivement en liaison avec les crédits au secteur privé.

### Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : Annexe 3

### Encadré 1 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

#### 1. Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est le nombre de fois en moyenne qu'une unité monétaire est utilisée dans des transactions au cours d'une période donnée. Elle est mesurée par le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire.

En 2015, chaque franc guinéen a circulé en moyenne 2,9 fois contre 3,5 fois en 2014. Cette baisse traduit un ralentissement de l'économie nationale.

Rubriques	Années					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	10 367,93	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34
PIB nominal en milliards de GNF (2)	27 081,62	34 320,47	42 642,74	47 250,29	50 764,20	50 749,58
Vitesse de circulation de la monnaie (2) / (1)	2,61	3,03	3,72	3,62	3,46	2,88
Taux de liquidité de l'économie (1) / (2)	38%	33%	27%	28%	29%	35%

**Source :** BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

#### 2. Le taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie correspond à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, autrement dit c'est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il traduit le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.

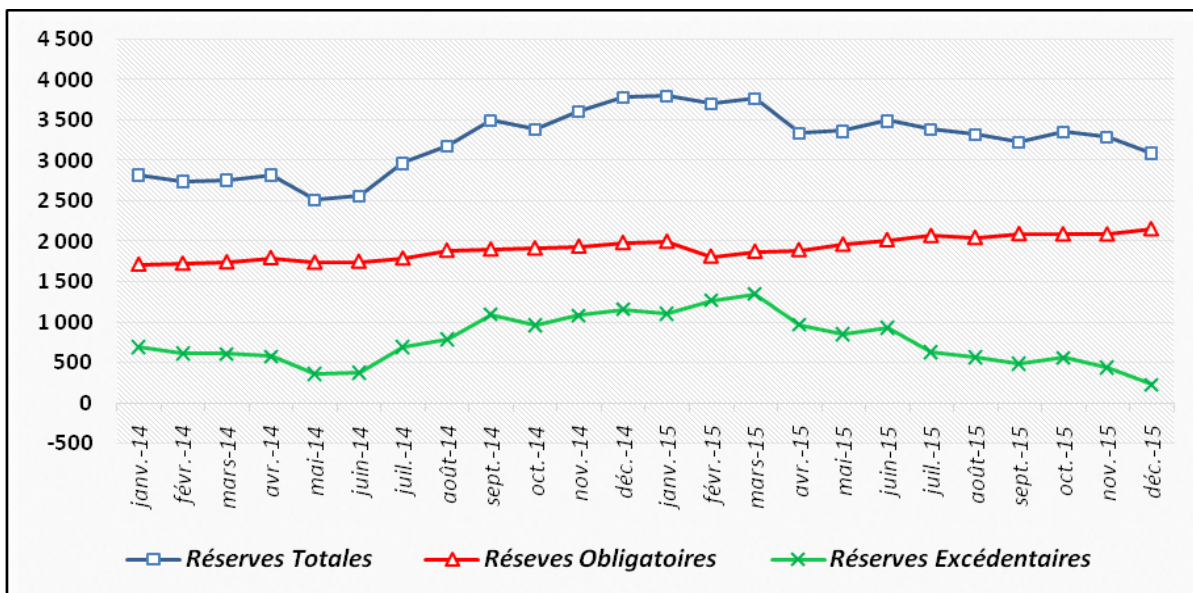
Sur la même période, le taux de liquidité de l'économie a augmenté de 6 points de pourcentage pour se situer à 35% en 2015 contre 29% en 2014. Cette progression traduit une préférence des agents économiques non financiers à détenir une épargne liquide.

### II.1.c. Base monétaire

Comparativement à son niveau de fin décembre 2014, la base monétaire s'est accrue de 2,6% en se situant à GNF 8 738,90 milliards au 31 décembre 2015. Cette hausse s'explique essentiellement par les accroissements de la monnaie en circulation et des dépôts du secteur privé, respectivement de 19,8% et 13,9%.

En revanche, les réserves des banques ont enregistré une baisse de GNF 694 milliards pour se situer à GNF 3 095,9 milliards. Cette évolution est due aux réserves excédentaires qui ont poursuivi leur tendance baissière depuis mars 2015 pour s'établir à GNF 231,4 milliards en décembre 2015, contre GNF 1 165,3 milliards en fin 2014. Les réserves obligatoires, relativement stables sur la période, se sont accrues de 8,7% pour s'établir à GNF 2 160,2 milliards en décembre 2015, consécutive à une augmentation des dépôts de la clientèle des banques commerciales.

## Évolution des réserves des banques (en milliards GNF)



Source : Annexe 7

### Encadré 2 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

#### 3. Le multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire (de crédit) est la théorie qui explique quel montant de crédit (de masse monétaire) peut être distribué par les banques à partir de la base monétaire créée par la Banque Centrale (banque Natixis, février 2007). Il est mesuré par le rapport entre la masse monétaire et la base monétaire.

En 2015, un franc guinéen de monnaie centrale donne lieu à 2,02 GNF de crédits contre 1,72 GNF en 2014.

Rubriques	Années					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	10 367,93	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34
Base monétaire en milliards de GNF (2)	6 981,73	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90
Avoirs extérieurs bruts de la BCRG en milliards de GNF (3)	1 543,33	6 055,62	4 484,33	4 937,93	5 433,17	3 689,12
Multiplicateur monétaire (1) / (2)	1,49	1,71	1,78	1,76	1,72	2,02
Taux de couverture de l'émission monétaire (3) / (2)	22,1%	91,4%	69,7%	66,4%	63,8%	42,2%

Source : BCRG/DGES/DSBP

#### 4. Le taux de couverture de l'émission monétaire

Le taux de couverture de l'émission monétaire est le rapport entre les avoirs extérieurs bruts et la base monétaire.

En 2015, le taux de couverture de la BCRG a baissé, pour s'établir à 42,2 % contre 63,8 % un an plus tôt. Cette baisse est liée à la contraction des réserves de change.

## **II-2- Contreparties de la masse monétaire**

L'expansion de la masse monétaire en 2015 est due principalement à une hausse des avoirs intérieurs nets contenue par une contraction des avoirs extérieurs nets.

### **II.2.a. Avoirs extérieurs nets**

Ils sont passés de GNF 3 404,46 milliards à GNF 1 792,63 milliards entre décembre 2014 et décembre 2015, soit une baisse de GNF 1 611,84 milliards (USD 201,39 millions).

Durant la période sous revue, la tendance baissière des avoirs extérieurs nets est tirée principalement par la contraction des réserves de change alors que la position extérieure nette des banques a augmenté.

#### ***Réserves de change***

Entre décembre 2014 et décembre 2015, les réserves brutes de change sont passées de USD 777,17 millions à USD 465,41, soit une contraction de 40,1%. Cette baisse est due à une augmentation plus marquée des dépenses en devises par rapport aux recettes en devises. Avec ces réalisations, les réserves de change de la Nation couvrent 2,1 mois d'importations de biens et services contre 3,2 mois d'importations en 2014.

#### **a-1. Les recettes en devises de la Nation**

À fin décembre 2015, le cumul des recettes se chiffre à USD 694,66 millions contre USD 638,04 en décembre 2014, soit une hausse de 8,9%. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des recettes minières et des dépôts en devises des banques.

En effet, les recettes minières se sont établies à USD 229,70 millions à fin décembre 2015 contre USD 169,36 millions un an plus tôt, soit une hausse de USD 60,34 millions (35,6%). Cette progression est imputable aux efforts consentis par l'État dans le cadre du recouvrement des taxes auprès des compagnies minières de la place.

Quant aux dépôts des banques, ils ont augmenté de 20,1% pour se situer à USD 355,75 millions à fin décembre 2015 contre USD 296,15 millions à fin décembre 2014. Cette hausse est la résultante du dénouement des lettres de garanties émises par la BCRG en faveur des banques primaires sur ordre du Ministère de l'Économie et des Finances.

En revanche, les autres recettes de l'État ont connu une baisse de 36,8% en s'établissant à USD 99,04 millions à fin décembre 2015 contre USD 156,67 millions à fin décembre 2014. Cette baisse s'explique par le fait que l'année 2015 n'a pas

enregistré le même essor en termes de recettes exceptionnelles pour l'État comme l'année 2014.

### a-2. Les dépenses en devises de la Nation

À fin décembre 2015, le cumul des dépenses s'est établi à USD 771,95 millions contre USD 506,72 millions à fin décembre 2014, soit une hausse de 52,3% qui s'explique en grande partie par l'accroissement des autres dépenses courantes de l'État et des transferts au profit des banques.

En effet, les autres dépenses courantes de l'État ont connu une hausse de 36,2% pour se situer à USD 180,92 millions à fin décembre 2015 contre USD 132,85 millions à fin décembre 2014. Cette augmentation est due essentiellement aux dépenses d'investissement initiées par l'État notamment dans le cadre de sa politique de fourniture d'électricité et de construction des routes.

Quant aux transferts au profit des banques, ils s'élèvent à USD 503,33 millions à fin décembre 2015 contre USD 277,59 millions à fin décembre 2014, soit une hausse de USD 225,74 millions (81,3%). Cette hausse s'explique par le dynamisme du secteur bancaire suite à la restauration de la confiance de la clientèle.

### a-3. Le solde du budget en devises

À fin décembre 2015, le solde de l'exécution budgétaire en devises est ressorti déficitaire de USD 77,29 millions contre un excédent de USD 131,32 millions un an auparavant, soit une dégradation de USD 208,61 millions. Cette dégradation est essentiellement imputable à une augmentation plus marquée des transferts des banques (81,3%) par rapport à leurs dépôts (20,1%). Toutefois, en 2015, les recettes en devises de l'État (USD 328,74 millions) ont entièrement couvert ses dépenses en devises (USD 225,01 millions).

### Évolution de l'exécution du budget en devises (en millions de USD)

	2014	2015	Variation	
			Valeur	%
1- Solde du budget en devises (2-3)	131,32	-77,29	-208,61	-158,9
2- Recettes en devises	638,04	694,66	56,62	8,9
dont: Recettes minières	169,36	229,70	60,34	35,6
Autres recettes	156,67	99,04	-57,63	-36,8
Dépôts des banques	296,15	355,75	59,60	20,1
3- Dépenses en devises	506,72	771,95	265,23	52,3
dont: Dette extérieure	57,67	39,56	-18,11	-31,4
Autres dépenses courantes de l'État	132,85	180,92	48,07	36,2
Dépenses de la BCRG	10,92	15,39	4,47	40,9
Transferts des banques	277,59	503,33	225,74	81,3

Source : BCRG/DGCC/DCH

#### a-4. Le marché interbancaire de change et le taux de change

En 2015, la BCRG a organisé 51 séances du MIC contre 52 en 2014, en allouant aux banques pour le compte de leur clientèle un montant de USD 229,12 millions contre USD 211,34 millions, soit une hausse de 8,4% correspondant à une ponction de la liquidité bancaire de GNF 1 679,36 milliards contre GNF 1 463,90 milliards en 2014.

Le taux de couverture des demandes globales des banques au MIC s'est établi à 18,8% en 2015 contre 26,3% en 2014.

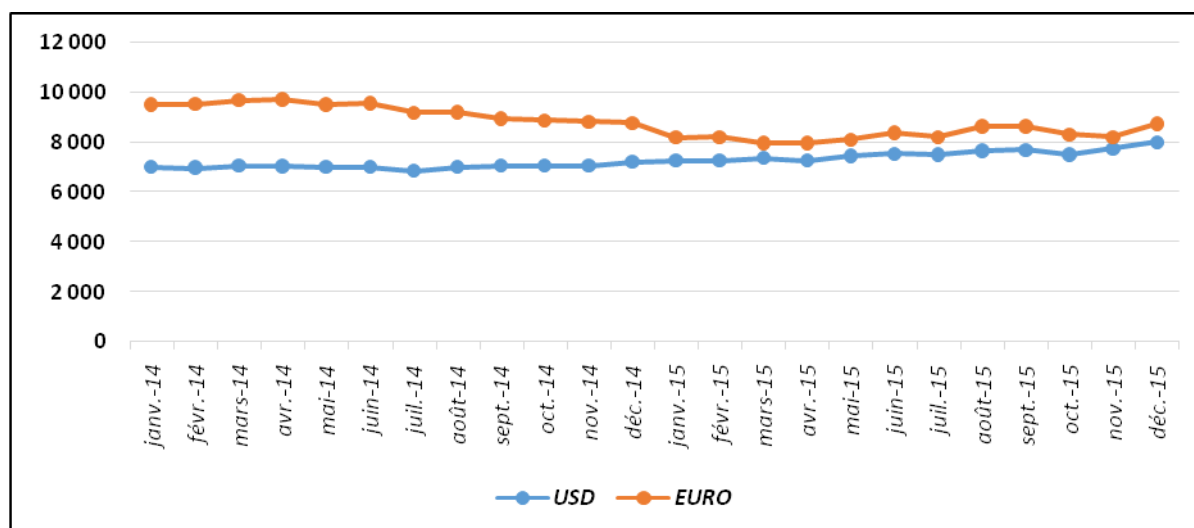
Par ailleurs, au cours de la période sous revue, la BCRG a accordé un montant de USD 28 millions aux bureaux de change agréés contre USD 13,1 millions en 2014.

Ces différentes interventions, conjuguées avec les mesures de politique monétaire, ont permis de stabiliser le franc guinéen par rapport à l'euro, de contenir sa dépréciation par rapport au dollar et de freiner les pressions sur les primes de change.

Le taux de change du dollar américain s'est établi à GNF 8 003,7 à fin décembre 2015 contre GNF 7 227,7 un an auparavant, soit une dépréciation de 9,7%. Quant à l'euro, il s'est apprécié de 0,5% en s'échangeant à GNF 8 744,9 à fin décembre 2015 contre GNF 8 788,8 à fin décembre 2014. Ces évolutions contrastées s'expliqueraient notamment par l'appréciation du dollar par rapport à l'euro.

Entre décembre 2014 et décembre 2015, les primes de change par rapport au dollar et à l'euro sont passées respectivement de 2,6% et 3,7% à 7,8% et 5,9%.

#### Évolution du taux de change USD/GNF et EUR/GNF (fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DCH

#### Position extérieure nette des banques

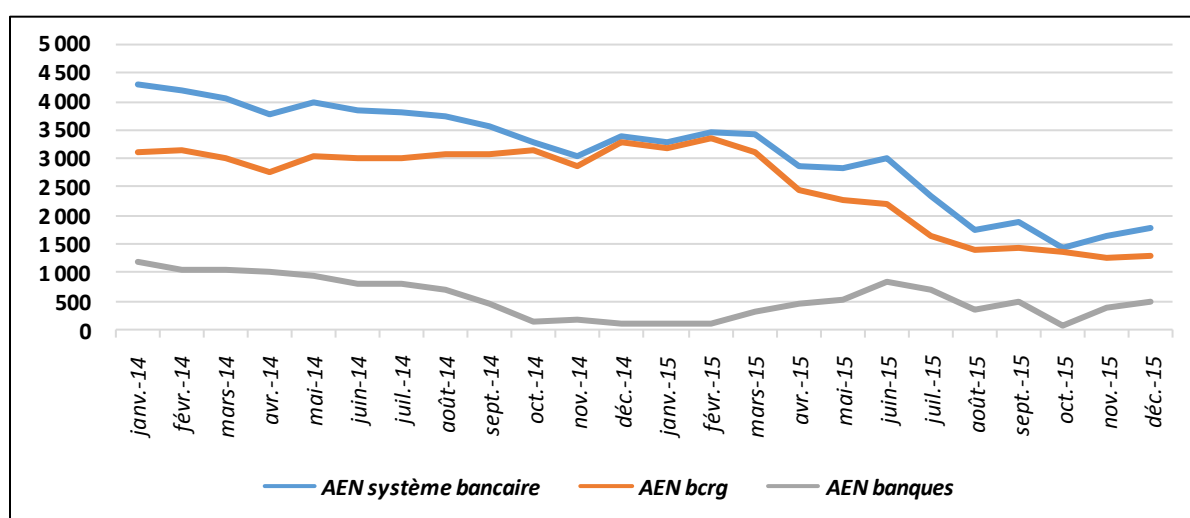
À fin décembre 2015, la position extérieure nette des banques se situe à GNF 502,32 milliards (USD 62,76 millions) contre GNF 127,67 milliards (USD 17,66

millions) au 31 décembre 2014, soit une hausse de GNF 374,65 milliards (USD 45,10 millions). Cette progression est imputable essentiellement à la hausse des avoirs extérieurs bruts des banques.

En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques ont augmenté de GNF 293,19 milliards pour se situer à GNF 1 302,03 milliards, en liaison avec une légère reprise des activités dans les secteurs minier, agroalimentaire, BTP, etc.

Par contre, les engagements extérieurs des banques ont baissé de 9,2% pour se situer à GNF 799,71 milliards, sous l'effet de l'apurement des lettres de crédits ouvertes au nom de leurs clients à l'étranger.

### Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards GNF)



Source : Annexe 8

## II.2.b. Avoirs intérieurs nets

À fin décembre 2015, les avoirs intérieurs nets se chiffrent à GNF 15 851,72 milliards contre GNF 11 267,35 milliards à fin décembre 2014, soit une hausse de GNF 4 584,37 milliards (40,7%) qui s'explique principalement par la dégradation de la position nette du Trésor dans le système bancaire et la consolidation des crédits au secteur privé.

### *Position Nette du Trésor auprès du système bancaire*

La position nette débitrice du Trésor vis-à-vis du système bancaire s'est établie à GNF 9 810,63 milliards au 31 décembre 2015, en détérioration de GNF 2 527,14 milliards (34,7%) par rapport à son niveau à fin décembre 2014.

#### **b-1. Position Nette du Trésor à la BCRG**

Entre décembre 2014 et décembre 2015, la position nette débitrice du Trésor à la Banque Centrale est passée de GNF 5 341,21 milliards à GNF 7 353,26 milliards,

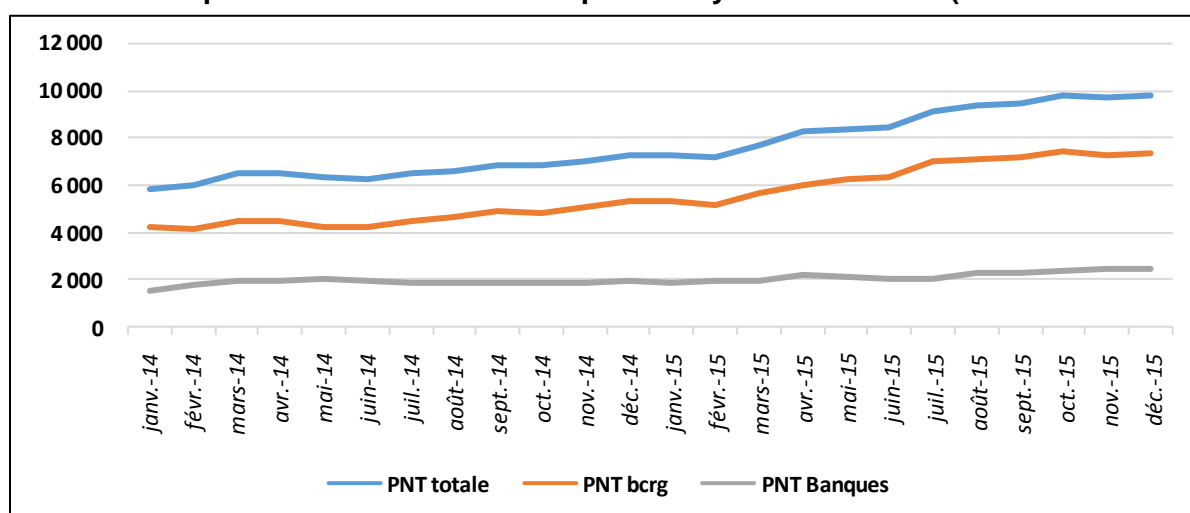
soit une détérioration de GNF 2 012,05 milliards (37,7%). Cette dégradation résulte de la progression plus importante des dépenses par rapport aux recettes publiques.

En effet, sur la période sous revue, les dépenses publiques ont augmenté de GNF 2 606,01 milliards (22,3%) pour se situer à GNF 14 286,07 milliards. Quant aux recettes totales, elles ont légèrement augmenté de 0,5% pour se situer à GNF 9 749,32 milliards.

### **b-2. Position Nette du Trésor dans les banques**

À fin décembre 2015, la position nette débitrice du Trésor dans les banques s'est établie à GNF 2 457,37 milliards contre GNF 1 942,28 milliards au 31 décembre 2014, soit une progression de 26,5%, résultant principalement des souscriptions nettes aux bons du Trésor de GNF 210,1 milliards.

#### **Évolution de la position nette du Trésor auprès du système bancaire (en milliards GNF)**



Source : Annexe 8

### **Crédits à l'économie**

#### **b-3. Les taux d'intérêts**

Dans un contexte caractérisé par une évolution non inquiétante des agrégats monétaires et de l'inflation, la Banque Centrale a procédé en début de l'année 2015 à une baisse de son taux directeur de 2 points pour le situer à 11% afin de soutenir l'activité économique. Cette évolution du taux directeur a entraîné d'une manière générale, la baisse des taux des banques.

Sur le marché des bons du Trésor, les taux moyens pondérés ont enregistré une baisse en 2015 par rapport à 2014. En effet, les taux moyens pondérés des bons du Trésor à 91 jours sont passés de 11,25% à 8,49%, ceux à 182 jours de 10,11% à 8,97% et ceux à 364 jours de 9,93% à 8,03%.

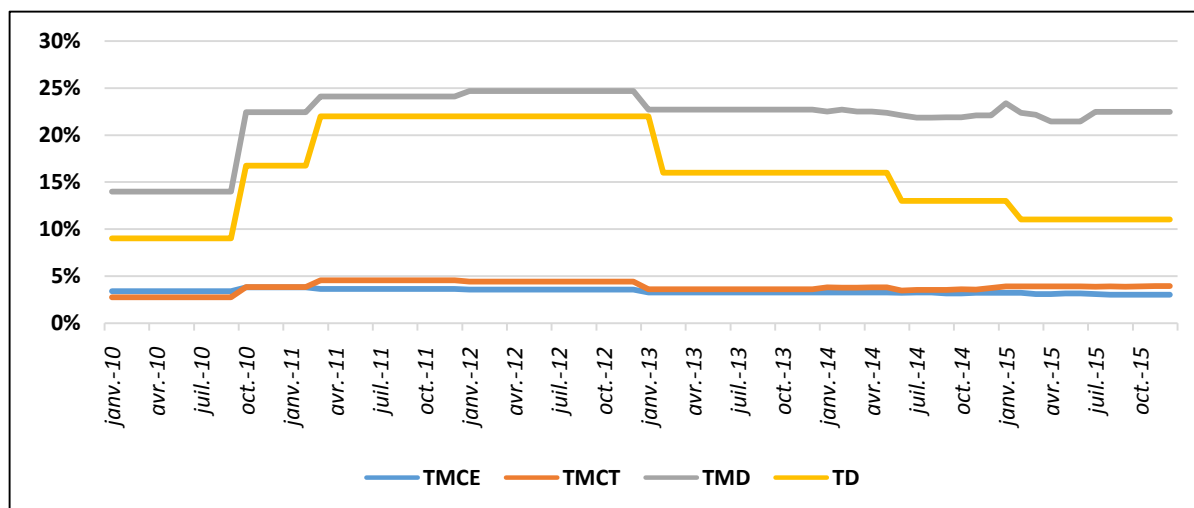


Sur le marché interbancaire, le taux moyen pondéré est passé de 12% à 8,14%.

S'agissant des taux sur les comptes d'épargne, ils ont connu une légère baisse pour se situer en moyenne à 3% en décembre 2015 contre 3,21% en décembre 2014.

En revanche, les taux débiteurs et ceux sur les comptes à terme ont connu une légère hausse en se situant en moyenne à 22,46% et 3,93% en décembre 2015 respectivement contre 22,09% et 3,75% en décembre 2014.

### Évolution des taux d'intérêts



Source : BCRG/DGCC/DPMC

#### b-4. Les maturités des crédits à l'économie

À fin 2015, l'encours des crédits à l'économie s'est établi à GNF 7 583,37 milliards contre GNF 5 967,03 milliards à fin 2014, soit une hausse de 27,1%. Rapportés au PIB, les crédits à l'économie représentent 14,9% en 2015 contre 11,8% en 2014.

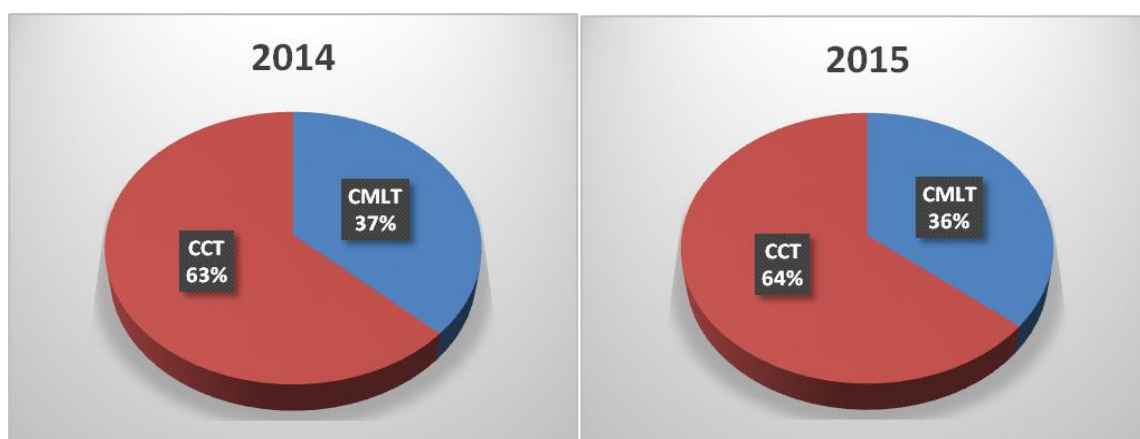
Cette progression est essentiellement due à l'accroissement des crédits ordinaires octroyés aux entreprises évoluant dans les secteurs de distribution des produits pétroliers, de l'énergie et des BTP.

Sur la période, les crédits à court terme ont augmenté de 29% pour se situer à GNF 4 852,64 milliards tandis que les crédits à moyen et long termes ont enregistré une hausse de 23,8% pour se situer à GNF 2 730,73 milliards.

En termes de structure, le stock de crédits à fin 2015 reste dominé par les crédits à court terme (64%) qui gagnent 1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2014. Les crédits à moyen et long termes perdent 1 point de pourcentage pour occuper 36%.

La faiblesse des crédits à moyen et long termes s'explique par le fait que les dépôts effectués par la clientèle sont en général des dépôts à vue.

## Structure des crédits à l'économie par maturité



Source : BCRG/DGES/DSBP

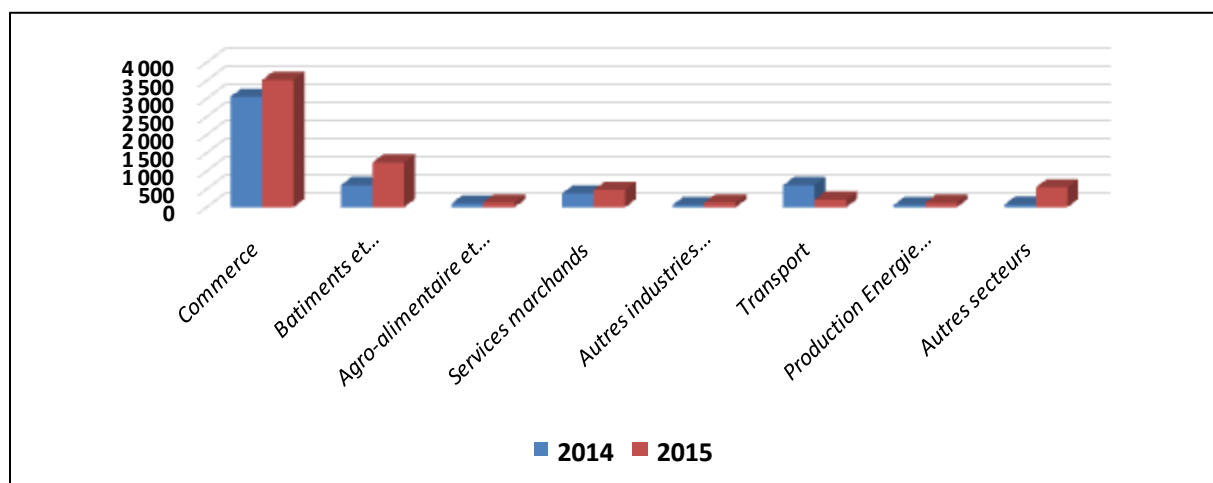
### b-5. L'orientation des crédits à l'économie

L'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques s'est établi à GNF 6 379,64 milliards à fin décembre 2015 contre GNF 4 950,98 milliards à fin décembre 2014, soit une hausse de 28,9%.

L'accroissement de l'encours global des crédits recensés en 2015 à la Centrale des risques, provient principalement de la hausse des concours consentis aux secteurs « Bâtiments et travaux publics » (GNF 625,47 milliards), « Autres secteurs » (GNF 480,02 milliards) et « Commerce » (GNF 463,88 milliards). Les « Services marchands », « Autres industries manufacturières », la « Production Énergie et Eau » et l'« Agro-alimentaire et Textile » se sont également inscrits en hausse, mais d'une moindre ampleur soit respectivement de GNF 98,50 milliards, de GNF 69,17 milliards, de GNF 63,47 milliards et de GNF 28,31 milliards.

Par contre, le secteur « Transport » a enregistré une baisse de GNF 400,15 milliards.

### Évolution des risques clients par secteur d'activité en milliards de GNF



Source : BCRG/DGCC/DPMC

## **DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2015**

### **I- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)**

La stratégie Nationale de Finance inclusive est un programme initié par le gouvernement pour renforcer le secteur de la microfinance et développer des innovations en vue d'une plus grande inclusion financière dans le pays.

Elle traduit la vision, les préoccupations et les aspirations des différents acteurs centrées autour des valeurs suivantes :

- ✓ Les populations sont au centre de la stratégie. Elle est donc élaborée avec pour finalité d'offrir des services financiers aux populations, particulièrement à celles qui n'y ont pas accès afin de minimiser leur vulnérabilité et de favoriser leur croissance économique et sociale ;
- ✓ Les IMF sont les institutions identifiées pour rendre ces services aux populations, la stratégie leur apporte des appuis multiformes pour assurer leur professionnalisation et leur pérennité.

Elle propose également le cadre d'orientation stratégique de l'action du gouvernement et de celle de ses partenaires au développement.

Le cadre d'orientation stratégique comprend trois axes stratégiques:

**Axe stratégique 1 (niveau macro) :** l'amélioration du cadre légal, réglementaire et institutionnel en vue d'un développement harmonieux et sécurisé du secteur de la microfinance.

**Axe stratégique 2 (niveau méso) :** le renforcement des capacités et le développement de l'infrastructure financière, incluant la structuration de la profession afin de soutenir la pérennité des services financiers accessibles au plus grand nombre de personnes.

**Axe stratégique 3 (niveau micro) :** l'offre de produits et services financiers diversifiés et en expansion particulièrement aux femmes et aux jeunes grâce à la création et/ou au développement d'IMF professionnelles, viables et pérennes, notamment dans les zones rurales

### **I-1- Cadre réglementaire et institutionnel**

#### **I-1-1 Cadre réglementaire**

Les conditions d'exercice des activités des institutions de microfinance (IMF) sont définies dans la loi/2005/020/AN du 22 novembre 2005.

## **I-1-2 Cadre institutionnel**

La tutelle des IMF est assurée par la BCRG, chargée de la supervision et de la surveillance du secteur de la microfinance.

Au plan national, les organes et structures intervenant dans le secteur des microfinances sont : l'Agence Nationale de la Microfinance, le Comité de Coordination, l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée (APIMG) et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'Agence Nationale de la Microfinance (ANAMIF) a pour mission de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la Politique du Gouvernement en matière de Microfinance. Elle est chargée de la promotion et de la coordination du secteur.

Le Comité de Coordination est l'organe de supervision et de coordination de la SNFI. Il regroupe les représentants de tous les acteurs.

L'APIM-Guinée assure la représentation professionnelle du secteur. Sa mission est de créer un cadre dynamique de réflexion, d'échange et de professionnalisation des IMF intervenant en Guinée.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont des bailleurs de fonds et autres organisations internationales qui appuient le secteur.

## **I-2- Résultats attendus du programme**

Au terme du programme, les résultats suivants sont attendus :

- ✓ le taux de pénétration du secteur devra passer de moins de 5% à 15% ;
- ✓ le nombre de bénéficiaires et d'emprunteurs passeront respectivement de 435 000 et 98 000 à 1 740 000 et 684 000 ;
- ✓ les encours d'épargne et de crédit passeront respectivement de GNF 57 milliards et 74 milliards à 400 milliards et 650 milliards et;
- ✓ le portefeuille à risque (**PAR**) 90 jours ne devra pas dépasser 5%, l'autosuffisance opérationnelle des IMF sera acquise (au moins 100% pour les 2/3 des IMF).

## II. Évolution des principaux indicateurs en 2015

L'analyse des principaux indicateurs porte sur l'accès aux services financiers à travers les banques, les institutions de microfinance et les compagnies d'assurance.

### II-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles

Cette partie analyse les indicateurs liés à l'extension géographique des réseaux bancaires et à l'utilisation des services financiers des banques et des banques mobiles.

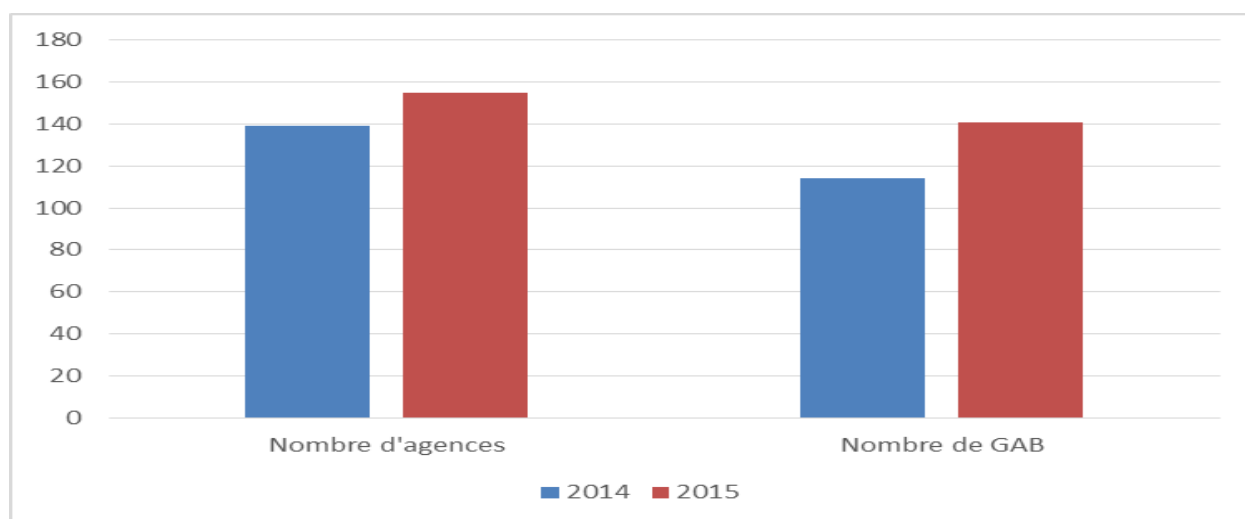
#### II-1-1 Extension géographique

Elle est mesurée par le nombre d'agences créées et la disponibilité de guichets automatiques de banque (GAB). Elle permet d'évaluer le niveau de bancarisation de l'économie et l'accès des populations aux services financiers.

Le nombre d'agences a progressé de 16, pour atteindre 155 à fin décembre 2015 contre 139 à fin décembre 2014.

Quant au nombre de guichets automatiques, il s'est situé à 141 en 2015 contre 114 en 2014, soit une progression de 27 unités.

#### Évolution du nombre d'agences et de GAB



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le réseau bancaire est concentré dans la capitale au détriment des villes de l'intérieur. En effet, la ville de Conakry bénéficie d'une meilleure pénétration (plus de la moitié des agences) par rapport aux villes de l'intérieur en dépit de leurs besoins croissants en termes de financement.

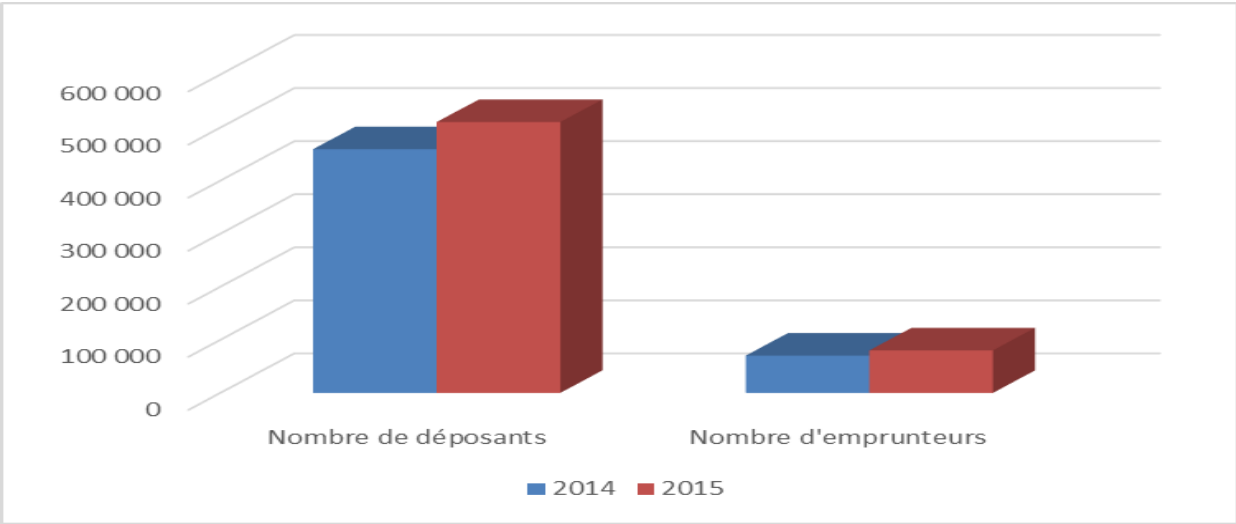
#### II-1-2 Utilisation des services financiers

Elle porte sur deux (2) services financiers de base : les dépôts et les crédits.

En 2015, le nombre de déposants se chiffre à 510 512 contre 459 310 en 2014, soit une hausse de 11,1%. Cette évolution est imputable notamment à l'extension du réseau et au renforcement de la confiance entre les banques et leurs clients.

Quant au nombre d'emprunteurs, il a augmenté de 14,1% pour se situer à 80 135 en 2015, en relation avec la hausse du nombre de déposants.

**Évolution du nombre de déposants et d'emprunteurs**

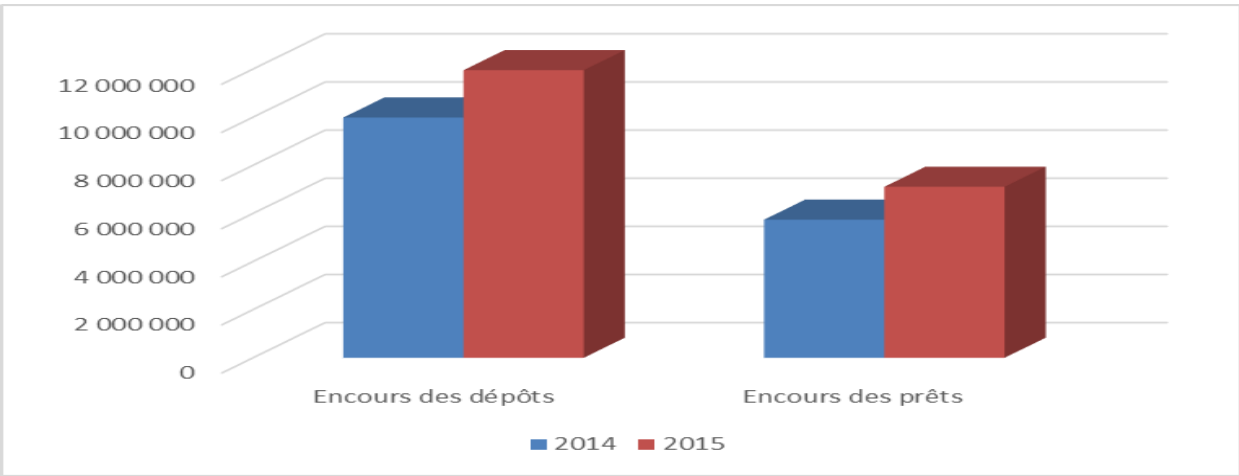


Source : BCRG/DGES/DSBP

L'encours des dépôts a enregistré une hausse de GNF 1 966,75 milliards en se situant à GNF 11 951,95 milliards en 2015. Cette évolution reflète le renforcement de confiance dans le système bancaire.

S'agissant de l'encours des prêts, il a augmenté de GNF 1 366,51 milliards pour se situer à GNF 7 106,63 milliards en 2015, en liaison avec la hausse des crédits ordinaires accordés à des sociétés de distribution des produits pétroliers de l'énergie et des BTP.

**Évolution de l'encours des dépôts et des prêts**



Source : BCRG/DGES/DSBP

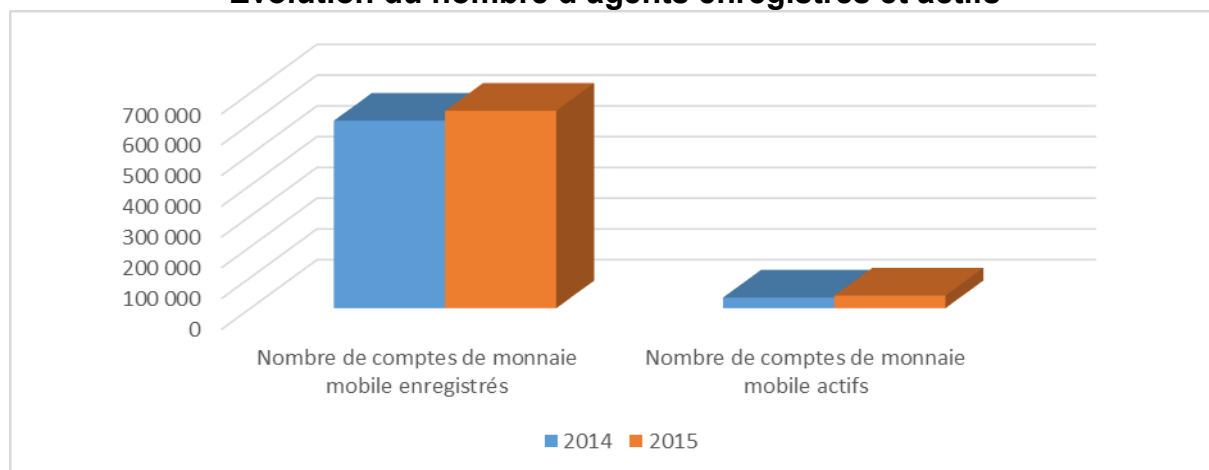
Le taux de conversion des dépôts en crédit (total crédit rapporté au total des dépôts) a atteint 59% à fin décembre 2015 contre 57% à fin décembre 2014, cela signifie que plus de la moitié des dépôts bancaires ont été utilisés sous forme de crédits à la clientèle résidente.

### **Banques mobiles**

Entre 2014 et 2015, le nombre de clients enregistrés est passé de 609 582 à 641 881, soit une hausse de 32 299. Cette évolution s'explique par les actions commerciales offensives des deux opérateurs téléphoniques.

Sur la même période, le nombre d'agents actifs est passé de 34 615 à 41 090, soit un accroissement de 6 475.

#### **Évolution du nombre d'agents enregistrés et actifs**



Source : BCRG/DGES/DSBP

S'agissant du montant total des transactions bancaires mobiles, il se chiffre à GNF 135,53 milliards en 2015 contre GNF 103,09 milliards en 2014, soit une hausse de GNF 32,43 milliards, en liaison avec de nouvelles offres (paiements mobiles).

## **II-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)**

Cette partie offre une vue d'ensemble sur l'extension géographique des IMF (nombre d'IMF et points de services) ainsi que l'utilisation des services financiers (nombre de clients, les encours de dépôts et de crédits).

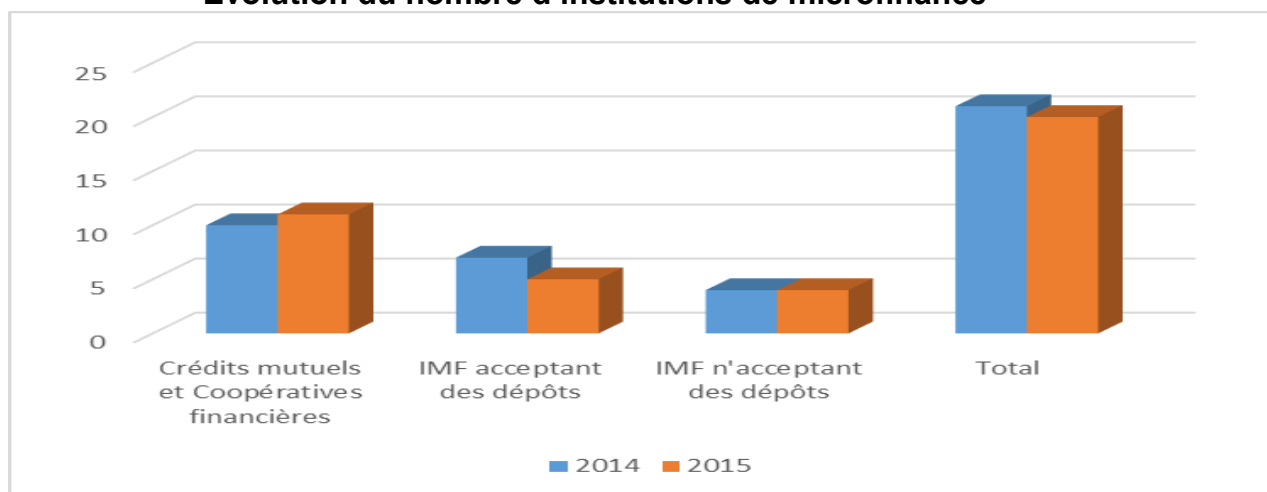
### **II-2-1 Extension géographique**

Le nombre d'IMF est passé de 21 en 2014 à 20 en 2015. S'agissant de leur répartition par catégorie, l'évolution est la suivante :

- ✓ Les Crédits mutuels et coopératives financières sont passés de 10 en 2014 à 11 en 2015 ;

- ✓ Les IMF acceptant des dépôts sont restées à 5;
- ✓ Les IMF n'acceptant pas des dépôts sont aussi restées à 4.

### Évolution du nombre d'institutions de microfinance

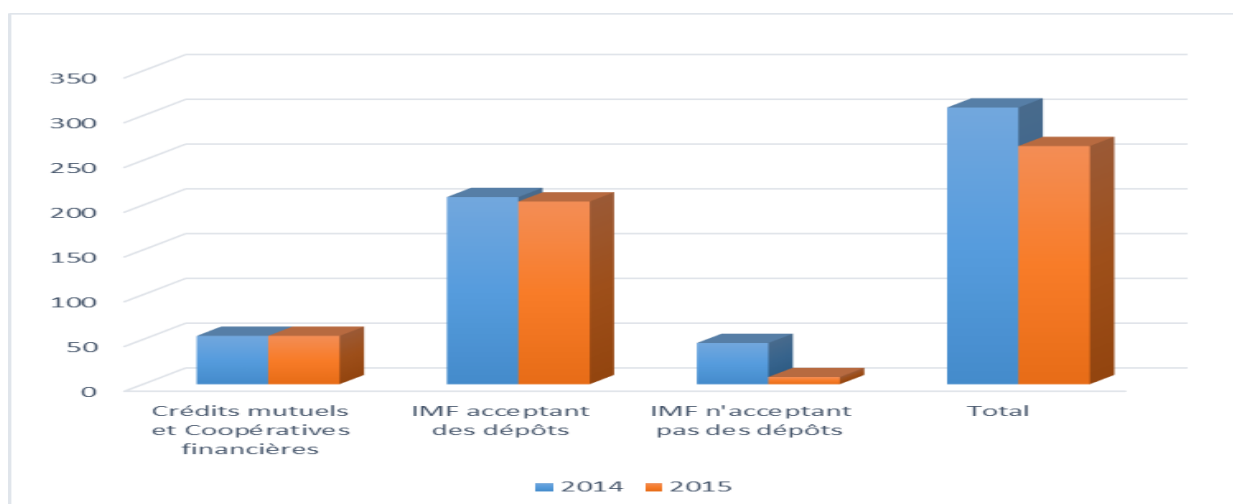


Source : BCRG/DGES/DSBP

Le nombre d'agences (ou points de service) opérationnelles est de 266 cette année contre 306 guichets l'année précédente. Ce recul s'explique en grande partie par le regroupement des points de services des IMF acceptant des dépôts. Par catégorie d'IMF, l'évolution se présente comme suit :

- ✓ Crédits mutuels et coopératives financières : 54 agences en 2015 comme en 2014 ;
- ✓ IMF acceptant des dépôts : 204 agences en 2015 contre 209 agences en 2014;
- ✓ IMF n'acceptant pas des dépôts : 8 agences en 2015 contre 46 agences en 2014.

### Évolution du nombre d'agences



Source : BCRG/DGES/DSBP



## II-2-2 Utilisation des services financiers

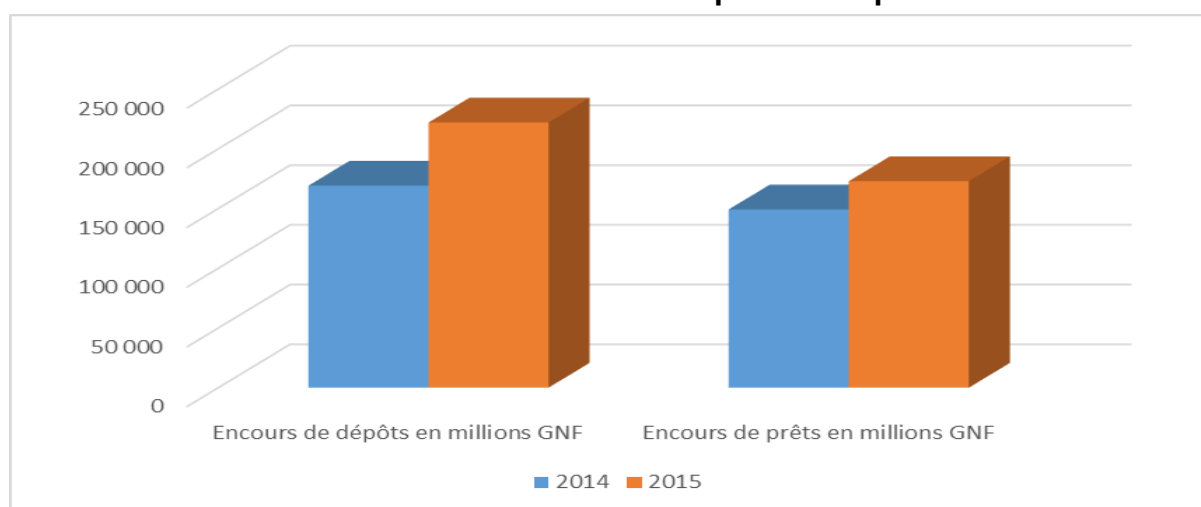
L'année 2015 a été caractérisée par une évolution divergente entre le nombre de déposants et celui d'emprunteurs. Au cours de la période sous revue, le nombre de déposants s'est établi à 183 050, soit une hausse de 8,8%. Par contre, le nombre d'emprunteurs a enregistré une baisse de 9,7%. Cette baisse du nombre d'emprunteurs s'explique en grande partie par l'absence d'activité dans les zones touchées par la maladie à virus Ébola (la fermeture des marchés hebdomadaires).

Les dépôts collectés sont passés de GNF 169 milliards en 2014 à GNF 222 milliards en 2015. Cette amélioration résulte de la relative reprise d'activités due à la fin de la maladie à virus Ébola, aux activités de campagne de promotion et à la diversification des produits par les IMF.

S'agissant de l'encours des prêts, il s'élève à GNF 173 milliards en 2015 contre GNF 149 milliards en 2014. Par catégorie, la répartition pour 2015 est la suivante:

- ✓ 1ère Catégorie: 64 milliards soit une part de 37 %
- ✓ 2ème Catégorie: 98 milliards soit 56,6 %
- ✓ 3ème Catégorie: 11 milliards soit 6,4 %.

### Évolution de l'encours de dépôts et de prêts



Source : BCRG/DGES/DSBP

## II-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance

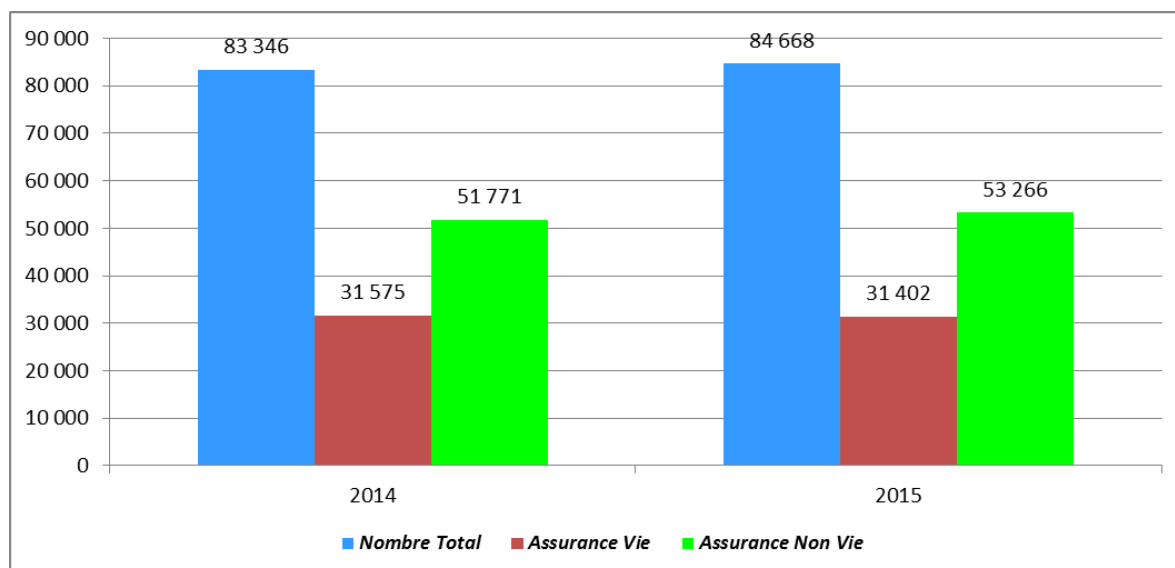
Cette partie aborde la question de l'accès aux services financiers à travers les indicateurs suivants: nombre de titulaires de polices d'assurance, nombre de polices d'assurance et l'encours des réserves techniques d'assurance.

Le nombre de titulaires de polices d'assurance est passé de 79 641 à fin 2014 à 82 804 à fin 2015, soit une hausse de 4%. Sur la période, cette évolution est essentiellement due à de nouvelles souscriptions à travers la mise en place d'une

politique intense de commercialisation, notamment l'introduction de produits innovants à long terme dans des sociétés d'assurance-vie.

Le nombre de souscripteurs aux polices d'assurance-vie a été de 31 632 en 2015 et représente 38,2% de l'ensemble des souscripteurs.

### Nombre de titulaires de polices d'assurance

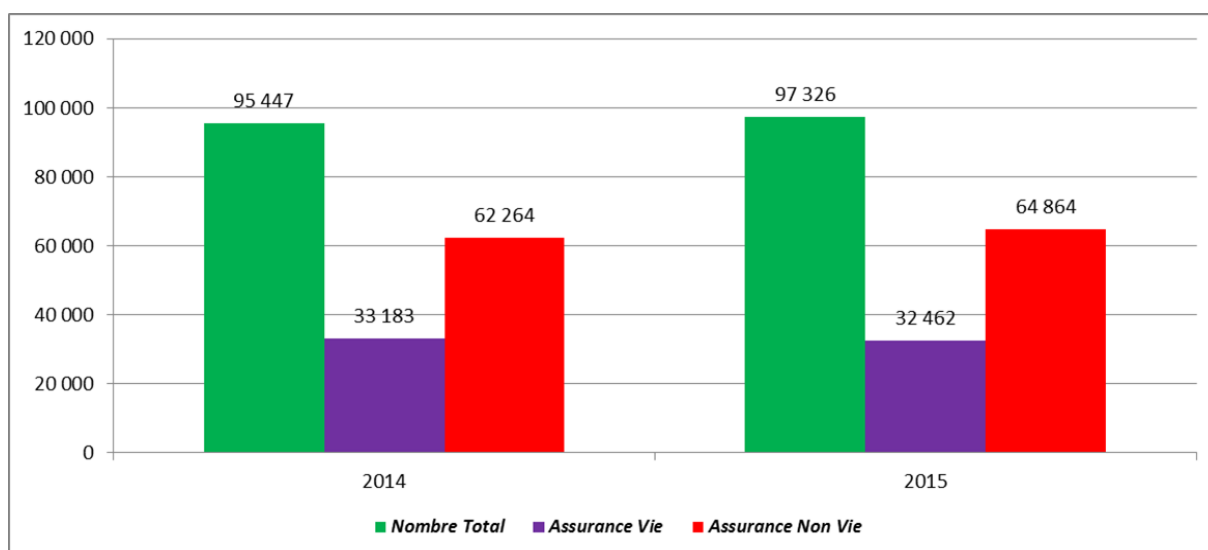


Source : BCRG/DGES/DSBP

À fin 2015, le nombre de polices d'assurance s'est situé à 91 876, en hausse de 6,2% par rapport à 2014. Cet accroissement du portefeuille est consécutif à un gain de confiance des consommateurs, malgré un environnement économique marqué par l'épidémie à virus Ébola ayant ralenti l'activité de certaines entreprises.

Sur le marché, le nombre de polices d'assurance-vie s'est accru de 5,2% pour s'établir à 30 442 à fin 2015.

### Nombre de polices d'assurance



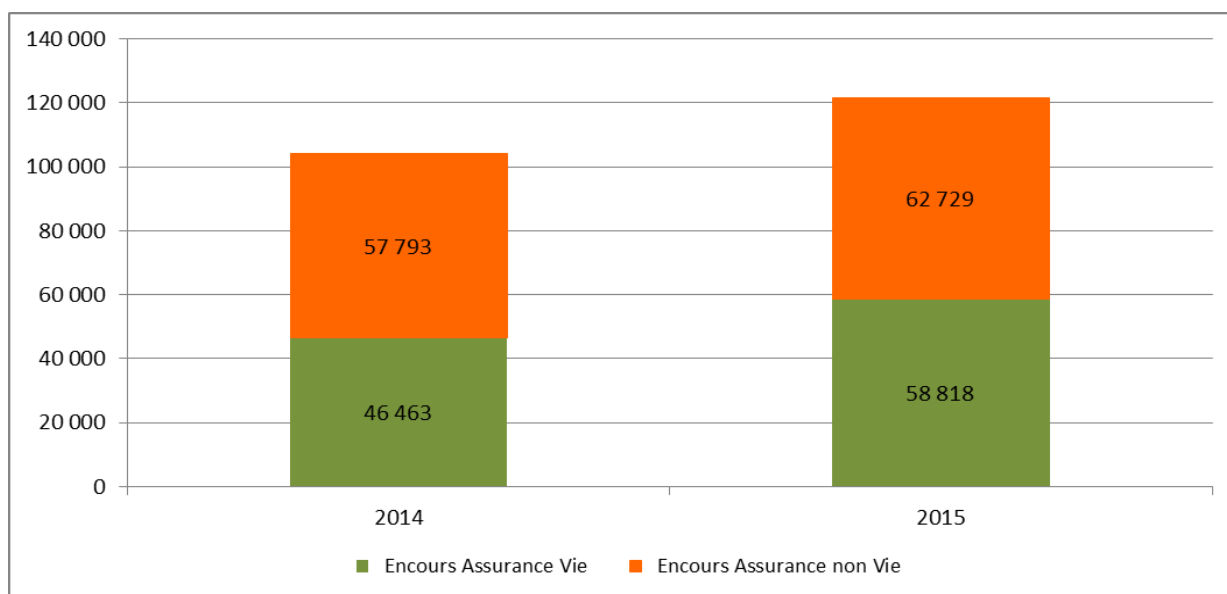
Source : BCRG/DGES/DSBP

Les réserves techniques d'assurance ont enregistré une hausse de 11,2% au cours de la période sous revue, passant de GNF 111,7 milliards en 2014 à GNF 124,1 milliards en 2015.

L'encours des réserves techniques d'assurance vie s'est accru de façon remarquable en passant de GNF 47,8 milliards en 2014 à GNF 56,7 milliards en 2015, soit une hausse de 18,6%.

Pour l'assurance non vie, les réserves techniques se sont établies à GNF 67,5 milliards en 2015 contre GNF 63,9 milliards en 2014, soit une hausse de 5,6%.

#### Encours des réserves techniques d'assurance (en millions de GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP

L'analyse des principaux indicateurs d'accès aux services financiers en Guinée indique une amélioration de l'inclusion financière consécutive aux nombreuses initiatives prises par les Autorités. Il s'agit notamment :

- ✓ du suivi de la stratégie nationale de finance inclusive ;
- ✓ du soutien au développement du mobile banking ;
- ✓ de l'adoption d'une réglementation spécifique pour encadrer les services financiers de monnaie électronique et ;
- ✓ de la révision de la loi sur la microfinance (nouveaux produits financiers, protection des déposants, transparence des conditions, concurrence et fiscalité).

Il faut toutefois souligner que malgré les efforts du Gouvernement, l'inclusion financière se heurte encore à quelques contraintes, dont :

- ✓ une concentration du nombre d'agences bancaires et celui du GAB dans la ville de Conakry;
- ✓ une population principalement rurale avec un faible accès physique aux services bancaires ;
- ✓ une faible concurrence du secteur bancaire et ;
- ✓ un manque d'éducation financière.

Face à ces contraintes, des mesures complémentaires sont nécessaires. Elles devraient porter spécifiquement sur:

- ✓ la révision de la SNFI pour tenir compte des secteurs autres que la microfinance ;
- ✓ la réduction du coût des services bancaires et l'accroissement de la concurrence du secteur (le mobile banking peut aider mais n'est pas suffisant);
- ✓ la simplification de la réglementation et ;
- ✓ l'amélioration de l'éducation financière.

## **TROISIEME PARTIE : DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2015**

### **I - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements**

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle constitue un instrument indispensable à la connaissance des activités économiques, à la formulation et au suivi de la politique économique. Elle est également un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier.

En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents. Elle est équilibrée par nature, chaque transaction financière ou non financière, avec un non-résident ayant une contrepartie financière.

#### **I-1- Cadre institutionnel et réglementaire**

L'élaboration de la balance des paiements de la Guinée repose sur un cadre institutionnel national et s'appuie sur un cadre conceptuel et méthodologique du FMI.

##### **I-1-a- Loi L/2014/016/AN :**

L'établissement de la balance des paiements en Guinée est précisé par la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Selon l'article 27 de ce statut, la Banque Centrale de la République de Guinée est l'institution chargée d'élaborer la balance des paiements et la position extérieure de la Guinée. À cet effet, tous les résidents du territoire économique de la Guinée doivent, rendre compte à la Banque Centrale de toutes les opérations effectuées avec les non-résidents.

##### **I-1-b- La loi statistique :**

Les renseignements recueillis au cours d'un Recensement, d'une Enquête, revêtus du visa de l'article 13 de la loi statistique, notamment ceux ayant trait à la vie privée des personnes recensées ou enquêtées, sont CONFIDENTIELS. Ils ne peuvent en aucun cas être divulgués ou utilisés à des fins politiques, de contrôle fiscal, de

répression économique ou de poursuite judiciaire, conformément à la loi L/2014/019/AN du 08 juillet 2014.

### **I-1-c- L'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB**

À l'échelle nationale, la validation de la balance des paiements est précisée par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements (CTHBP).

Le CTHBP est l'organe de validation des comptes extérieurs de la Guinée. Il a été institué par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB du 28 octobre 2014.

Cet organe est présidé par la Banque Centrale et la coordination est assurée par la Direction Générale des Études et des Statistiques. Il comprend notamment les représentants de :

- ✓ la Primature ;
- ✓ la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements (BCRG) ;
- ✓ la Direction des changes (BCRG) ;
- ✓ la Direction Nationale du Budget ;
- ✓ la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes ;
- ✓ la Direction Nationale de la Dette Publique et de l'Aide au Développement ;
- ✓ la Direction Nationale du Plan ;
- ✓ l'Institut National de la Statistique (INS);
- ✓ le Bureau d'études et de stratégie du Ministère des Mines et de la Géologie;
- ✓ la Direction Nationale de la Coopération ;
- ✓ la Direction Nationale du Commerce Extérieur et de la Compétitive;
- ✓ l'Office National du Tourisme et ;
- ✓ l'Office Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture.

Ce Comité arrête et valide les statistiques de la balance des paiements.

Les comptes extérieurs de la Guinée sont actuellement produits par trimestre, suivant la 6ème édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale. Ces balances des paiements trimestrielles agrégées permettent d'obtenir la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. La balance des paiements annuelle est publiée sur support

papier et sur le site web de la Banque Centrale de la République de Guinée ([www.bcr-guinee.org](http://www.bcr-guinee.org)). Elle est également communiquée au Département des statistiques du FMI pour publication.

## **I-2- Conventions d'enregistrement des transactions :**

En Guinée, la procédure d'élaboration des statistiques de balance des paiements est inspirée principalement des normes internationales notamment, la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale publiée par le Fonds Monétaire International (FMI) en 2008.

Le manuel de la balance des paiements du FMI décline la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.

La balance des paiements est traditionnellement présentée du point de vue de la Nation, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges entre la Guinée et l'extérieur sont présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre inscrit au crédit d'un compte correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle (échanges de biens, de services et des paiements de revenus). Un chiffre inscrit au débit d'un compte représente une importation ou une dépense.

Dans le compte financier, un chiffre positif reflète une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif représente une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements. Un chiffre négatif au titre des avoirs de réserve signifie une augmentation des réserves.

Pour l'établissement de la balance des paiements, les principes comptables clés portent sur le principe de la partie double, le moment d'enregistrement des opérations, l'évaluation des transactions et l'unité de compte utilisée.

### **I-2-a- Le principe de la partie double :**

Toute transaction doit donner lieu à deux inscriptions de montants égaux, l'une au crédit et l'autre au débit. Avec le principe de la partie double, la somme des montants inscrits au débit doit être égale à celle des montants inscrits au crédit. Par conséquent, la somme de toutes les transactions est égale à zéro. De ce point de vue, la balance des paiements est toujours équilibrée par nature.

### **I-2-b- Le principe d'évaluation :**

La base d'évaluation des transactions est le prix de marché convenu entre les agents économiques. En cas de troc, il est recommandé de recourir à des valeurs de substitution, par exemple une cotation courante sur le marché.

### **I-2-c- Le principe d'unité de compte:**

Étant donné que les transactions entre les résidents guinéens et les non-résidents peuvent se régler dans plusieurs monnaies, et pour faciliter les comparaisons avec les autres pays membres du FMI, la BCRG a adopté l'enregistrement des opérations en dollar et en franc guinéen (GNF) dans la balance des paiements. Pour les montants en franc guinéen, un taux de change moyen est utilisé pour faire la conversion en dollar.

### **I-3- Sources des données :**

La méthode de collecte des données utilisée par la Banque Centrale de la République de Guinée est conforme aux règles et principes édictés par le MBP6 publié en 2008 par le FMI.

Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents.

#### **I-3-a- L'Administration publique :**

- ✓ le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- ✓ le Ministère du Budget ;
- ✓ le Ministère des Mines et de la Géologie ;
- ✓ le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale ;
- ✓ le Ministère du Commerce ;
- ✓ le Ministère du Tourisme ;
- ✓ le Port Autonome ;
- ✓ la CNSS (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) et ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes.

#### **I-3-b- Les sociétés financières:**

- ✓ la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) ;
- ✓ les banques commerciales ;



- ✓ les sociétés d'assurances et ;
- ✓ les sociétés de transferts d'argent.

**I-3-c- Les sociétés non financières :**

- ✓ les sociétés minières ;
- ✓ les complexes hôteliers ;
- ✓ les sociétés de télécommunication ;
- ✓ les sociétés industrielles non minières ;
- ✓ les agences de voyage ;
- ✓ les sociétés de construction et BTP;
- ✓ les sociétés portuaires et aéroportuaires ;
- ✓ les universités et grandes écoles ;
- ✓ les hôpitaux et cliniques ;
- ✓ les radios et télévisions

**I-3-d- Les représentations diplomatiques:**

- ✓ l'Ambassade de la France ;
- ✓ l'Ambassade de l'Allemagne ;
- ✓ l'Ambassade des États-Unis ;
- ✓ l'Ambassade du Mali ;
- ✓ l'Ambassade de la Chine, etc.

**I-3-e- Les institutions internationales:**

- ✓ le Fonds Monétaire International ;
- ✓ l'Agence Française de Développement ;
- ✓ le Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- ✓ la Banque Mondiale ;
- ✓ l'Union Européenne ;
- ✓ l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;
- ✓ le Fonds International pour le Développement Agricole ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

- ✓ le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- ✓ l'Agence des États-Unis pour le Développement International
- ✓ le Programme Alimentaire Mondial, etc.

Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre concerné, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements.

Les questionnaires sont adressés aux agents économiques par courrier à la fin de chaque trimestre. Concernant les organes et Directions de l'État et les institutions internationales, certaines informations sont collectées directement par les services techniques de la Banque Centrale de la République de Guinée.

### **Encadré 3 : Composantes types de la balance des paiements**

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

#### **1. Le compte des transactions courantes**

*Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MPB6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.*

#### **2. Le compte de capital**

*Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.*

*La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.*

#### **3. Le compte financier**

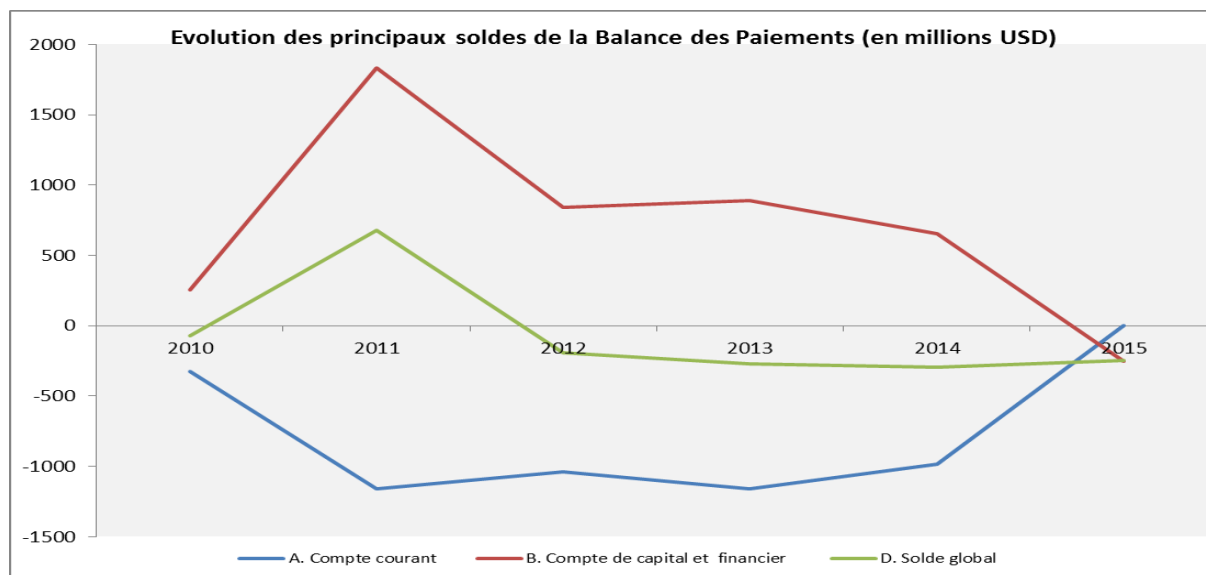
*Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après:*

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc.;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

## II- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2015

En 2015, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de USD 499,94 millions contre un déficit de USD 254,56 millions en 2014, soit une dégradation de 96,4%.

Cette dégradation du solde global résulte de la baisse des flux nets enregistrés au niveau des comptes de capital et d'opérations financières.



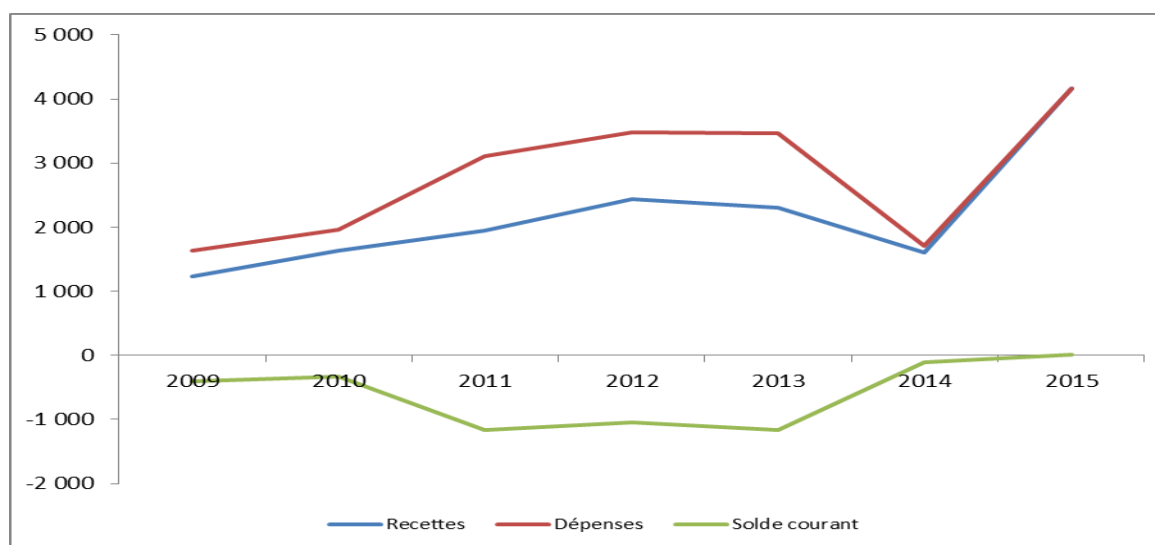
Source : Annexe 14

### II-1- Compte des transactions courantes et de ses composantes

Le compte courant s'est soldé par un excédent de USD 4,36 millions contre un déficit de USD 981,66 millions en 2014.

Cette performance est due essentiellement à une nette amélioration de la balance commerciale.

#### Évolution de la balance des opérations courantes (en millions USD)



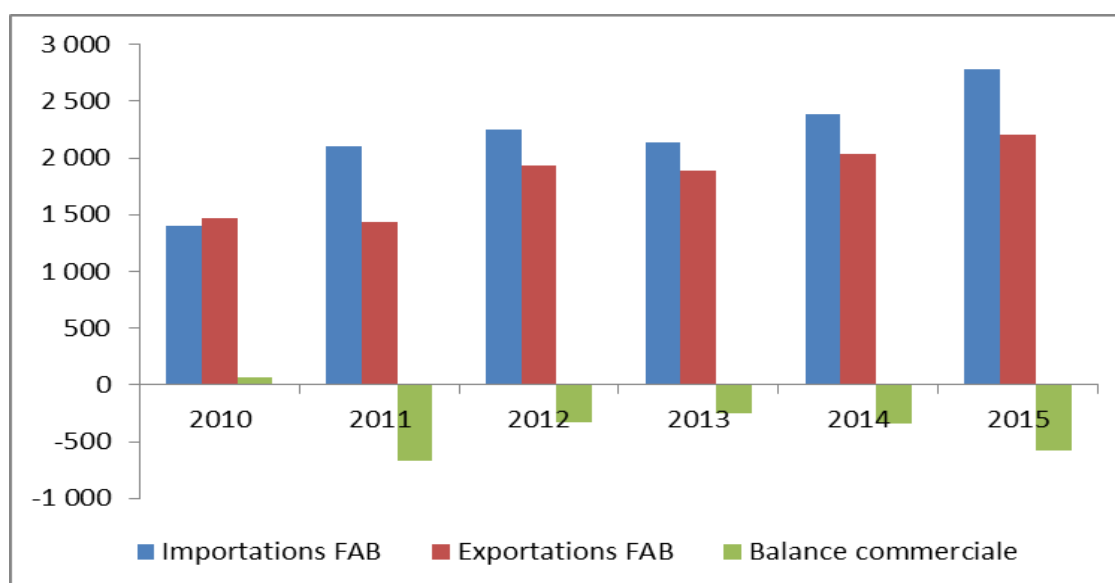
Source : Annexe 18

## II-1- a- Balance commerciale

La balance commerciale est ressortie excédentaire de USD 613,95 millions contre un déficit de USD 306,08 millions en 2014. Cette position favorable de la balance commerciale s'explique en grande partie par la forte augmentation des exportations FAB de bauxite enregistrées au cours du quatrième trimestre de 2015.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 40,9 points de pourcentage en s'établissant à 128% en 2015 contre 87,1% en 2014.

### Évolution de la balance commerciale (en millions de USD)



Source : Annexe 19

### a-1. Exportations

Les exportations FAB globales se sont situées à USD 2 783,15 millions contre USD 2 038,15 millions en 2014, soit une augmentation de 36,6% tirée essentiellement par :

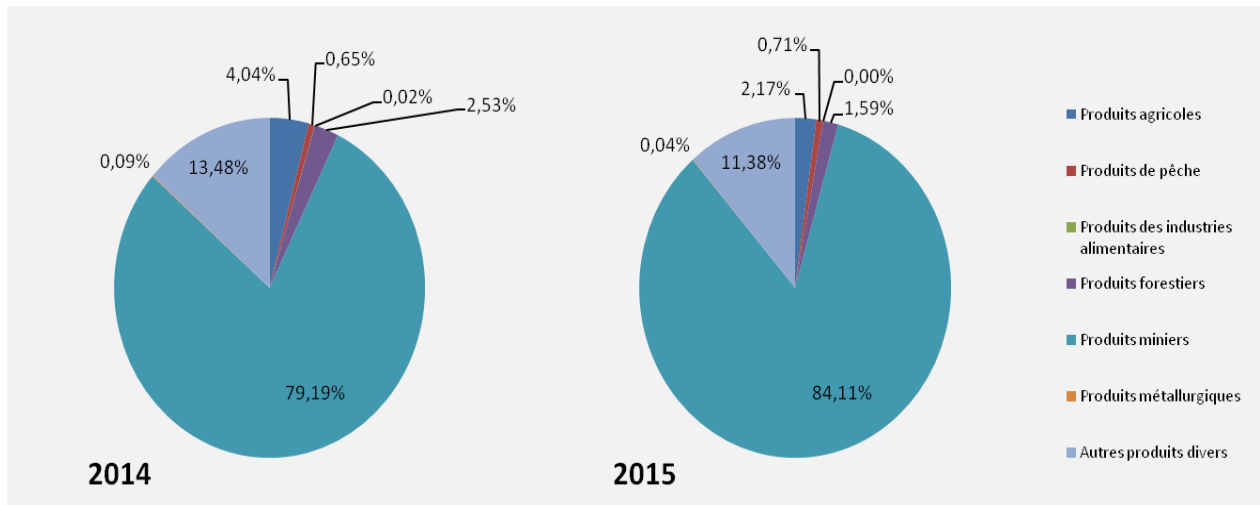
- ✓ la valeur de la bauxite exportée par la Société Minière de Boké (SMB) vers la Chine et le Singapour et ;
- ✓ la valeur des produits de pêche (poissons, crevettes etc.).

En effet, la valeur de la bauxite exportée a atteint USD 1 703,32 millions en 2015 contre USD 595,37 millions en 2014, soit une augmentation de USD 1 107,95 millions due à l'évolution favorable du prix de ce produit sur le marché asiatique (Chine et Singapour).

S'agissant des produits de pêche, leur valeur s'est située à USD 19,67 millions contre USD 13,23 millions en 2014, soit une hausse de 48,7% due principalement

aux réformes engagées par le gouvernement pour la levée des sanctions de l'Union Européenne.

### Structure des exportations

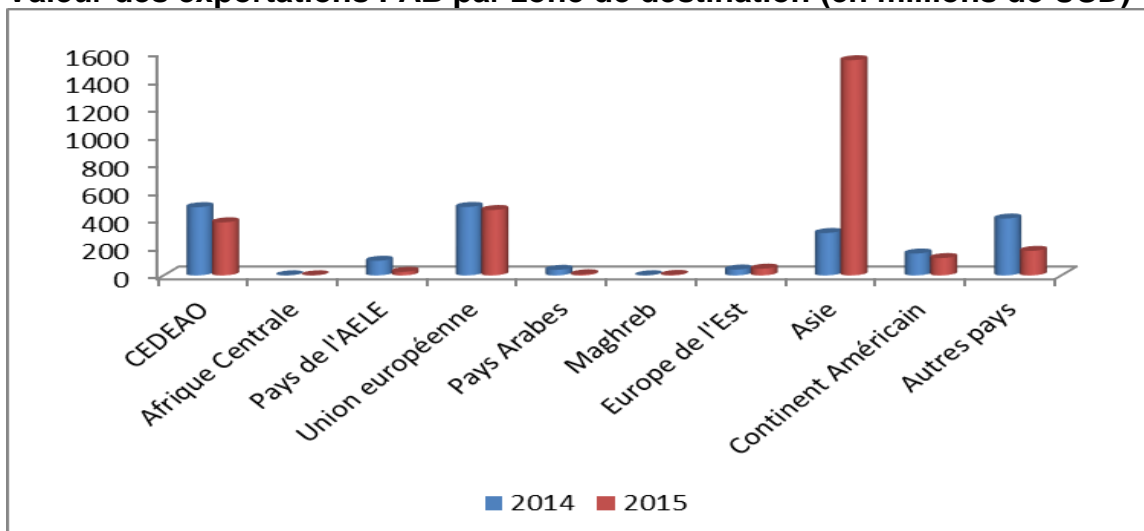


Source : Annexe 17

La structure ci-dessus indique une part importante des produits miniers (plus de 79%) dans les exportations de la Guinée. Cette situation aggrave la vulnérabilité de l'économie guinéenne face aux variations du cours des produits miniers (bauxite, or et diamant) sur le marché international.

En 2015, les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Asie (52,03%), l'Union européenne (18,10%), les pays de la CEDEAO (14,69%), le continent américain (4,80%).

### Valeur des exportations FAB par zone de destination (en millions de USD)



Source : Annexe 15

## a-2. Importations

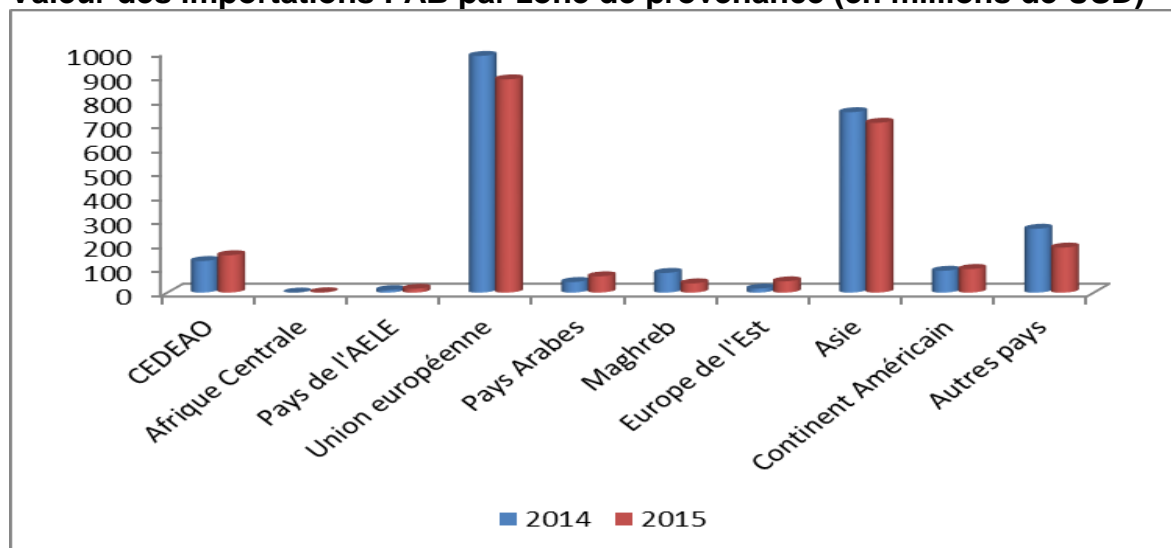
Les importations FAB se sont situées à USD 2 191,75 millions contre USD 2 372,42 millions en 2014, soit un recul de 7,6% lié notamment à la baisse de la valeur des produits alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre etc.) et des produits pétroliers.

En effet, la valeur des produits alimentaires importés est passée de USD 561,69 millions en 2014 à USD 506,99 millions en 2015, soit une baisse de 9,7% qui trouve son origine dans la politique agricole du Gouvernement. Celle-ci se traduirait par le soutien aux agriculteurs à travers la distribution d'engrais, d'herbicides, de semences et la subvention ou l'aménagement des bas-fonds.

Quant aux produits pétroliers importés, leur valeur s'est située à USD 458,18 millions en 2015 contre USD 619,73 millions en 2014, soit une baisse de 26,1% qui est la conséquence de la chute du prix du baril de plus de 40% sur le marché international entre 2014 et 2015. Toutefois, leurs volumes importés ont progressé de 1,2% sur la période.

Les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques guinéens sont : l'Union européenne (40,4%), l'Asie (30,3%), la CEDEAO (6,7%) et le Continent américain (4,2%).

### Valeur des importations FAB par zone de provenance (en millions de USD)



Source : Annexe 16

#### Encadré 4 : Indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit plusieurs indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe le taux de couverture du commerce extérieur et le degré d'ouverture.

##### 1. Taux de couverture du commerce extérieur (TCCE)

Le taux de couverture du commerce extérieur est mesuré par la balance commerciale. Il correspond au rapport des exportations (X) sur les importations (M) des biens.

$$TCCE = X/M*100$$

Ce taux permet de mieux juger les performances du commerce extérieur d'un pays dans la mesure où il est indépendant du niveau des échanges et de la balance commerciale. Il indique la part des importations financées par les exportations.

##### 2. Tableau 1 : Evolution du Taux de couverture du commerce extérieur de la Guinée de 2011 à 2015

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US				
Exportations (X)	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56	2805,71
Importations (M)	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58	2191,75
TCCE	68,04%	81,34%	88,18%	85,53%	128,01%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Sur les cinq dernières années, le taux de couverture du commerce extérieur s'est amélioré de 59,97 points de pourcentage pour se situer à 128,01% en 2015 contre 68,04% en 2011. En 2015, les devises rapportées par les exportations ont couvert 128,01% des devises nécessaires au paiement des importations.

##### 3. Le Taux ou le Degré d'ouverture (DO)

Le degré d'ouverture mesure la part du commerce international du pays dans le PIB. Il est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur des échanges correspond à la moyenne des exportations et des importations des biens et services.

$$DO = ((\text{exportations} + \text{importations})/2)/\text{PIB} * 100$$

##### 4. Tableau 2 : Evolution du degré d'ouverture de la Guinée de 2011 à 2015

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US				
Exportations des biens et services	1510,10	2090,63	1989,79	2147,99	2883,97
Importations des biens et services	2677,55	3317,25	2833,43	3041,84	2695,05
PIB courant	5002,41	5743,99	6512,41	6592,05	7551,52
Degré d'ouverture	42%	47%	37%	39%	37%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Le degré d'ouverture a baissé de 5 points de pourcentage sur les cinq dernières années pour se situer à 37% en 2015 contre 42% en 2011. Cette évolution indique que l'économie guinéenne reste extravertie puisque son degré d'ouverture se situe en moyenne à 41% sur les cinq années.

## II-1-b- Balance des services

La balance des services est ressortie déficitaire de USD 425,03 millions contre un déficit de USD 481,19 millions en 2014, soit une amélioration du déficit de 11,7%.

Cette amélioration résulte en grande partie de la baisse de la facture des services de transport maritime, des services d'assurance et des services spécialisés de conseil en gestion payés aux non-résidents par les agents économiques résidents.

### Évolution de la balance des services de voyage de 2014 à 2015 (en millions USD)

Année 2014			
Rubrique	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Voyages à titre professionnel	0	0	0,00
Voyages à titre personnel (santé, éducation, autres)	0,08	2,08	-2,00
Services de transports locaux	0	0	0,00
Services d'hébergement	10,2	0	10,20
Services de restauration	3,4	0	3,40
Autres services (santé, éducation)	2,98	15,98	-13,00
<b>Total</b>	<b>16,66</b>	<b>18,06</b>	<b>-1,40</b>
Année 2015			
Rubrique	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Voyages à titre professionnel	0	0	0
Voyages à titre personnel (santé, éducation, autres)	0,22	0,27	-0,05
Services de transports locaux	0	0	0
Services d'hébergement	7,5	0	7,5
Services de restauration	1,98	0	1,98
Autres services (santé, éducation)	13,05	29,92	-16,87
<b>Total</b>	<b>22,75</b>	<b>30,19</b>	<b>-7,44</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

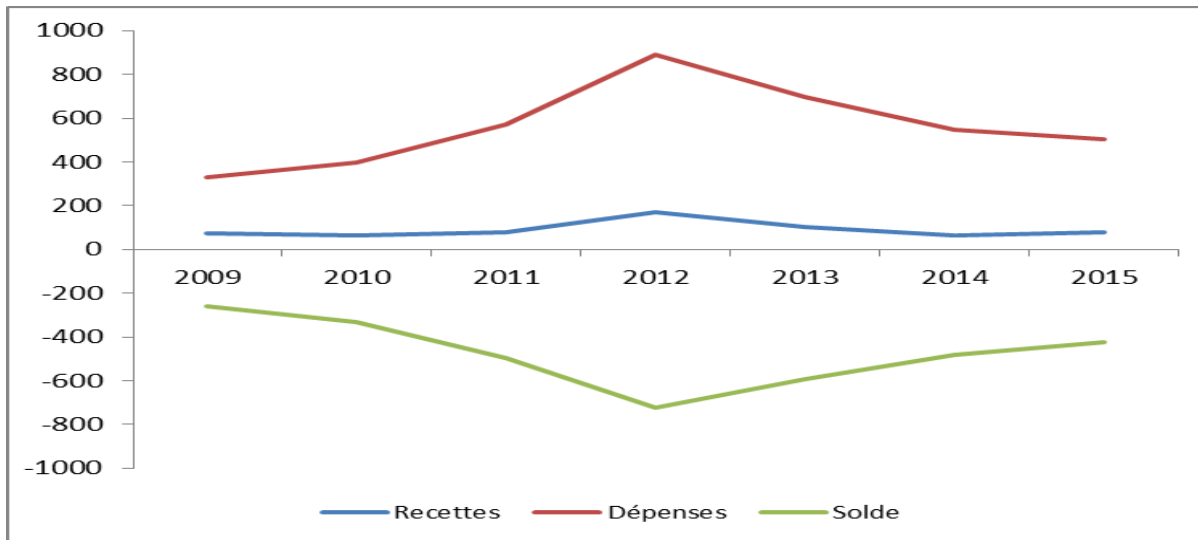
Les dépenses liées aux services de transport maritime sont passées de USD 241,04 millions en 2014 à USD 212,82 millions en 2015, soit un recul de 11,7% dû essentiellement à la baisse des importations FAB globales enregistrée au cours de la période sous revue.

Quant aux dépenses liées aux services d'assurance, elles sont passées de USD 28,71 millions en 2014 à USD 25,69 millions en 2015, soit une baisse de 10,5% due essentiellement au ralentissement des activités dans certaines grandes sociétés minières (surtout Rio Tinto).

S'agissant des dépenses liées aux services spécialisés de conseils en gestion et d'études, elles se sont situées à USD 23,84 millions en 2015 contre USD 86,50 millions en 2014, soit une baisse de 72,4%.



## Évolution de la balance des services (en millions de USD)

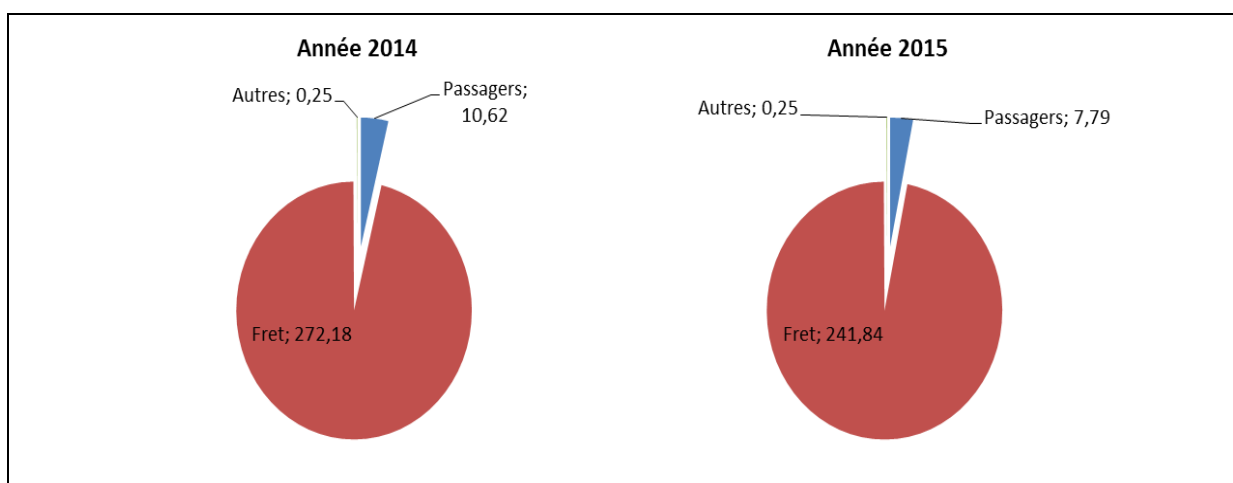


Source : Annexe 20

Dans le déficit de la balance des services, le transport maritime pèse pour 49,1%, le transport aérien pour 8,6%, les services de voyage pour 1,8%, les services d'assurance pour 5,5%, les services financiers pour 16%, les divers services techniques reçus de l'étranger par les entreprises résidentes pour 1%, les autres services (communication, informatiques, financiers etc.) pour 18,1%.

La balance des services de transport est ressortie déficitaire de USD 241,89 millions contre un déficit de USD 282,67 millions en 2014, soit un recul de 14,4% attribuable pour l'essentiel à la baisse de la valeur des importations des biens enregistrée au cours de la période sous revue. L'essentiel du transport des biens importés de la Guinée est assuré par les navires étrangers.

## Composantes des services de transport (en millions de dollars USD)



Source : Annexe 21

En 2015, le Port Autonome de Conakry a enregistré moins de mouvements que l'année précédente comme le montre le tableau ci-dessous :

N°	Rubrique	Année		Variation
		2014	2015	
1	Porte - conteneurs	178	160	-18
2	Chalutiers	120	90	-30
3	Minéraliers	78	68	-10
4	Cargos conventionnels	87	70	-17
5	Rouliers	60	50	-10
6	Porte-barges	15	15	0
7	Tankers	50	30	-20
8	Vraquiers	20	15	-5

Source : BCRG/DGES/DSBP et Port Autonome de Conakry

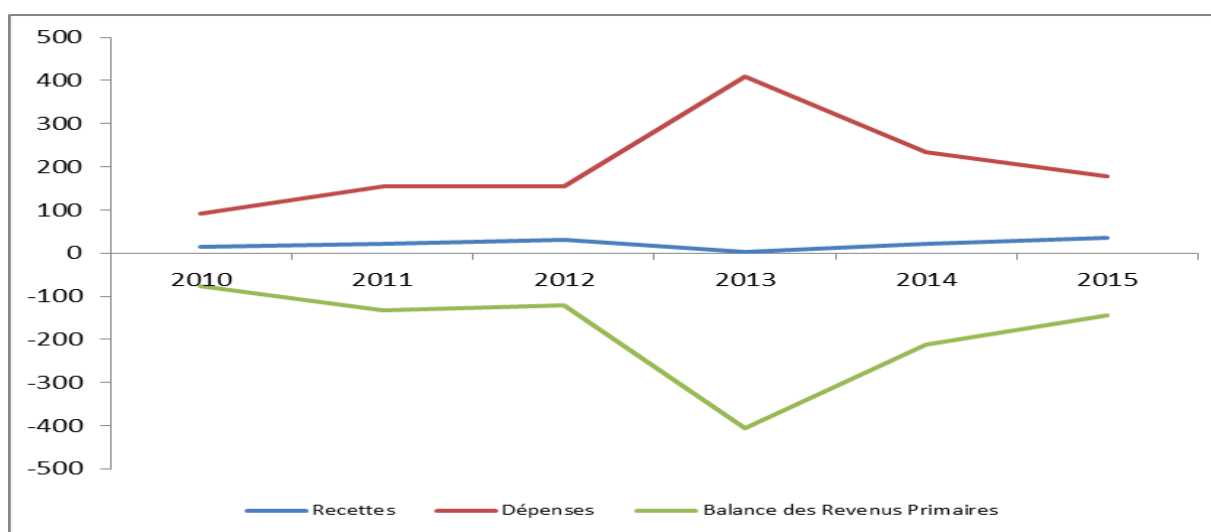
### II-1-c- Balance des revenus primaires

La balance des revenus primaires est ressortie déficitaire de USD 143,24 millions contre un déficit de USD 212,22 millions en 2014, soit une amélioration de 32,5% due en grande partie à la baisse des revenus (salaires et dividendes) payés aux investisseurs et aux travailleurs non-résidents par les entreprises résidentes.

En effet, les rémunérations versées aux salariés temporaires et saisonniers non-résidents par les entreprises guinéennes sont passées de USD 35,86 millions en 2014 à USD 25,70 millions en 2015, soit une baisse de 34,7% due au ralentissement des activités enregistré dans certaines grandes sociétés et projets miniers (surtout Rio Tinto) au cours la période sous revue.

S'agissant des revenus (bénéfices, dividendes et intérêts) versés aux investisseurs étrangers par les sociétés guinéennes, ils sont passés de USD 197,86 millions en 2014 à USD 129,27 millions en 2015, soit une baisse de 34,7%.

### Évolution de la balance des revenus primaires (en millions de USD)



Source : Annexe 24

### II-1-d- Balance des revenus secondaires

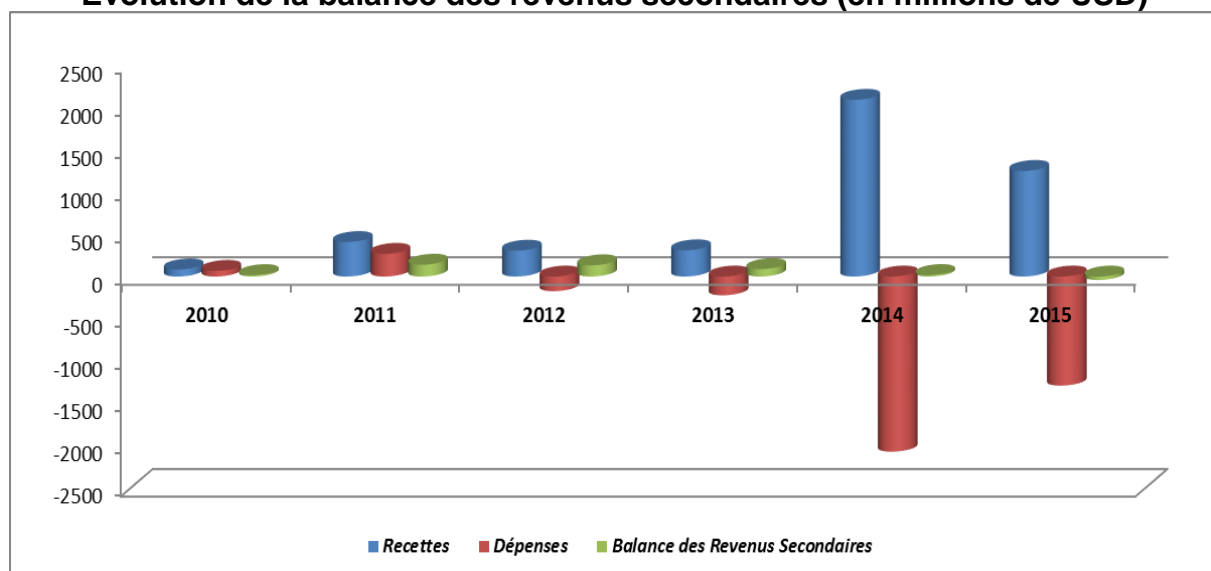
La balance des revenus secondaires est ressortie déficitaire de USD 41,32 millions contre un excédent de USD 17,82 millions en 2014.

Cette dégradation s'explique par la baisse plus marquée des transferts courants reçus de l'étranger par rapport aux transferts versés à l'étranger.

En effet, les fonds reçus de l'étranger par les agents économiques résidents sont passés de USD 1 910,65 millions en 2014 à USD 1 103,59 millions en 2015, soit une baisse de 42,2%.

Quant aux fonds transférés à l'extérieur par les agents économiques résidents, ils sont passés de USD 2 041,06 millions en 2014 à USD 1 229,99 millions en 2015, soit une baisse de 39,7%.

#### Évolution de la balance des revenus secondaires (en millions de USD)



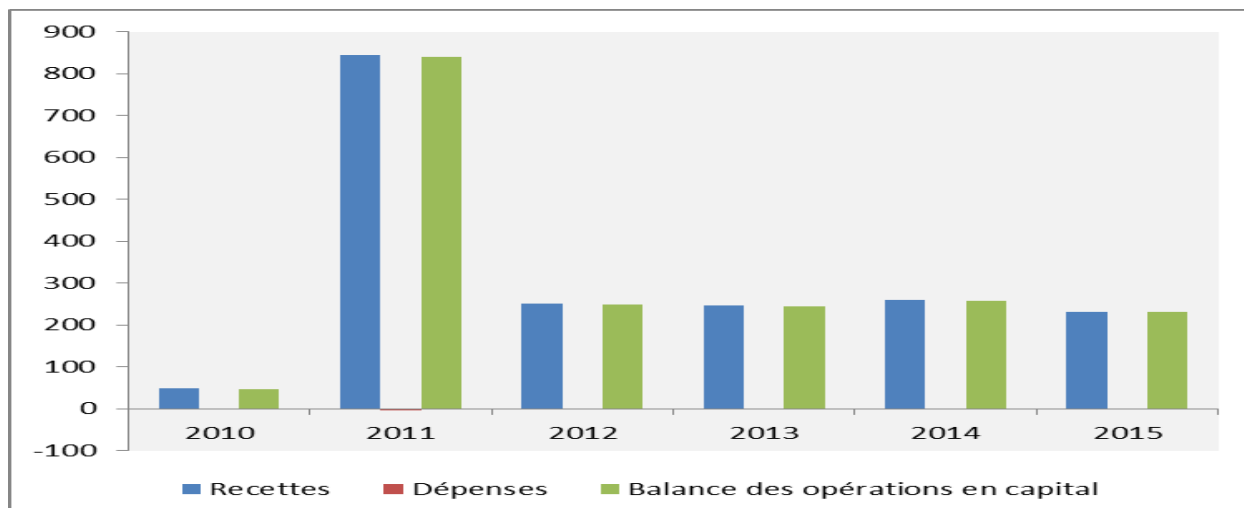
Source : Annexe 25

### II-2- Compte de capital

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de USD 230,91 millions contre un excédent de USD 257,88 millions en 2014, soit un recul de 10,5% dû en grande partie à la baisse des dons projets faits à l'État guinéen et aux ONG nationales par les partenaires financiers et bilatéraux au cours de la période sous revue.

La baisse des dons reçus pourrait s'expliquer par la conjoncture économique difficile dans la plupart des pays partenaires de la Guinée.

## Évolution de la balance du compte de capital (en millions de USD)



Source : Annexe 23

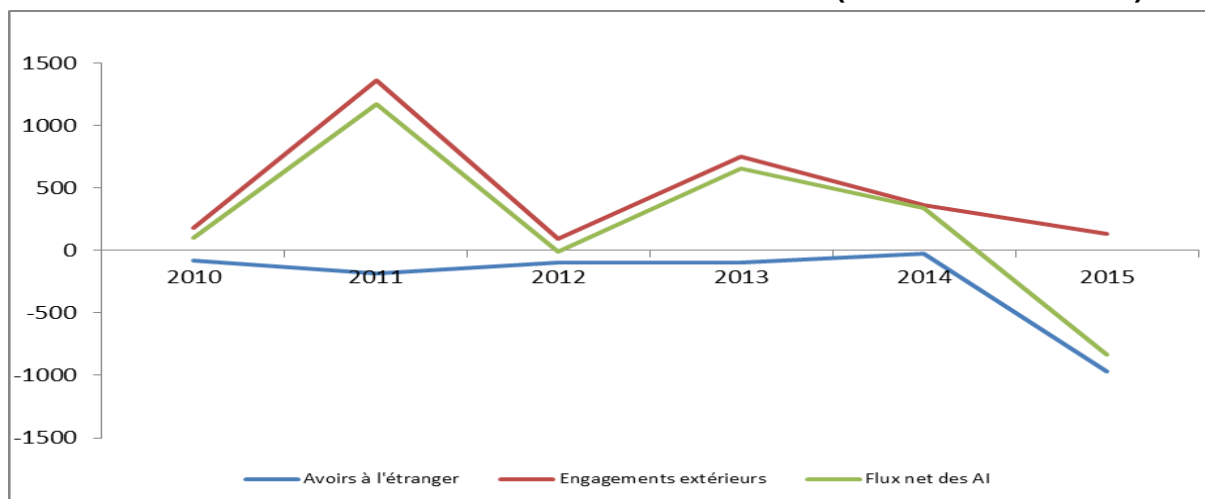
### II-3- Compte d'opérations financières

Le compte financier (IDE, investissements de portefeuille, autres investissements, etc.) a dégagé un solde déficitaire de USD 733,76 millions contre un solde excédentaire de USD 435,21 millions en 2014.

Cette forte dégradation est due en grande partie à l'augmentation des avoirs au niveau des autres investissements (surtout la partie « Monnaie fiduciaire et dépôts »).

En effet, les avoirs extérieurs nets des entreprises résidentes en termes de monnaie fiduciaire et dépôts sont passés d'une baisse de USD 74,94 millions en 2014 à une augmentation de USD 1 024,24 millions en 2015. Cette situation s'explique par le fait que la forte augmentation des exportations de bauxite n'est pas accompagnée d'un retour de devises pour renforcer les réserves de change de la Nation ou la position extérieure nette des banques.

### Évolution du flux net des autres investissements (en millions de USD)

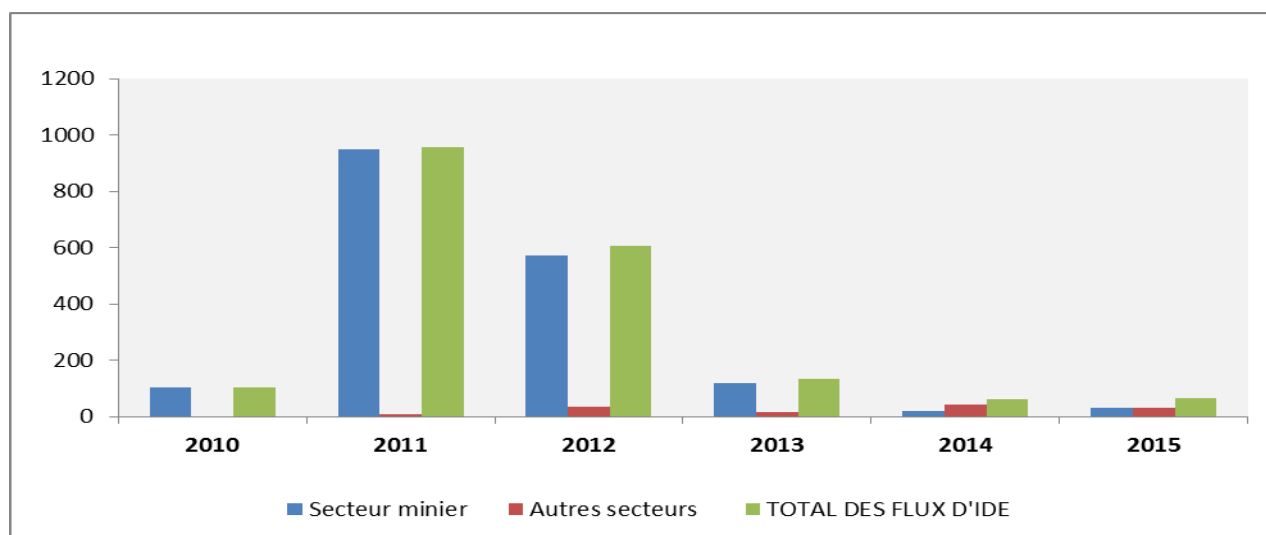


Source : Annexe 26

En 2015, le flux net des investissements directs étrangers a dégagé un solde excédentaire de USD 48,23 millions contre un excédent de 77,06 millions en 2014, soit une baisse de 37,4% due en grande partie au ralentissement notoire des activités et des investissements observé dans les grandes sociétés minières (surtout Rio Tinto) installées en Guinée. Ce ralentissement des activités dans les sociétés minières est la conséquence immédiate de :

- ✓ la baisse des cours des matières premières (fer, bauxite, or ; etc.) exportées par la Guinée sur le marché international, et ;
- ✓ l'impact de la fièvre hémorragique à virus Ébola que le pays a connu au cours des trois dernières années.

### Évolution des flux des IDE par secteur d'investissement (en millions de USD)



Source : Annexe 27

### II-4- Solde global

Les échanges extérieurs de la Guinée se sont traduits par un solde global déficitaire de USD 499,94 millions contre un solde global déficitaire de USD 254,56 millions en 2014.

Ce déficit a été financé en grande partie par :

- ✓ un prélèvement sur les avoirs de réserve de USD 250,61 millions;
- ✓ un tirage sur nouveaux emprunts de USD 182,72 millions;
- ✓ un rééchelonnement de dettes pour USD 24,21 millions ;
- ✓ un recours au FMI pour USD 39,01 millions.

**Encadré 5 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements**

La balance des paiements fournit d'autres indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe la propension à exporter et à importer, le marché intérieur et le taux de pénétration du marché intérieur.

**1. La propension à exporter**

La propension à exporter mesure l'effort d'exportation du pays. Il indique la part du PIB du pays consacrée à satisfaire la demande étrangère.

$$PE = X/PIB*100$$

**Tableau 1 : Évolution de la propension à exporter de la Guinée de 2011 à 2015**

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US				
Exportations des biens	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56	2883,97
PIB courant	5002,41	5743,99	6512,41	6592,02	7551,52
<b>Propension à exporter</b>	<b>29%</b>	<b>34%</b>	<b>29%</b>	<b>31%</b>	<b>38%</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq dernières années, la propension à exporter de la Guinée est en moyenne de 32%. En 2015, la part du PIB consacrée à satisfaire la demande étrangère est de 38% contre 29% en 2011, soit une hausse de 9 points de pourcentage.

**2. La propension à importer**

La propension à importer mesure la part de l'offre extérieure dans le PIB. Elle indique la part de l'offre extérieure consacrée à satisfaire la demande intérieure d'un pays.

$$PI = M/PIB*100$$

**Tableau 2 : Évolution de la propension à importer de la Guinée de 2011 à 2015**

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US				
Importations des biens	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58	2695,05
PIB courant	5002,41	5743,99	6512,41	6592,02	7551,52
<b>Propension à importer</b>	<b>42%</b>	<b>41%</b>	<b>33%</b>	<b>36%</b>	<b>36%</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Par rapport à 2011, la propension à importer a diminué de 6 points de pourcentage. Ce qui signifie une diminution de la dépendance du pays par rapport à l'extérieur.

**Encadré 6 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements****1. Le marché intérieur**

Le marché intérieur (absorption) représente la production augmentée des importations et diminuée des exportations. Il mesure la demande intérieure apparente d'un pays. Il peut être calculé par produit. Il permet également de déterminer le taux de pénétration du marché d'un pays.

$$MI = Production + M - X$$

**Tableau 3 : Évolution du marché intérieur de la Guinée de 2011 à 2015**

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US				
PIB courant	5002,41	5743,99	6512,41	6512,41	7551,52
Importations des biens	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58	2805,71
Exportations des biens	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56	2191,75
<b>Marché intérieur (absorption)</b>	<b>5675,26</b>	<b>6186,25</b>	<b>6765,20</b>	<b>6937,04</b>	<b>8165,47</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq années, le marché intérieur s'est renforcé de 43,9%. Cet indicateur peut être rapporté au précédent pour montrer la densification progressive du marché intérieur guinéen.

**2. Le Taux de pénétration du marché intérieur**

Le taux de pénétration du marché intérieur indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations. Il mesure la dépendance globale ou par produit du pays vis-à-vis de l'extérieur.

$$TP = M/MI*100$$

**Tableau 4 : Évolution du taux de pénétration du marché intérieur de la Guinée de 2011 à 2015**

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US				
Importations des biens	2105,57	2369,85	2139,05	2384,58	2191,75
Marché intérieur (absorption)	5675,26	6186,25	6765,20	6937,04	8165,47
<b>Taux de pénétration du marché intérieur</b>	<b>37%</b>	<b>38%</b>	<b>38%</b>	<b>34%</b>	<b>27%</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

Le taux de pénétration du marché intérieur a reculé de 10 points de pourcentage sur les cinq années. Ce qui peut confirmer les deux derniers indicateurs.

## CONCLUSION

Les statistiques monétaires et de la balance des paiements de 2015 sont produites conformément aux orientations des nouveaux manuels conçus par le Fonds Monétaire International.

Le Manuel des Statistiques Monétaires et Financières publié par le FMI en 2000 (MSMF 2000) recommande, entre autres, l'élargissement de la couverture des statistiques aux données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance, une nouvelle sectorisation de l'économie basée sur le concept d'unité institutionnelle, une nouvelle classification des actifs financiers et la présentation des données monétaires et financières en terme de flux en complément aux données en stock. À ce jour, les tableaux de passage aux formulaires de déclarations standards (FDS : 1SR, 2SR) ont été développés avec l'appui d'une assistance technique du FMI.

Quant au sixième manuel de la balance des paiements (MBP6), il demande le reclassement de certaines opérations, la comptabilisation des services d'intermédiation financière dans les prêts et dépôts, une présentation plus détaillée des investissements directs étrangers. Il introduit de nouveaux concepts comme les transferts personnels et établit une concordance avec le système des comptes nationaux. Par rapport à ces nouvelles exigences, plusieurs travaux sont réalisés par la DSBP :

- ✓ L'élargissement du champ couvert par les enquêtes qui incluent désormais de nouvelles sources de données telles que les radios et télévisions, les cliniques et hôpitaux, les universités, la caisse nationale de sécurité sociale, les sociétés portuaires ;
- ✓ La codification de toutes les rubriques de la BDP selon le MBP6 et de tous les questionnaires en s'inspirant de la classification CITI, de la codification SDMX du FMI et de l'expérience de la BCEAO. Toutes les rubriques des supports de collecte sont pré-codifiées de manière à en assurer une imputation exacte dans la BDP;
- ✓ La finalisation des travaux du développement d'une maquette sur le tableur Excel dédiée à la compilation de la balance des paiements conformément aux recommandations du MBP6.

Les statistiques monétaires et financières sont présentées conformément au manuel des statistiques monétaires et financières du FMI publié en 2000. Toutefois, les données des institutions de microfinance collectrices de dépôts ne sont pas encore incluses dans la situation monétaire intégrée.

Quant aux statistiques de balance des paiements de la Guinée, elles sont présentées conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements du FMI publié en 2008.



# ANNEXES

**Annexe 1: GUINEE SITUATION MONETAIRE BANQUE CENTRALE DE 2007 À 2015 (en millions de GNF)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>-93 692</b>	<b>-48 180</b>	<b>1 721</b>	<b>240 920</b>	<b>4 533 961</b>	<b>2 923 394</b>	<b>3 165 508</b>	<b>3 276 795</b>	<b>1 290 312</b>
Or	65 511	65 511	33 254	41 284	87 714	90 830	61 220	62 998	719 393
FMI	-406 635	-366 080	-335 482	-1 251 408	-1 405 224	-1 496 358	-1 705 201	-2 038 939	-2 365 756
Avoirs en DTS	27 208	15 983	5 360	718 263	666 692	840 572	1 044 564	1 678 300	1 614 795
Autres Avoirs de Change	289 225	302 825	341 900	783 785	5 301 217	3 552 929	3 832 148	3 691 876	1 354 936
Engagements à Court Terme	-69 001	-66 419	-43 311	-51 004	-116 438	-64 579	-67 223	-117 440	-33 056
<b>Avoirs Intérieurs Nets</b>	<b>1 892 400</b>	<b>1 992 037</b>	<b>2 032 851</b>	<b>6 740 809</b>	<b>2 091 486</b>	<b>3 507 084</b>	<b>4 275 338</b>	<b>5 244 123</b>	<b>7 448 588</b>
Créances nettes sur l'État	1 827 122	1 888 195	1 925 912	6 455 738	1 598 179	3 466 631	4 396 976	5 341 208	7 353 261
Crédits aux Entreprises publiques	1 037	1 093	1 093	28 958	35 713	22 103	15 003	7 367	1 568
Crédits au Secteur Privé	166 045	156 904	146 465	6 163	1 038	43 381	49 966	46 431	114 613
Crédits aux banques	55 672	21 970	24 014	0	0	0	0	0	0
Fonds régulation monétaire	-273 000	-145 000	-195 000	0	0	0	0	0	0
Autres Postes nets	115 524	68 875	130 367	249 950	456 556	-25 031	-186 607	-150 883	-20 854
<b>Base Monétaire</b>	<b>1 798 708</b>	<b>1 943 857</b>	<b>2 034 572</b>	<b>6 981 729</b>	<b>6 625 447</b>	<b>6 430 478</b>	<b>7 440 846</b>	<b>8 520 918</b>	<b>8 738 900</b>
Circulation fiduciaire	1 333 535	1 396 415	1 509 479	3 987 511	3 261 844	3 705 537	4 052 007	4 322 988	5 178 033
Réserves des Banques	460 514	542 850	515 849	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874
Autres dépôts	4 659	4 592	9 244	33 376	87 934	254 164	417 802	408 073	464 994

**Source:** BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 2 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES DE 2007 À 2015 (en millions de GNF)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>529 723</b>	<b>943 945</b>	<b>609 300</b>	<b>524 088</b>	<b>379 174</b>	<b>1 598 598</b>	<b>1 344 746</b>	<b>127 668</b>	<b>502 316</b>
Avoirs	653 987	1 125 215	763 568	851 302	1 531 601	2 005 790	1 689 683	1 008 841	1 302 027
Engagements	124 264	181 270	154 268	327 214	1 152 427	407 192	344 937	881 173	799 711
<b>Créances sur BCRG</b>	<b>680 384</b>	<b>745 710</b>	<b>1 882 164</b>	<b>2 960 842</b>	<b>3 275 669</b>	<b>2 470 777</b>	<b>2 971 037</b>	<b>3 789 857</b>	<b>3 095 874</b>
Créances	-6 206	-55 181	-2 475	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	163 000	264 000	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	523 590	536 891	1 884 639	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874
<b>Dépôts</b>	421 570	433 513	1 720 296	2 839 274	2 855 202	2 075 732	2 558 011	3 153 440	2 391 663
Encaisses	102 020	103 378	164 343	121 568	420 467	395 045	413 026	636 417	704 211
<b>Crédit intérieur net</b>	<b>1 077 773</b>	<b>1 689 780</b>	<b>1 828 592</b>	<b>3 589 120</b>	<b>5 425 141</b>	<b>4 746 502</b>	<b>6 093 486</b>	<b>7 925 378</b>	<b>9 966 056</b>
Créances nettes sur l'État	253 981	713 620	698 661	1 913 224	2 206 072	1 673 208	1 907 534	1 942 283	2 457 370
Crédits aux Entreprises publiques	7	1 097	457	42 644	58 207	48 085	89 696	62 496	39 931
Crédits au secteur privé	823 785	975 064	1 129 474	1 633 252	3 160 862	3 025 209	4 096 256	5 920 599	7 468 755
Créances saines	738 315	886 514	1 020 918	1 540 774	3 069 967	2 900 139	3 873 635	5 622 681	7 093 256
Créances compromises	85 470	88 550	108 556	92 478	90 895	125 070	222 621	297 918	375 499
<b>Autres Postes nets</b>	<b>-316 715</b>	<b>-339 177</b>	<b>-525 401</b>	<b>-727 011</b>	<b>-1 104 113</b>	<b>-1 325 723</b>	<b>-1 811 536</b>	<b>-1 902 155</b>	<b>-1 562 929</b>
Autres créances	275 475	346 645	304 907	418 974	639 481	763 840	865 812	963 369	1 663 248
Correspondants	27	31 268	11 514	29 380	98 509	53 122	104 200	100 282	107 000
Immobilisations	150 857	195 630	238 859	320 035	421 001	519 677	645 642	797 857	931 293
Divers	124 591	119 747	54 534	69 559	119 971	191 041	115 970	65 230	624 955
Autres Dettes	-592 190	-685 823	-830 308	-1 145 985	-1 743 594	-2 089 563	-2 677 348	-2 865 524	-3 226 177
Correspondants	-12 700	-20 279	-6 085	-21 190	-33 766	-45 135	-250 696	-39 432	-79 904
Fonds Propres	-400 676	-464 329	-518 269	-758 582	-1 162 328	-1 437 552	-1 607 365	-1 881 761	-2 222 195
Divers	-178 814	-201 214	-305 954	-366 213	-547 500	-606 876	-819 287	-944 331	-924 078
<b>Dépôts du secteur privé</b>	<b>1 971 165</b>	<b>3 040 258</b>	<b>3 794 655</b>	<b>6 347 038</b>	<b>7 975 871</b>	<b>7 490 154</b>	<b>8 597 733</b>	<b>9 940 748</b>	<b>12 001 317</b>
Dépôts à vue en GNF	969 728	1 424 405	2 582 138	4 785 300	5 490 842	4 529 989	5 170 892	6 425 160	7 810 059
Dépôts à terme en GNF	134 026	274 052	152 697	193 508	281 774	490 108	870 849	1 229 395	1 203 752
Dépôts en devises	867 411	1 341 801	1 059 820	1 368 230	2 203 255	2 470 057	2 555 992	2 286 193	2 987 506

**Source: BCRG/DGES/DSBP**

**Annexe 3 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE DE 2007 À 2015 (en milliards de GNF)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>386,06</b>	<b>889,15</b>	<b>1 084,71</b>	<b>765,01</b>	<b>4 913,14</b>	<b>4 521,99</b>	<b>4 510,25</b>	<b>3 404,46</b>	<b>1 792,63</b>
Banque Centrale	-143,66	-54,79	475,41	240,92	4 533,96	2 923,39	3 165,51	3 276,80	1 290,31
<i>dont réserves de change en millions USD</i>	<i>45,21</i>	<i>70,07</i>	<i>343,82</i>	<i>253,67</i>	<i>854,16</i>	<i>643,40</i>	<i>704,83</i>	<i>751,72</i>	<i>460,92</i>
Banque de Dépôts	529,72	943,95	609,30	524,09	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67	502,32
<b>AVOIRS INTERIEURS NETS</b>	<b>3 012,18</b>	<b>3 838,02</b>	<b>4 860,42</b>	<b>9 602,92</b>	<b>6 412,51</b>	<b>6 927,86</b>	<b>8 557,29</b>	<b>11 267,35</b>	<b>15 851,72</b>
Créances nettes sur l'État à la BCRG	1 831,40	2 220,45	3 448,71	6 455,74	1 598,18	3 466,63	4 396,98	5 341,21	7 353,26
Créances nettes sur l'État dans les Banques	253,98	713,62	698,66	1 913,22	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 942,28	2 457,37
Crédits aux Entreprises Publiques	25,14	50,38	42,72	71,60	93,92	70,19	104,70	69,86	41,50
Crédits au Secteur Privé	949,97	986,97	1 140,37	1 639,42	3 161,90	3 068,59	4 146,22	5 967,03	7 583,37
Autres Postes nets	-48,31	-133,40	-470,05	-477,06	-647,56	-1 350,75	-1 998,14	-2 053,04	-1 583,78
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>3 398,24</b>	<b>4 727,17</b>	<b>5 945,12</b>	<b>10 367,93</b>	<b>11 325,65</b>	<b>11 449,86</b>	<b>13 067,54</b>	<b>14 671,81</b>	<b>17 644,34</b>
Monnaie en circulation	1 418,18	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03
Dépôts à vue GNF	978,23	1 455,64	2 607,31	4 816,40	5 578,78	4 784,15	5 588,69	6 833,23	8 275,05
Dépôts à terme GNF	134,03	274,05	152,70	193,51	281,77	490,11	870,85	1 229,40	1 203,75
Dépôts en devises	867,80	1 345,48	1 065,08	1 370,51	2 203,26	2 470,06	2 555,99	2 286,19	2 987,51

**Source:** BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 4 : BASE MONETAIRE DE 2007 À 2015 (en milliards de GNF)**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Base monétaire</b>	<b>1 950,66</b>	<b>2 223,81</b>	<b>4 035,11</b>	<b>6 981,73</b>	<b>6 625,45</b>	<b>6 430,48</b>	<b>7 440,85</b>	<b>8 520,92</b>	<b>8 738,90</b>
Monnaies en circulation	1 418,18	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03
Réserves des banques de dépôt	523,59	536,89	1 884,64	2 960,84	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87
Réserves obligatoires	187,26	288,82	360,49	602,97	433,91	1 647,83	1 891,50	1 988,15	2 160,24
Réserves excédentaires	234,31	144,69	1 359,80	2 236,31	2 884,54	427,90	666,51	1 165,29	231,43
Encaisses	102,02	103,38	164,34	121,57	-42,78	395,05	413,03	636,42	704,21
Dépôts du secteur privé	8,89	34,91	30,43	33,38	87,93	254,16	417,80	408,07	464,99

**Source:** BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 5 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE 2015 (en millions de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>3 184 399</b>	<b>3 354 040</b>	<b>3 097 038</b>	<b>2 426 126</b>	<b>2 283 574</b>	<b>2 183 268</b>	<b>1 631 901</b>	<b>1 379 598</b>	<b>1 419 393</b>	<b>1 362 337</b>	<b>1 250 690</b>	<b>1 290 312</b>
Or	62 998	95 268	347 514	636 391	700 543	701 719	705 611	705 611	726 285	726 285	726 285	719 393
FMI	-1 926 093	-2 091 615	-2 095 887	-2 085 189	-2 169 631	-2 262 466	-2 235 453	-2 350 457	-2 365 683	-2 239 708	-2 296 002	-2 365 756
Avoirs en DTS	1 599 305	2 040 193	2 047 078	2 038 809	2 104 183	2 175 946	2 152 664	1 596 099	1 605 666	1 526 820	1 561 956	1 614 795
Autres Avoirs de Changes	3 490 035	3 351 726	2 843 249	2 097 765	1 745 802	1 620 257	1 084 564	1 529 668	1 511 939	1 401 872	1 311 870	1 354 936
Engagements à Court Terme	-41 846	-41 532	-44 916	-261 650	-97 323	-52 188	-75 485	-101 323	-58 814	-52 932	-53 419	-33 056
<b>Avoirs Intérieurs Nets</b>	<b>5 353 305</b>	<b>5 228 775</b>	<b>5 667 039</b>	<b>6 138 976</b>	<b>6 375 221</b>	<b>6 604 062</b>	<b>7 183 102</b>	<b>7 394 441</b>	<b>7 437 276</b>	<b>7 702 661</b>	<b>7 549 246</b>	<b>7 448 588</b>
Créances nettes sur l'État	5 333 358	5 189 840	5 700 799	6 062 824	6 314 479	6 396 001	7 047 343	7 145 518	7 223 881	7 451 937	7 281 256	7 353 261
Crédits aux Entreprises publiques	8 220	2 533	3 311	1 443	1 474	1 489	1 489	1 510	1 518	1 513	1 527	1 568
Crédits au Secteur Privé	46 869	46 495	46 614	46 608	46 702	111 986	113 482	113 998	114 086	114 207	114 243	114 613
Crédit aux banques	46 000	15 000	0	46 000	42 000	130 000	0	0	0	0	0	0
Fonds régulation monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Postes nets	-81 142	-25 093	-83 685	-17 899	-29 434	-35 414	20 788	133 415	97 791	135 004	152 219	-20 854
<b>Base Monétaire</b>	<b>8 537 704</b>	<b>8 582 815</b>	<b>8 764 077</b>	<b>8 565 102</b>	<b>8 658 795</b>	<b>8 787 330</b>	<b>8 815 003</b>	<b>8 774 039</b>	<b>8 856 669</b>	<b>9 064 998</b>	<b>8 799 936</b>	<b>8 738 900</b>
Circulation fiduciaire	4 319 796	4 439 928	4 517 430	4 745 774	4 850 517	4 842 262	4 980 754	5 027 600	5 224 108	5 216 618	5 034 470	5 178 033
Réserves des Banques	3 804 483	3 708 316	3 770 247	3 348 036	3 367 801	3 494 658	3 390 036	3 322 622	3 228 103	3 363 316	3 298 672	3 095 874
Autres dépôts	413 425	434 571	476 400	471 292	440 477	450 410	444 213	423 817	404 458	485 064	466 794	464 994

**Source: BCRG/DGES/DSBP**

**Annexe 6 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DES BANQUES 2015 (en millions de GNF)**

	<b>Janvier</b>	<b>Février</b>	<b>Mars</b>	<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juillet</b>	<b>Août</b>	<b>Septembre</b>	<b>Octobre</b>	<b>Novembre</b>	<b>Décembre</b>
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>125 256</b>	<b>129 009</b>	<b>331 646</b>	<b>451 567</b>	<b>542 655</b>	<b>842 139</b>	<b>730 980</b>	<b>367 535</b>	<b>493 897</b>	<b>79 059</b>	<b>397 010</b>	<b>502 316</b>
Avoirs	805 883	772 434	947 093	1 199 460	1 312 386	1 482 383	1 380 648	1 114 288	1 244 938	796 511	1 130 508	1 302 027
Engagements	680 627	643 425	615 447	747 893	769 731	640 244	649 668	746 753	751 041	717 452	733 498	799 711
<b>Créances sur BCRG</b>	<b>3 758 483</b>	<b>3 693 316</b>	<b>3 770 247</b>	<b>3 302 036</b>	<b>3 325 801</b>	<b>3 364 658</b>	<b>3 390 036</b>	<b>3 322 622</b>	<b>3 228 103</b>	<b>3 363 316</b>	<b>3 298 672</b>	<b>3 095 874</b>
Créances	-46 000	-15 000	0	-46 000	-42 000	-130 000	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	3 804 483	3 708 316	3 770 247	3 348 036	3 367 801	3 494 658	3 390 036	3 322 622	3 228 103	3 363 316	3 298 672	3 095 874
<b>Crédit intérieur net</b>	<b>7 907 647</b>	<b>8 005 503</b>	<b>8 101 739</b>	<b>8 516 932</b>	<b>8 668 103</b>	<b>8 771 291</b>	<b>8 790 437</b>	<b>9 364 893</b>	<b>9 475 552</b>	<b>9 793 922</b>	<b>9 934 170</b>	<b>9 966 056</b>
Créances nettes sur l'État	1 918 209	1 985 793	2 013 566	2 235 265	2 111 110	2 101 859	2 083 333	2 289 326	2 311 863	2 384 572	2 498 531	2 457 370
Crédits aux Entreprises publiques	55 769	52 535	148 884	120 127	112 800	110 899	98 708	96 471	79 937	58 240	43 128	39 931
Crédits au secteur privé	5 933 669	5 967 175	5 939 289	6 161 540	6 444 193	6 558 533	6 608 396	6 979 096	7 083 752	7 351 110	7 392 511	7 468 755
<b>Autres Postes nets</b>	<b>-1 776 331</b>	<b>-1 734 345</b>	<b>-1 759 434</b>	<b>-1 732 750</b>	<b>-1 602 705</b>	<b>-1 738 594</b>	<b>-1 382 100</b>	<b>-1 652 241</b>	<b>-1 526 846</b>	<b>-1 590 991</b>	<b>-1 998 932</b>	<b>-1 562 929</b>
<b>Dépôts du secteur privé</b>	<b>10 015 055</b>	<b>10 093 483</b>	<b>10 444 198</b>	<b>10 537 785</b>	<b>10 933 854</b>	<b>11 239 494</b>	<b>11 529 353</b>	<b>11 402 809</b>	<b>11 670 706</b>	<b>11 645 306</b>	<b>11 630 920</b>	<b>12 001 317</b>
Dépôts à vue en GNF	6 580 870	6 492 629	6 500 832	6 523 488	6 991 142	6 926 759	7 120 222	7 433 707	7 579 871	7 636 846	7 630 334	7 810 059
Dépôts à terme en GNF	1 198 366	1 298 735	1 253 386	1 303 126	1 172 823	1 343 201	1 308 468	1 177 601	1 164 029	1 191 200	1 230 065	1 203 752
Dépôts en devises	2 235 819	2 302 119	2 689 980	2 711 171	2 769 889	2 969 534	3 100 663	2 791 501	2 926 806	2 817 260	2 770 521	2 987 506

**Source: BCRG/DGES/DSBP**

**Annexe 7 : BASE MONETAIRE 2015 (en milliards de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Base monétaire</b>	<b>8 537,70</b>	<b>8 582,82</b>	<b>8 764,08</b>	<b>8 565,10</b>	<b>8 658,80</b>	<b>8 787,33</b>	<b>8 815,00</b>	<b>8 774,04</b>	<b>8 856,67</b>	<b>9 065,00</b>	<b>8 799,94</b>	<b>8 738,90</b>
Monnaies en circulation	4 319,80	4 439,93	4 517,43	4 745,77	4 850,52	4 842,26	4 980,75	5 027,60	5 224,11	5 216,62	5 034,47	5 178,03
Réserves des banques de dépôt	3 804,48	3 708,32	3 770,25	3 348,04	3 367,80	3 494,66	3 390,04	3 322,62	3 228,10	3 363,32	3 298,67	3 095,87
Réserves obligatoires	2 003,01	1 816,83	1 879,96	1 896,80	1 968,09	2 023,11	2 075,28	2 052,51	2 100,73	2 096,16	2 093,57	2 160,24
Réserves excédentaires	1 109,41	1 275,22	1 348,32	968,48	855,22	931,19	634,80	569,14	491,67	563,46	438,63	231,43
Encaisses	692,06	616,27	541,98	482,76	544,49	540,36	679,96	700,97	635,70	703,70	766,48	704,21
Dépôts du secteur privé	413,43	434,57	476,40	471,29	440,48	450,41	444,21	423,82	404,46	485,06	466,79	464,99

**Source:** BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 8 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE 2015 (en milliards de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>3 309,66</b>	<b>3 483,05</b>	<b>3 428,68</b>	<b>2 877,69</b>	<b>2 826,23</b>	<b>3 025,41</b>	<b>2 362,88</b>	<b>1 747,13</b>	<b>1 913,29</b>	<b>1 441,40</b>	<b>1 647,70</b>	<b>1 792,63</b>
Banque Centrale	3 184,40	3 354,04	3 097,04	2 426,13	2 283,57	2 183,27	1 631,90	1 379,60	1 419,39	1 362,34	1 250,69	1 290,31
(en millions de dollars)	438,71	461,83	420,75	333,68	306,26	289,43	217,29	179,92	184,04	177,33	161,06	161,21
Banque de Dépôts	125,26	129,01	331,65	451,57	542,65	842,14	730,98	367,54	493,90	79,06	397,01	502,32
<b>AVOIRS INTERIEURS NETS</b>	<b>11 438,62</b>	<b>11 484,93</b>	<b>12 009,34</b>	<b>12 877,16</b>	<b>13 398,62</b>	<b>13 506,76</b>	<b>14 591,44</b>	<b>15 107,09</b>	<b>15 385,98</b>	<b>15 905,59</b>	<b>15 484,48</b>	<b>15 851,72</b>
Créances nettes sur l'État à la BCRG	5 333,36	5 189,84	5 700,80	6 062,82	6 314,48	6 396,00	7 047,34	7 145,52	7 223,88	7 451,94	7 281,26	7 353,26
Créances nettes sur l'État dans les Banques	1 918,21	1 985,79	2 013,57	2 235,27	2 111,11	2 101,86	2 083,33	2 289,33	2 311,86	2 384,57	2 498,53	2 457,37
Créances sur les Entreprises Publiques	63,99	55,07	152,20	121,57	114,27	112,39	100,20	97,98	81,46	59,75	44,65	41,50
Créances sur le Secteur Privé	5 980,54	6 013,67	5 985,90	6 208,15	6 490,90	6 670,52	6 721,88	7 093,09	7 197,84	7 465,32	7 506,75	7 583,37
Autres Postes nets	-1 857,47	-1 759,44	-1 843,12	-1 750,65	-1 632,14	-1 774,01	-1 361,31	-1 518,83	-1 429,06	-1 455,99	-1 846,71	-1 583,78
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>14 748,28</b>	<b>14 967,98</b>	<b>15 438,03</b>	<b>15 754,85</b>	<b>16 224,85</b>	<b>16 532,17</b>	<b>16 954,32</b>	<b>16 854,23</b>	<b>17 299,27</b>	<b>17 346,99</b>	<b>17 132,18</b>	<b>17 644,34</b>
Monnaie en circulation	4 319,80	4 439,93	4 517,43	4 745,77	4 850,52	4 842,26	4 980,75	5 027,60	5 224,11	5 216,62	5 034,47	5 178,03
Dépôts à vue GNF	6 635,97	6 548,08	6 558,89	6 606,72	7 055,89	6 999,09	7 197,06	7 487,77	7 625,52	7 695,29	7 672,83	7 854,35
Dépôts à terme GNF	1 198,37	1 298,74	1 253,39	1 303,13	1 172,82	1 343,20	1 308,47	1 177,60	1 164,03	1 191,20	1 230,07	1 203,75
Dépôts en devises	2 594,14	2 681,24	3 108,32	3 099,23	3 145,61	3 347,61	3 468,03	3 161,26	3 285,61	3 243,88	3 194,82	3 408,21

**Source:** BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 9 : Évolution de la balance des paiements (format MBP5) de 2009 à 2014

DESCRIPTION (BMP5)	Évolutions annuelles					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>Montant en millions de dollar us</i>					
<b>A. Compte des transactions courantes</b>	<b>-403,46</b>	<b>-326,93</b>	<b>-1161,37</b>	<b>-1038,62</b>	<b>-1160,95</b>	<b>-1188,65</b>
Exportation f.a.b	1049,72	1471,17	1432,72	1927,59	1886,26	2039,56
Importations f.a.b	-1060,09	-1404,92	-2105,57	-2253,96	-2139,05	-2384,58
<b>Balance commerciale</b>	<b>-10,37</b>	<b>66,25</b>	<b>-672,85</b>	<b>-326,37</b>	<b>-252,79</b>	<b>-345,02</b>
Services: crédit	72,50	62,41	77,38	168,66	103,53	108,43
Services: débit	-331,07	-395,53	-571,98	-891,38	-694,38	-657,26
<b>Balance des services</b>	<b>-258,57</b>	<b>-333,12</b>	<b>-494,60</b>	<b>-722,72</b>	<b>-590,85</b>	<b>-548,83</b>
Revenus: crédit	22,17	14,93	22,24	31,54	3,64	11,82
Revenus: débit	-190,41	-92,04	-155,63	-153,52	-408,80	-295,96
<b>Balance des revenus</b>	<b>-168,24</b>	<b>-77,11</b>	<b>-133,39</b>	<b>-121,98</b>	<b>-405,16</b>	<b>-284,14</b>
Transferts courants: crédit	85,25	83,80	407,46	305,30	309,68	584,38
Transferts courants: débit	-51,53	-66,75	-267,99	-172,85	-221,83	-595,04
<b>Balance des transferts courants</b>	<b>33,72</b>	<b>17,05</b>	<b>139,47</b>	<b>132,45</b>	<b>87,85</b>	<b>-10,66</b>
<b>B. Compte de capital</b>	<b>39,53</b>	<b>47,30</b>	<b>139,67</b>	<b>248,36</b>	<b>243,75</b>	<b>95,85</b>
Compte de capital: crédit	39,53	49,70	143,84	251,25	245,66	95,91
Compte de capital: débit	0,00	-2,40	-4,17	-2,89	-1,91	-0,06
Total, groupes A et B	-363,93	-279,63	-321,70	-790,26	-917,20	-1092,80
<b>C. Comptes des opérations financières</b>	<b>424,14</b>	<b>206,64</b>	<b>1692,03</b>	<b>594,24</b>	<b>644,76</b>	<b>843,60</b>
Investissements directs de l'économie à l'étranger	0,00	0,00	-1,47	-2,92	-1,06	-0,79
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	140,85	101,35	956,12	606,47	133,96	30,87
Investissements de portefeuille: avoirs	0,00	-0,11	211,63	-3,08	0	0
Investissements de portefeuille: engagements	0,00	1,42	0,00	0,00	0	0
Autres investissements: avoirs	56,13	-77,39	-186,51	-98,37	-98,70	-105,02
Autres investissements: engagements	227,16	181,37	712,26	92,14	610,56	918,54
Total, groupes A, B et C	60,21	-72,99	670,33	-196,02	-272,44	-249,20
<b>D. Erreurs et omissions, nettes</b>	<b>-0,04</b>	<b>-0,02</b>	<b>5,75</b>	<b>1,29</b>	<b>0,88</b>	<b>-0,24</b>
<b>Total, groupes A, B, C et D (Solde global)</b>	<b>60,17</b>	<b>-73,01</b>	<b>676,08</b>	<b>-194,73</b>	<b>-271,56</b>	<b>-249,44</b>
<b>E. Financement du global</b>	<b>-60,17</b>	<b>73,01</b>	<b>-676,08</b>	<b>194,73</b>	<b>271,56</b>	<b>249,44</b>
Avoirs de réserve	-93,46	13,43	-642,95	-31,92	-50,60	42,36
Utilisation des crédits et des prêts du FMI	5,00	-8,98	-5,97	-2,00	0,00	0
Financements exceptionnels	28,29	67,14	-27,16	228,65	322,16	207,08
<b>Pour mémoire</b>						
<i>PIB à prix courants en millions de USD</i>	4 561,5	4 500,5	4 659,2	5 681,0	6 512,4	7 258,8
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	99,02%	104,72%	68,04%	85,52%	88,18%	85,53%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	85%	70%	68%	74%	70%	79,90%
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	43%	31%	42%	38%	22%	19,21%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	27,50%	29%	25%	27%	23%	27,89%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-8,84%	-7,26%	-24,93%	-18,28%	-17,83%	-16,38%
<i>Solde global en % du PIB</i>	1,32%	-1,62%	14,51%	-3,43%	-4,17%	-3,44%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	164,47	253,67	852,01	637,27	696,74	777,17
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	1,41	0,42	3,82	2,43	2,95	3,07
<i>Service de la dette en millions de USD</i>	196,2	131,7	200,6	257,39	256,74	256,72
<i>Encours de la dette (en millions de USD)</i>	3 048,30	3 061,70	2 987,70	1 305,20	2 806,33	2 889,23
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	66,83%	68,03%	64,12%	22,97%	43,09%	39,50%
<i>Importations CAF</i>	1 148,13	1 610,37	2 393,45	2 506,97	2 435,44	2 680,76

**Source : BCRG/DGES/DSBP**



## Annexe 9 : Évolution de la balance des paiements (format MBP6) de 2014 à 2015

Libellé poste	Évolution annuelle	
	2014	2015
	<i>montant en millions US</i>	
<b>A. Compte des transactions courantes n.i.a</b>	<b>-981,66</b>	<b>4,36</b>
Crédit	4238,40	4166,58
Débit	5220,07	4162,22
<b>1. Balance commerciale</b>	<b>-306,08</b>	<b>613,95</b>
Crédit	2 066,34	2 805,71
Exportations f.à b.	2 038,15	2 783,15
Exportations nettes de biens dans le cadre du n.i	28,19	22,56
Débit	2 372,42	2 191,75
Importations f.a.b	2 372,42	2 191,75
<b>2. Balance des services</b>	<b>-481,19</b>	<b>-425,03</b>
Crédit	63,91	78,26
Transport	0,38	7,98
Autres	63,53	70,27
Débit	545,10	503,29
Transport	283,05	249,88
Autres	262,05	253,42
<b>3. Revenus primaires</b>	<b>-212,22</b>	<b>-143,24</b>
Crédit	21,50	35,46
Débit	233,71	178,71
<b>4. Revenus secondaires</b>	<b>17,82</b>	<b>-41,32</b>
Crédit	2086,66	1247,15
Débit	2068,84	1288,47
<b>B. Compte de capital n.i.a</b>	<b>257,88</b>	<b>230,91</b>
Crédit	258,58	231,61
Débit	0,71	0,70
<b>D. Compte financier n.i.a</b>	<b>435,21</b>	<b>-733,76</b>
1. Investissement direct n.i.a	77,06	48,23
2. Investissement de portefeuille n.i.a	16,44	54,68
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	341,72	-836,67
	0,00	0,00
<b>F. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>34,02</b>	<b>-1,46</b>
<b>E. Solde global à financer</b>	<b>-254,56</b>	<b>-499,94</b>
<b>G. Financement du solde global</b>	<b>254,56</b>	<b>499,94</b>
Avoirs de réserve	-37,68	250,61
Crédits et prêts du FMI	18,83	39,01
Financement exceptionnel	273,40	210,32
Tirages sur nouveaux emprunts	135,44	182,72
Remises de dettes	0,00	2,26
Rééchelonnement de dettes existantes	132,98	24,21
Accumulation d'arriérés	4,99	1,13
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00
Annulations d'arriérés	0,00	0,00
Dons reçus bonification du FMI	0,00	0,00
Remboursement d'arriérés	0,00	0,00
<b>Pour mémoire</b>		
<i>PIB à prix courants en millions de USD</i>	7 258,8	7 551,5
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	87,10%	128,01%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	79,90%	88,70%
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	19,21%	78,50%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	27,89%	26,60%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-13,52%	0,06%
<i>Solde global en % du PIB</i>	-3,51%	-6,62%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	777,17	465,41
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	3,20	2,07
<i>Service de la dette en millions de USD</i>	256,72	75,20
<i>Encours de la dette (en millions de USD)</i>	2889,23	1873,00
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	39,80%	24,80%
<i>Importations CAF</i>	2 655,46	2 441,63

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 10 : Principales exportations FAB en volume de 2009 à 2015

Rubrique	Année						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Volume en millions kg						
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	42,73	34,56	77,02	26,58	29,92	33,18	59,93
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	76,61	7,55	6,67	9,39	9,65	8,89	14,68
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,83	0,36	0,16	0,60	0,97	0,41	0,20
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	16,06	103,04	23,55	14,66	24,09	1 023,94	42,07
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)							
<b>dont: OR (en millions g)</b>	<b>22,59</b>	<b>22,17</b>	<b>15,78</b>	<b>20,93</b>	<b>22,58</b>	<b>25,05</b>	<b>19,59</b>
<b>dont: DIAMANTS (en millions carat)</b>	<b>0,31</b>	<b>1,15</b>	<b>0,29</b>	<b>0,41</b>	<b>0,20</b>	<b>0,16</b>	<b>0,17</b>
<b>dont: Bauxite (en millions tonnes métriques)</b>	<b>2 821,31</b>	<b>2 733,50</b>	<b>3 202,90</b>	<b>3 270,43</b>	<b>15 305,82</b>	<b>19 832,26</b>	<b>19 289,34</b>
<b>dont: Aluminium (en millions tonnes métriques)</b>	<b>0,35</b>	<b>0,07</b>	<b>19,74</b>	<b>3,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets...)	38,72	116,89	68,40	30,13	44,38	19,87	8,72
Les autres produits exportations	0,84	0,37	0,42	1,50	0,38	1,01	0,33
Les divers (objets...)	593,07	631,99	612,44	214,20	409,00	198,59	57,21
<b>Total</b>	<b>3 054,10</b>	<b>3 628,73</b>	<b>4 013,89</b>	<b>3 575,33</b>	<b>15 829,20</b>	<b>21 125,83</b>	<b>19 475,60</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 11 : Principales exportations FAB en valeur de 2009 à 2015

Rubrique	Année						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Valeur en millions USD						
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	22,62	18,01	43,30	16,73	18,00	82,44	60,36
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	2,82	3,14	3,04	5,18	6,56	13,23	19,67
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,44	0,11	0,07	0,66	0,84	0,45	0,11
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	24,45	73,75	28,42	297,34	36,79	51,54	44,14
<b>Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)*</b>	<b>585,24</b>	<b>878,30</b>	<b>976,86</b>	<b>1 155,79</b>	<b>1 468,69</b>	<b>1 615,20</b>	<b>2 341,08</b>
<b>dont: OR</b>	<b>448,65</b>	<b>800,94</b>	<b>826,85</b>	<b>1 024,67</b>	<b>939,46</b>	<b>947,29</b>	<b>671,83</b>
<b>dont: DIAMANTS</b>	<b>18,22</b>	<b>33,15</b>	<b>35,66</b>	<b>39,04</b>	<b>36,19</b>	<b>28,03</b>	<b>18,17</b>
<b>dont: Bauxite</b>	<b>41,35</b>	<b>35,95</b>	<b>46,24</b>	<b>43,57</b>	<b>436,07</b>	<b>595,37</b>	<b>1 703,32</b>
<b>dont: Aluminium</b>	<b>19,74</b>	<b>0,02</b>	<b>5,04</b>	<b>0,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets...)	3,17	4,22	5,53	2,13	2,13	1,69	1,14
Les autres produits exportations	1,45	0,14	1,84	2,95	2,07	7,64	51,75
Les divers (objets...)	409,53	493,50	373,65	446,80	351,18	267,37	264,92
<b>Total</b>	<b>1 049,72</b>	<b>1 471,17</b>	<b>1 432,72</b>	<b>1 927,59</b>	<b>1 886,26</b>	<b>2 039,56</b>	<b>2 783,15</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

## Annexe 12 : Principales importations FAB en volume de 2011 à 2015

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	Volume en millions kg				
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande etc.)	891,90	920,98	1472,01	1319,75	1163,02
dont: Riz	451,47	529,02	458,35	620,57	545,29
Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls, etc.)	901,60	772,86	1313,47	986,32	997,73
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, etc.)	43,29	45,41	78,16	35,88	47,01
Les matériels électriques (groupe électrogènes, etc.)	34,29	34,52	35,10	38,18	44,45
Les appareils de radio, télévision et accessoires	6,36	5,24	4,93	4,87	4,87
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules etc.)	103,28	114,81	285,86	99,14	129,64
Le tabac manufacturé	9,93	9,19	10,08	10,40	8,43
Les produits textiles et accessoires	22,14	20,97	26,95	24,39	29,61
Les articles d'habillement	32,48	33,72	32,62	37,22	43,84
Les cuirs travaillés et chaussures	33,97	22,78	24,38	31,96	29,36
Les produits du travail de bois (feuilles de placage etc.)	4,89	8,88	8,07	8,13	7,29
Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	9,72	9,67	12,03	14,22	15,58
Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux et.)	4,72	5,58	3,73	4,79	3,94
Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, etc.)	153,58	148,57	296,08	129,94	146,11
Les produits plastiques (pneumatiques neufs etc.)	22,54	23,08	24,68	28,68	29,00
Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique etc.)	751,42	900,07	1177,45	978,86	1068,75
Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	64,61	82,76	86,51	103,24	126,16
Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières etc.)	34,39	45,16	37,26	40,42	49,34
Les matériels informatiques et bureautiques	0,63	0,99	0,75	1,01	1,28
Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	2,10	1,10	1,86	2,60	2,67
Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	16,07	16,34	15,58	18,66	93,90
Les produits divers	72,67	94,59	552,67	314,62	367,63
<b>Total</b>	<b>3216,58</b>	<b>3317,27</b>	<b>5500,25</b>	<b>4233,29</b>	<b>4409,62</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 13 : Principales importations FAB en valeur de 2011 à 2015

Rubrique	Année				
	2011	2012	2013	2014	2015
	Valeur en millions US				
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, etc.)	382,64	397,84	468,67	561,69	506,99
dont: Riz	139,06	239,70	239,77	284,63	250,97
Les produits pétroliers (essence, gazoles, etc.)	663,05	542,60	519,97	619,73	458,18
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours etc.)	277,62	361,99	214,31	159,78	164,86
Les matériels électriques (groupe électrogènes, etc.)	60,02	101,15	82,86	156,25	79,02
Les appareils de radio, télévision et accessoires	33,23	29,02	51,65	52,64	30,63
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, etc.)	151,90	180,77	127,04	135,30	186,86
Le tabac manufacturé	29,03	31,80	32,37	38,99	25,09
Les produits textiles et accessoires	17,39	21,94	47,02	25,00	25,63
Les articles d'habillement	13,22	15,37	18,55	18,53	20,47
Les cuirs travaillés et chaussures	17,96	15,29	18,35	23,59	18,75
Les produits du travail de bois (feuilles de placage, contreplaqués, etc.)	1,95	11,73	5,04	2,84	3,89
Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	8,36	8,96	10,42	10,98	10,31
Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux et.)	14,92	23,33	19,81	14,51	11,56
Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, etc.)	151,28	192,36	151,71	189,74	172,81
Les produits plastiques (pneumatiques neufs et rechapés, etc.)	30,02	38,38	40,77	38,67	36,46
Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique, etc.)	81,29	85,40	89,08	63,90	141,42
Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	35,36	35,28	57,71	68,10	63,80
Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières, etc.)	63,62	68,26	64,97	64,42	48,82
Les matériels informatiques et bureautiques	9,20	18,46	11,18	18,31	10,77
Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	8,77	10,20	17,47	23,92	21,43
Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	14,07	18,34	20,02	22,81	17,02
Les produits divers	40,69	45,50	70,08	74,86	136,98
<b>Total</b>	<b>2105,57</b>	<b>2253,96</b>	<b>2139,05</b>	<b>2384,58</b>	<b>2191,75</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 14 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2009 à 2015

Rubrique	Année						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	En millions de dollars US (sauf indication contraire)						
<b>A. Compte courant</b>	<b>-403,46</b>	<b>-326,93</b>	<b>-1161,37</b>	<b>-1038,62</b>	<b>-1160,95</b>	<b>-981,66</b>	<b>4,38</b>
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	-10,42%	-7,26%	-24,93%	23,48%	-23,00%	-13,52%	0,06%
<i>Balance commerciale</i>	-10,37	66,25	-672,85	-326,37	-252,79	-306,08	613,96
<i>Balance des services</i>	-258,57	-333,12	-494,60	-722,72	-590,85	-481,19	-425,03
<i>Balance des revenus (Primaires)</i>	-168,24	-77,11	-133,39	-121,98	-405,16	-212,22	-143,24
<i>Balance des revenus (Secondaires)</i>	33,72	17,05	139,47	132,45	87,85	17,82	-41,31
<b>B. Compte de capital et compte financier</b>	<b>463,67</b>	<b>253,94</b>	<b>1831,70</b>	<b>842,60</b>	<b>888,51</b>	<b>655,41</b>	<b>-252,24</b>
<i>Dont:</i>							
<i>Opérations en capital</i>	39,53	47,3	139,67	248,36	242,69	257,88	230,91
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	140,85	101,35	954,65	606,47	133,96	77,06	48,23
<i>Investissements de portefeuilles</i>	0	1,31	211,63	-3,08	0,00	16,44	54,68
<i>Autres investissements</i>	283,29	103,98	525,75	-6,23	511,86	341,72	-836,67
<i>Avoirs de réserve</i>	-93,46	13,43	-642,95	-31,92	-50,60	-37,68	250,61
<b>C. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-0,04</b>	<b>-0,02</b>	<b>5,75</b>	<b>1,29</b>	<b>0,88</b>	<b>34,02</b>	<b>-1,45</b>
<b>D. Solde global (A+B+C)</b>	<b>60,17</b>	<b>-73,01</b>	<b>676,08</b>	<b>-194,73</b>	<b>-271,56</b>	<b>-292,23</b>	<b>-249,31</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 15 : Valeur des exportations FAB par zone de destination de 2009 à 2015

Zone	Exportations FAB													
	2009	Part	2010	Part	2011	Part	2012	Part	2013	Part	2014	Part	2015	Part
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	54,59	5,20	61,05	4,15	102,44	7,15	161,80	8,39	61,61	3,27	489,52	24,02	380,86	13,70
Afrique Centrale	12,28	1,17	33,84	2,30	0,14	0,01	0,44	0,02	0,25	0,01	0,69	0,03	0,71	0,03
Pays de l'AELE	338,43	32,24	428,11	29,10	408,61	28,52	487,85	25,31	459,45	24,36	105,00	5,15	25,51	0,92
Union européenne	395,32	37,66	518,73	35,26	586,99	40,97	891,76	46,26	797,49	42,28	490,89	24,09	469,10	16,87
Pays Arabes	1,15	0,11	2,21	0,15	1,58	0,11	2,19	0,11	4,34	0,23	39,98	1,96	7,88	0,28
Maghreb	4,09	0,39	5,88	0,40	4,15	0,29	7,58	0,39	2,33	0,12	0,93	0,05	3,65	0,13
Europe de l'Est	190,94	18,19	296,44	20,15	208,32	14,54	84,56	4,39	63,32	3,36	42,10	2,07	48,21	1,73
Asie	22,99	2,19	91,36	6,21	37,11	2,59	63,69	3,30	92,77	4,92	304,35	14,93	1543,55	55,52
Continent Américain	2,83	0,27	4,41	0,30	3,44	0,24	29,30	1,52	109,60	5,81	156,92	7,70	124,46	4,48
Autres pays	27,08	2,58	29,13	1,98	79,95	5,58	198,41	10,29	295,10	15,64	407,76	20,01	175,99	6,33
<b>Total</b>	<b>1049,72</b>	<b>100</b>	<b>1471,16</b>	<b>100</b>	<b>1432,73</b>	<b>100</b>	<b>1927,58</b>	<b>100</b>	<b>1886,26</b>	<b>100</b>	<b>2038,15</b>	<b>100</b>	<b>2779,92</b>	<b>100</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 16 : Valeur des importations FAB par zone de provenance de 2009 à 2015

Zone	Importations FAB													
	2009	Part	2010	Part	2011	Part	2012	Part	2013	Part	2014	Part	2015	Part
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	69,33	6,54	76,15	5,42	142,55	6,77	124,99	5,55	104,79	4,90	131,16	5,53	155,15	7,05
Afrique Centrale	9,43	0,89	7,73	0,55	1,05	0,05	1,52	0,07	0,43	0,02	0,24	0,01	1,22	0,06
Pays de l'AELE	1,17	0,11	10,54	0,75	4,21	0,20	12,33	0,55	14,15	0,66	10,22	0,43	15,75	0,72
Union européenne	522,84	49,32	720,02	51,25	1061,42	50,41	990,70	43,95	833,25	38,95	983,29	41,45	885,78	40,25
Pays Arabes	7,21	0,68	11,24	0,80	15,79	0,75	19,19	0,85	30,09	1,41	43,95	1,85	67,56	3,07
Maghreb	17,92	1,69	18,54	1,32	45,69	2,17	89,85	3,99	93,19	4,36	81,82	3,45	38,30	1,74
Europe de l'Est	8,16	0,77	3,51	0,25	24,42	1,16	14,87	0,66	13,13	0,61	16,53	0,70	46,76	2,12
Asie	244,88	23,10	384,25	27,35	392,69	18,65	509,14	22,59	622,81	29,12	749,37	31,59	705,39	32,05
Continent Américain	97,21	9,17	91,73	6,53	140,65	6,68	370,23	16,43	126,42	5,91	90,66	3,82	97,94	4,45
Autres pays	81,94	7,73	81,20	5,78	277,09	13,16	121,13	5,37	300,80	14,06	265,17	11,18	186,94	8,49
<b>Total</b>	<b>1060,09</b>	<b>100</b>	<b>1404,91</b>	<b>100</b>	<b>2105,56</b>	<b>100</b>	<b>2253,95</b>	<b>100</b>	<b>2139,06</b>	<b>100</b>	<b>2372,42</b>	<b>100</b>	<b>2200,78</b>	<b>100</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 16 : Classement par pays partenaires commerciaux de 2012 à 2015

Pays	2012		2013		2014		2015	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Pays Bas	14,80%	2	15,84%	2	15,85%	1	8,85%	3
France	16,22%	1	16,44%	1	5,09%	4	4,87%	5
Belgique	6,31%	4	4,26%	6	4,14%	5	4,03%	6
Italie	2,92%	7	0,64%		0,58%		0,74%	
Chine	6,28%	5	8,64%	4	8,04%	3	23,71%	1
Inde	3,76%	6	4,90%	5	10,85%	2	9,65%	2
Vietnam	0,59%		1,32%	9	0,18%		0,37%	
Mali	0,81%		0,59%		1,30%	10	1,05%	10
Sierra Leone	2,81%	8	0,54%		0,33%		0,46%	
USA	2,25%	10	3,73%	7	3,27%	6	2,79%	7
Irlande	2,81%	9	1,73%	8	2,03%	8	1,90%	8
Suisse	11,68%	3	10,99%	3	2,57%	7	0,84%	
Ukraine	1,10%		1,25%	10	1,05%		1,06%	9
Thaïlande	0,24%		0,12%		1,52%	9	0,12%	
Singapour	0,41%		0,52%		0,51%		6,87%	4

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

**Annexe 17 : Evolution de la structure des exportations FAB (en %) de 2010 à 2015**

Produits	Années					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits agricoles	2,15	3,02	0,91	0,95	4,04	2,17
Produits de pêche	0,09	0,21	0,28	0,35	0,65	0,71
Produits des industries alimentaires	0,04	0,01	0,03	0,04	0,02	0,00
Produits forestiers	3,16	1,98	16,2	1,95	2,53	1,59
Produits miniers	55,75	68,18	74,48	77,86	79,19	84,12
Produits métallurgiques	0,18	0,38	0,14	0,11	0,09	0,04
Autres produits divers	38,63	26,22	7,96	18,74	13,48	11,38

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

**Annexe 18 : Evolution du solde du compte courant de 2010 à 2015**

Rubrique	Année					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	<i>en millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>					
<b>Recettes</b>	<b>1 632,31</b>	<b>1 939,80</b>	<b>2 433,09</b>	<b>2 303,11</b>	<b>1 609,56</b>	<b>4 166,58</b>
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>32,75</i>	<i>18,84</i>	<i>25,43</i>	<i>-5,34</i>	<i>-30,11</i>	<i>158,86</i>
<b>Dépenses</b>	<b>1 959,24</b>	<b>3 101,17</b>	<b>3 471,71</b>	<b>3 464,06</b>	<b>1 710,07</b>	<b>4 162,22</b>
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>19,97</i>	<i>58,28</i>	<i>11,95</i>	<i>-0,22</i>	<i>-50,63</i>	<i>143,39</i>
<b>Solde courant</b>	<b>-326,93</b>	<b>-1 161,37</b>	<b>-1 038,62</b>	<b>-1 160,95</b>	<b>-100,51</b>	<b>4,36</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 19 : Evolution des exportations, des importations et de la balance commerciale de 2009 à 2015**

Année	Importations FAB	Exportations FAB	Balance commerciale	Taux de couverture des importations par les exportations (%)
2009	1 060,09	1 049,72	-10,37	99,02
2010	1 404,92	1 471,17	66,25	104,72
2011	2 105,57	1 432,72	-672,85	68,04
2012	2 253,96	1 927,59	-326,37	85,52
2013	2 139,05	1 886,05	-253,00	88,17
2014	2 384,58	2 039,56	-345,02	85,53
2015	2 779,92	2 200,78	-579,14	79,17

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

**Annexe 20 : Évolution de la balance des services de 2009 à 2015**

Rubrique	Année						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	<i>en millions US</i>						
Recettes	72,5	62,41	77,38	168,66	103,53	63,91	78,26
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-32,38	-13,92	23,99	117,96	-38,62	-38,27	22,44
Dépenses	331,07	395,53	571,98	891,38	694,38	545,10	503,28
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-25,49	19,47	44,61	55,84	-22,10	-21,50	-7,67
<b>Solde</b>	<b>-258,57</b>	<b>-333,12</b>	<b>-494,6</b>	<b>-722,72</b>	<b>-590,85</b>	<b>-481,19</b>	<b>-425,02</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 21: Évolution de la balance des services de transport de 2014 à 2015**

Année 2014									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,38	0,38	0	10,6	0,02	10,62	-10,24
Fret	0	0	0	0	241,04	31,14	0	272,18	-272,18
Autres	0	0	0	0	0	0,04	0,21	0,25	-0,25
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,38</b>	<b>0,38</b>	<b>241,04</b>	<b>41,78</b>	<b>0,23</b>	<b>283,05</b>	<b>-282,67</b>
Année 2015									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	4,01	4,01	0	7,41	0,38	7,79	-3,78
Fret	0	0	0	0	212,82	29,02	0	241,84	-241,84
Autres	3,97	0	0	3,97	0	0,25	0	0,25	3,72
<b>Total</b>	<b>3,97</b>	<b>0</b>	<b>4,01</b>	<b>7,98</b>	<b>212,82</b>	<b>36,68</b>	<b>0,38</b>	<b>249,88</b>	<b>-241,9</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP



### Annexe 22 : Structure des autres services de 2014 à 2015

Autres services	Année 2014			Année 2015		
	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
	<i>en millions USD</i>					
Service de Communication	23,68	11,15	12,53	4,54	4,25	0,29
Services de Bâtiments et travaux publics	0	14,3	-14,3	0	29,37	-29,37
Services d'Assurances	6,85	28,71	-21,86	2,49	25,69	-23,2
Services financiers	9,54	16,35	-6,81	0,95	68,76	-67,81
Services d'informatique	0	8,16	-8,16	0	5,89	-5,89
Services d'information	0	0,7	-0,7	0	0,99	-0,99
Autres services aux entreprises	6,77	161,87	-155,1	39,44	43,51	-4,07
Services personnels, culturels et relatifs au loisir	0,04	0,03	0,01	0,09	0,05	0,04
Services fournis ou reçus par l'administration n.c.a.	0	0,54	-0,54	0	0,4	-0,4
<b>Total</b>	<b>46,88</b>	<b>241,81</b>	<b>-194,93</b>	<b>47,51</b>	<b>178,91</b>	<b>-131,40</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 23 : Évolution du compte capital de 2013 à 2015

Compte capital	Année		
	2013	2014	2015
	<i>en millions USD</i>		
<b>Crédit</b>			
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	165,83	0,00	2,26
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	48,5	204,72	184,81
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	31,33	51,27	44,54
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	2,59	0
<b>Total 1</b>	<b>245,66</b>	<b>258,58</b>	<b>231,61</b>
<b>Débit</b>			
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	-1,91	-0,71	-0,70
<b>Total 2</b>	<b>-1,91</b>	<b>-0,71</b>	<b>-0,70</b>
<b>Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)</b>	<b>243,75</b>	<b>257,88</b>	<b>230,91</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 24 : Évolution de la balance des revenus de 2010 à 2015**

Revenus	Année					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<i>en millions USD</i>						
<b>Revenus reçus (crédit)</b>						
Intérêts, produits financiers, rémunération des salariés, etc.	14,93	22,24	3,82	1,07	12,62	20,51
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	0	0	0,54	0,08	8,15	8,04
Autres	0	0	27,18	2,57	0,72	6,91
<b>Total 1</b>	<b>14,93</b>	<b>22,24</b>	<b>31,54</b>	<b>3,72</b>	<b>21,49</b>	<b>35,46</b>
<b>Revenus versés (débit)</b>						
Intérêts payés par l'État sur la dette extérieure	-23,51	-4,08	-44,97	-70,07	-35,85	-25,70
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	-52	-115,53	-80,03	-85,09	-197,86	-129,27
Autres	-16,53	-36,02	-28,52	-253,64	0	-23,74
<b>Total 2</b>	<b>-92,04</b>	<b>-155,63</b>	<b>-153,52</b>	<b>-408,8</b>	<b>-233,71</b>	<b>-178,71</b>
<b>Balance des revenus (Total1 + Total2)</b>	<b>-77,11</b>	<b>-133,39</b>	<b>-121,98</b>	<b>-405,08</b>	<b>-212,22</b>	<b>-143,24</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 25 : Évolution de la balance des transferts courants 2010 à 2015**

Transferts courants	Année					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<i>en millions USD</i>						
<b>Transferts reçus (crédit)</b>						
Transferts reçus des guinéens de l'étranger pour leurs familles par les banques et les sociétés de transfert d'argent	44,35	63,5	62,92	79,3	2019,46	1213,66
Autres transferts reçus par les sociétés minières, les ONG locales, les pensionnaires français, etc.	0,11	0,08	242,38	230,38	67,20	33,49
<b>Total 1</b>	<b>44,46180655</b>	<b>63,57580645</b>	<b>305,3</b>	<b>309,68</b>	<b>2086,66</b>	<b>1247,15</b>
<b>Transferts payés (débit)</b>						
Transferts émis vers l'extérieur par les banques et sociétés de transfert	-28,74	-208,97	-126,92	-152,15	-2043,64	-1231,13
Salaires et fonctionnement des ambassades	-34,48	-58,68	-44,7	-68,58	-25,20	-57,33
Autres transferts émis	-3,53	-0,34	-1,23	-1,1	0,00	0,00
<b>Total 2</b>	<b>-66,75</b>	<b>-267,99</b>	<b>-172,85</b>	<b>-221,83</b>	<b>-2068,84</b>	<b>-1288,47</b>
<b>Balance des transferts courants (Total 1 + Total 2)</b>	<b>17,05</b>	<b>-204,4141936</b>	<b>132,45</b>	<b>87,85</b>	<b>17,82</b>	<b>-41,32</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 26 : Évolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) de 2010 à 2015

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année					
		2010	2011	2012	2013	2014	2015
		Valeur en millions de dollars US					
<b>A</b>	<b>Secteur minier</b>	<b>101,35</b>	<b>949,51</b>	<b>570,61</b>	<b>117,61</b>	<b>17,58</b>	<b>32,53</b>
	<i>dont</i>						
	1. CBG	12		48,80	0,00	0,00	0,00
	2. SEMAFO	3,65	1,43	1,12	94,69	0,00	0,00
	3. SAG	9,51		23,00	0,00	0,00	5,79
	4. RIO TINTO	0	877,755	154,37	6,058	3,39	0,00
	5. SMD	10,86		20,00	1,14	0,00	9,36
	6. SMFG	18,928		300,00	0,00	0,00	0,00
	7. BHP BILLITON	26			0,00	0,00	0,00
	8. RUSAL-CBK	6,65			0,00	0,00	0,00
	9. ALLIANCE MINING CORPORATION			10,00	0,00	9,00	16,34
	10. HENAN CHINE MINE	13			0,00	0,00	0,00
	11. ALCOA RIOTON ALCAN	0,75			0,00	0,00	0,00
	12. BELZONE		6,76	12,41	7,51	1,52	1,04
	13. VALE-GUINEA		63,58	0,91	8,22	3,67	0,00
<b>B</b>	<b>Autres secteurs (télécommunications, banques, etc.)</b>	<b>0</b>	<b>6,61</b>	<b>35,86</b>	<b>16,35</b>	<b>43,78</b>	<b>31,49</b>
	<b>TOTAL DES FLUX D'IDE</b>	<b>101,35</b>	<b>956,12</b>	<b>606,47</b>	<b>133,96</b>	<b>61,36</b>	<b>64,02</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 27 : Évolution du flux net des autres investissements de 2010 à 2015**

Autres investissements	Année					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Avoirs</b>						
Crédits commerciaux (crédits clients et avances fournisseurs)	-24,3	-48,38	-48,75	-93,17	-100,05	29,74
Variation des avoirs extérieurs des banques	-62,21	-113,68	-71,75	-6,77	74,94	-1024,24
Variation des autres avoirs extérieurs de la Banque Centrale (or non monétaire, argent en dépôt, VEE, crédoc, prises de participation, etc.)	9,12	-24,14	22,13	1,24	2,75	25,36
<b>Total 1</b>	<b>-77,39</b>	<b>-186,2</b>	<b>-98,37</b>	<b>-98,7</b>	<b>-22,36</b>	<b>-969,13</b>
<b>Engagements</b>						
Crédits commerciaux (crédits fournisseurs et acompte reçus des clients)	155,37	479,41	162,91	808,41	-65,91	-125,52
Tirages et rééchelonnement de l'administration publique	42,52	63,05	312,81	-107,69	160,89	238,24
Remboursements de l'administration publique	-147,79	-8,7	-89,27	134,42	137,851	-0,38
Emprunts et remboursement auprès des banques	70,41	50,65	0,08	-13,11	-0,10	-8,50
Variation des engagements extérieurs des banques	22,46	808,76	-78,65	-9,18	76,76	-16,92
Accumulation d'arriérés par l'administration publique	49,8	0,32	0	0	0	0
Autres	-11,4	-31,9	-215,74	-55,85	54,58	45,54
<b>Total 2</b>	<b>181,37</b>	<b>1361,59</b>	<b>92,14</b>	<b>757</b>	<b>364,08</b>	<b>132,46</b>
<b>Net (Total 1 + Total 2)</b>	<b>103,98</b>	<b>1175,39</b>	<b>-6,23</b>	<b>658,3</b>	<b>341,72</b>	<b>-836,68</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Annexe 28 : LISTE DES BUREAUX DE CHANGES MANUEL AGREES

ORDRE	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	DIALLO	Amadou Tidiane Koula	631/622216552	ETS.BCDATK	001/RBCH	Koulewondy	Kaloum
2	DRAME	Hadja Fatoumata	664231675	B.C.H.F.D	002/RBCH	Boulbinet	Kaloum
3	TOURE	Mamadou Djouldé	664547112	ETS.T.M.D&F	003/RBCH	Almamyah	Kaloum
4	KONATE	Seydou	655341010	B.C.KS	007/RBCH	Madina	Matam
5	KOITA	Sékou Fantamady	664228349	SEFAKO	008/RBCH	Madina	Matam
6	CISSE	Fodé Kaba	631633232	BMIPLUSS.	009/RBCH	Madina	Matam
7	DIALLO	Mamoudou	664526079	KIDSSARL	010/RBCH	Madina	Matam
8	CISSE	Elh.Alpha Mamadou	664241829	B.CEHAMC	012/RBCH	Almamyah	Kaloum
9	DAFF	Thierno Mamadou	628309985	MECATECH	014/RBCH	Almamyah	Kaloum
10	DIABY	Youssouf	60343574	B .CY.D	015/RBCH	Madina	Matam
11	BAH	Thierno Mouctar	664324221	B.CBTM&F	016/RBCH	Madina	Matam
12	BAH	El Hadj Habib	664214693	B.C EHHB	018/RBCH	Almamyah	Kaloum
13	BAH	Ibrahima	631400380	ETS BI MI CHANGE	020/RBCH	Madina	Matam
14	DIALLO	Mamadou Tanou	60252244	EMTD	022/RBCH	Madina	Matam
15	DIAKITE	Alpha Mahamoudou	664233183	BCALP.MAH.D1A	024/RBCH	Madina	Matam
16	BAH	Abdoulaye	631400381	ETS .BAF	025/RBCH	Madina	Matam
17	CISSE	Elhadi Yacouba	631160322/622446162	YA CIF	026/RBCH	Madina	Matam
18	BARRY	Zainoul Abidoune	664213012	BCBZA	027/RBCH	Manquépas	Kaloum
19	BALDE	Abdoulaye	664280799	BCHAB&F	030/RBCH	Madina	Matam
20	BAH	Ibrahima Sory	60264853	ETS.NDIRE	032/RBCH	Almamyah	Kaloum
21	KEITA	Adama	628333330	ETS-AK&F	033/RBCH	Madina	Matam
22	DIALLO	Mamadou Saliou	60263913	BCDMS&F	035/RBCH	Almamyah	Kaloum
23	CONDE	Karifa	631413661	ETS-KC	036/RBCH	Madina	Matam
24	DIALLO	Ibrahima Sory	60291655	BCISD	042/RBCH	Almamyah	Kaloum
25	CHERIF	Abdourahim	60215341	TRANSRAP SARL	044/RBCH	Belle-vue	Dixinn
26	BARRY	Souleymane			045/RBCH	Ckoumi	Matam
27	CAMARA	Kerfalla	655396104	SALLY CHANGES	047/RBCH	Almamyah	Kaloum
28	BAH	Abdoulaye	664365041	KALLAH BROTHER INTERN	049/RBCH	Madina	Matam
29	BARRY	Boubacar	631747491	BARRY CHANGE SARL	050/RBCH	Almamyah	Kaloum
30	BARRY	Khadija	621998866	SALIMA MONEY SARLU	001/RBCH/14	Boulbinet	Kaloum
31	TAHER	Hassan	631 50 00 00	HASSAN EXCHANGE	002/RBCH/14	Boussoura	Matam
32	BATHILY	Barkatou	622 93 99 41/ 622 81 62 04	Cash Point Service Guinée	003/RBCH/Aout/14	Kipé/ C Emet	Ratoma

Source : BCRG/DGCC/DCH

**Annexe 29: liste des établissements de transfert d'argent agréés et en activité**

ORDRE	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRN	QUARTIER	COMMUNE
1	KEITA	Louncy	63353874	GLOBAL EXPRESS	001/RET/11	Almamyah	Kaloum
2	DEM	Mamadou	60210692	DEMSARL	002/RET/11	Dixinn	Dixinn
3	BARRY	Ibrahima	68988900	CASH MINUTE	003/RET/11	Madina	Matam
4	BAH	Mamadou Alpha	62900416	ALBI FINANCE	004/RET/11	Almamyah	Kaloum
5	SYLLA	El Hadj Mohamed	64390281	KAKANDETRANSFERTSARL	005/RET/11	Hafia	Dixinn
6	DIAOUNE	Ibrahima	64236485	DIAOUNE&F	006/RET/11	Dixinn	Dixinn
7	DIALLO	Mamadou Oury	60551516	WEST-AFRICASOLO ETOILE	007/RET/11	Madina	Matam
8	CISSOKO	Makan	64216291	DRAME&F	008/RET/11	Madina	Matam
9	KAKE	Ousmane	64323222	OUSM K&F	009/RET/11	Madina	Matam
10	BALDE	Mamadou Nassirou	64503468	SAVANE AND BROTHERS	010/RET/11	Madina	Matam
11	KEITA	Louncy	62305035	MICRO-BIT-SARL	011/RET/11	Almamyah	Kaloum
12	CONDE	El Hadj Mamoudou	64442405	SOFIG	012/RET/11	Lanséboundj	Matam
13	BAH	Saikou Amadou	62223159	AFRO ATLANTIC CORP	014/RET/11	Madina	Matam
14	KABA	El-Hadj Mamadou	67190804	KABA&FILS	015/RET/11	Mafanco	Matam
15	SIDIBE	Moussa	62602693	MAS & FRERES SARL	016/RET/11	Dixinn	Dixinn
16	CAMARA	Aly Mariame	63406658	CONDE & FILS	017/RET/11	Madina	Matam
17	DODWANI	Amit Ashoklal	30455588	AFRO INTERNATIONAL	018/RET/11	Tombo	Kaloum
18	KOUAKOU	Narcisse	62596716	COST REDUCT ANALYST-Guinee	019/RET/11	Constantin	Matam
19	BARRY	Thierno Bella	64368263	KADIATOU-KOUFFA-HAFIA SARL	020/RET/12	Madina	Matam
20	GHASSAN	Aly	664350822	GHASSAN ALY	021/RET/12	Matam	Coléah
21	KOUROUMA	Mory		SABADOU-TRANSFERT	017/BIS/RET/13	Kankan	C.U
22	DIALLO	Mamadou Mouctar	628919495	TIMBI-TIMBO-LABE BUSINESS	023/RET/13	Madina	Matam
23	BARRY	Aliou	664332439	A I H SARL	024/RET/13	Madina	Matam
24	CISSE	Mdou Saliou	628262650	B.T.A.C.I.F	025/RET/14	Madina	Matam
25	KABA	Sidiki	664574455	MORIJA TRANSFERT	0001/RET/14	Dixinn Mosquee	Dixinn

Source : BCRG/DGCC/DCH

## Annexe 30 : Évolution des indicateurs d'accès aux services financiers de 2004 – 2015

### EXTENSION GÉOGRAPHIQUE

Nombre d'institutions												
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	10	12	13	14	14	16	19	20	25	27	31	32
Banques commerciales	7	7	8	8	8	10	11	12	12	14	14	15
Crédits mutuels et coopératives financières	2	3	3	4	4	4	6	6	8	8	10	12
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	1	2	2	2	2	2	2	2	5	5	7	5
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres sociétés financières<sup>2</sup></b>	5	6	7	7	8	9	12	12	13	13	13	13
Autres intermédiaires financiers (AIF) <sup>3</sup>	1	2	3	3	3	4	5	5	4	4	4	3
<i>dont : IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	1	2	3	3	3	4	5	5	4	4	4	3
Sociétés d'assurances	4	4	4	4	5	5	7	7	9	9	9	10
Nombre d'agences, en dehors du siège												
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	163	166	172	180	194	204	226	477	506	549	402	413
Banques commerciales	29	29	34	39	52	62	70	80	92	97	139	155
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	13	13	16	19	22	24	27	32	40	66	89	97
Crédits mutuels et coopératives financières	14	17	18	21	21	21	23	25	26	51	54	54
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	14	16	17	18	18	18	20	22	23	29	34	34
IMF acceptant des dépôts	120	120	120	120	121	121	133	372	388	401	209	204
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	4	4	4	4	5	5	7	19	26	29	119	103
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres intermédiaires financiers</b>	3	3	3	3	22	22	20	20	21	54	46	8
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	3	3	3	3	22	22	20	20	21	54	46	8
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	3	3	3	3	5	5	5	5	6	6	6	4
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de guichets automatiques												
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dans l'ensemble du pays	4	12	13	17	24	30	42	57	71	89	114	141
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	4	12	12	14	17	19	23	33	38	58	70	91

Source : BCRG/DGES/DSBP

## UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS

### Nombre de déposants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	...	...	...	...	258 283	302 458	365 015	415 095	484 140	534 417	627 520	693 562
Banques commerciales	89 019	96 382	142 545	170 454	189 027	230 642	274 511	314 439	372 906	399 164	459 310	510 512
<i>dont : déposants PME<sup>4</sup></i>	12 641	13 147	14 046	16 277	17 424	17 828	19 200	20 372	23 229	27 876	37 930	44 069
<i>dépôts ménages</i>	74 576	80 798	92 595	108 397	118 274	131 443	155 379	181 725	212 507	352 313	367 790	399 017
Crédits mutuels et coopératives financières	34 555	36 985	37 981	39 661	41 192	44 079	59 446	61 537	63 889	75 963	87 611	101 489
<i>dont : déposants PME</i>	10	18	35	31	35	97	156	324	319	7 033	5 637	5 403
<i>dépôts ménages</i>	34 545	36 967	37 946	39 630	41 157	43 982	59 290	61 207	63 494	68 930	81 974	96 086
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	28 064	27 737	31 058	39 119	47 345	59 290	80 599	81 561
<i>dont : déposants PME</i>	...	...	...	...	14	14	15	35	268	4 336	5 602	5 537
<i>dépôts ménages</i>	...	...	...	...	28 050	27 723	31 043	39 084	47 077	54 954	74 997	75 854
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : déposants PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dépôts ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres sociétés financières</b>	32 338	41 163	45 278	42 403	48 520	58 636	66 715	71 211	88 230	98 687	83 346	84 668
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : clients PME</i>												
<i>clients ménages</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : clients PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>clients ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	32 338	41 163	45 278	42 403	48 520	58 636	66 715	71 211	88 230	98 687	83 346	84 668
<i>dont : titulaires de polices d'assurance-vie</i>	5 043	3 315	3 030	4 132	4 899	9 043	16 817	18 093	29 027	41 543	31 575	31 402
<i>titulaires de polices d'assurance non-vie</i>	27 295	37 848	42 248	38 271	43 621	49 593	49 898	53 118	59 203	57 144	51 771	53 266

Source : BCRG/DGES/DSBP



## Nombre de comptes de dépôt

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	...	...	...	...	283 985	335 078	402 811	453 254	525 973	580 991	715 047	787 602
Banques commerciales	98 862	107 177	154 809	184 382	211 645	260 026	308 075	348 804	408 844	443 562	546 690	601 358
<i>dont : comptes PME</i>	12 907	13 429	14 364	16 982	17 714	18 414	20 179	21 892	24 079	31 641	47 117	54 335
<i>comptes ménages</i>	83 641	90 720	102 878	119 382	129 996	144 631	167 297	194 670	226 621	386 573	443 344	482 384
Crédits mutuels et coopératives financières	34 555	36 985	38 029	39 949	41 506	44 600	60 098	61 598	64 095	75 963	87 758	101 673
<i>dont : comptes PME</i>	10	18	38	44	53	137	201	385	395	7 033	5 643	5 419
<i>comptes ménages</i>	34 545	36 967	37 991	39 905	41 453	44 463	59 897	61 213	63 700	68 930	82 115	96 254
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	30 834	30 452	34 638	42 852	53 034	61 466	80 599	84 571
<i>dont : comptes PME</i>	...	...	...	...	18	18	20	41	403	4 430	5 602	5 723
<i>comptes ménages</i>	...	...	...	...	30 816	30 434	34 618	42 811	52 631	57 036	74 997	78 848
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>comptes ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres sociétés financières</b>	36 538	44 397	48 606	45 720	52 127	72 205	80 353	89 382	105 480	104 391	95 447	97 326
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>												
<i>comptes ménages</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>comptes ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	36 538	44 397	48 606	45 720	52 127	72 205	80 353	89 382	105 480	104 391	95 447	97 326
<i>dont : polices d'assurance-vie</i>	5 611	3 377	3 488	4 730	5 577	12 634	19 976	19 868	31 525	40 672	33 183	32 462
<i>Police d'assurance non-vie</i>	30 927	41 020	45 118	40 990	46 550	59 571	60 377	69 514	73 955	63 719	62 264	64 864

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Nombre d'emprunteurs

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	...	...	...	...	87 959	112 221	136 804	172 865	203 235	352 863	374 877	354 931
Banques commerciales	11 779	13 216	14 960	18 091	20 740	25 935	32 108	41 502	54 066	89 734	70 257	80 135
<i>dont : emprunteurs PME</i>	546	474	456	619	780	761	963	1 086	1 460	4 061	2 151	2 799
<i>emprunteurs ménages</i>	6 396	7 546	8 978	7 960	4 459	5 161	5 972	9 753	12 706	83 960	67 039	76 241
Crédits mutuels et coopératives financières	1 637	1 866	2 005	2 141	2 334	3 030	4 233	7 814	18 346	8 374	10 215	10 744
<i>dont : emprunteurs PME</i>	205	241	130	140	114	170	236	366	358	545	657	737
<i>emprunteurs ménages</i>	1 432	1 625	1 875	2 001	2 220	2 860	3 997	7 448	17 988	7 829	9 558	10 007
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	64 885	83 256	100 463	123 549	130 823	254 755	294 405	264 052
<i>dont : emprunteurs PME</i>	...	...	...	...	6	8	10	567	762	34 635	43 330	39 371
<i>emprunteurs ménages</i>	...	...	...	...	64 859	83 248	100 453	122 882	129 626	220 120	251 075	224 681
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres intermédiaires financiers</b>	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 235	2 386
<i>dont : emprunteurs PME</i>												
<i>emprunteurs ménages</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 235	2 386
<i>dont : emprunteurs PME</i>	54	56	61	95	68	29	76	79	80	2 805	2 235	2 285
<i>emprunteurs ménages</i>	20	32	37	45	28	13	38	34	19	180	0	101
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Nombre de comptes de prêts

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	...	...	...	...	99 852	125 955	152 987	206 470	241 165	407 945	411 398	408 062
Banques commerciales	19 341	21 624	24 420	28 741	32 633	39 461	47 835	69 231	86 935	115 009	98 900	99 340
<i>dont : emprunteurs PME</i>	546	474	472	637	795	781	1 276	1 496	2 122	4 365	2 435	3 008
<i>emprunteurs ménages</i>	10 502	12 077	15 140	14 945	7 442	7 892	9 376	16 442	30 948	108 427	95 099	95 225
Crédits mutuels et coopératives financières	1 675	1 870	2 005	2 141	2 334	3 238	4 689	12 615	21 481	8 374	10 215	10 744
<i>dont : emprunteurs PME</i>	205	241	130	140	114	378	692	5 167	3 493	545	657	737
<i>emprunteurs ménages</i>	1 470	1 629	1 875	2 001	2 220	2 860	3 997	7 448	17 988	7 829	9 558	10 007
IMF acceptant des dépôts	...	...	...	...	64 885	83 256	100 463	124 624	132 749	284 562	302 283	297 978
<i>dont : emprunteurs PME</i>	...	...	...	...	6	8	10	667	1 197	35 224	43 330	39 371
<i>emprunteurs ménages</i>	...	...	...	...	64 859	83 248	100 453	123 957	131 552	249 338	258 953	258 607
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres intermédiaires financiers</b>	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 235	2 386
<i>dont : emprunteurs PME</i>												
<i>emprunteurs ménages</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	74	88	98	140	96	42	114	113	99	2 985	2 235	2 386
<i>dont : emprunteurs PME</i>	54	56	61	95	68	29	76	79	80	2 805	2 235	2 285
<i>emprunteurs ménages</i>	20	32	37	45	28	13	38	34	19	180	0	101
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Encours des dépôts

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	483 072	648 293	943 131	1 094 138	1 334 973	2 163 878	3 169 177	4 782 595	4 970 576	8 651 490	10 154 490	12 173 926
Banques commerciales	460 286	619 976	909 755	1 052 982	1 292 340	2 115 491	3 111 294	4 703 853	4 852 129	8 517 093	9 985 370	11 951 924
<i>dont : dépôts PME</i>	112 279	163 834	221 435	256 845	277 074	509 408	817 378	992 791	1 108 082	2 644 258	1 216 849	1 350 222
<i>dépôts ménages</i>	104 100	207 500	318 114	406 469	549 719	906 994	1 343 722	1 555 814	1 925 197	3 538 214	4 963 911	5 842 338
Crédits mutuels et coopératives financières	13 986	16 317	17 676	19 656	20 918	21 435	18 468	25 189	35 882	34 607	63 917	86 496
<i>dont : dépôts PME</i>	34	54	67	76	73	105	119	160	837	244	10 646	13 739
<i>dépôts ménages</i>	13 952	16 262	17 609	19 579	20 845	21 329	18 349	25 028	35 045	34 363	53 271	72 757
IMF acceptant des dépôts	8 800	12 000	15 700	21 500	21 715	26 953	39 415	53 553	82 565	99 790	105 203	135 506
<i>dont : dépôts PME</i>	88	120	157	215	216	268	383	511	1 166	1 265	9 092	14 859
<i>dépôts ménages</i>	8 712	11 880	15 543	21 285	21 499	26 685	39 032	53 042	81 398	98 525	96 111	120 647
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : dépôts PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dépôts ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres sociétés financières</b>	13 448	19 210	24 054	31 767	35 338	43 629	44 254	54 494	71 396	98 509	104 256	121 547
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : fonds des PME</i>												
<i>fonds des ménages</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : fonds des PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>fonds des ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	13 448	19 210	24 054	31 767	35 338	43 629	44 254	54 494	71 396	98 509	104 256	121 547
<i>dont : réserves tech. d'assurance-vie</i>	3 346	3 720	3 845	3 772	4 700	9 283	18 961	33 643	41 186	32 317	46 463	58 818
<i>réserves tech. d'assurance non-vie</i>	10 102	15 490	20 209	27 995	30 638	34 346	25 293	20 851	30 210	66 192	57 793	62 729

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Encours des prêts

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Autres institutions de dépôts</b>	145 124	175 957	240 877	285 832	260 704	510 910	743 524	1 475 684	1 896 472	3 790 062	5 879 721	7 268 143
Banques commerciales	124 855	147 297	205 605	243 856	252 952	463 421	688 243	1 358 162	1 755 331	3 642 778	5 740 121	7 106 632
<i>dont : prêts aux PME</i>	16 582	20 942	31 418	50 541	57 240	117 030	208 990	268 129	440 384	920 217	512 944	748 426
<i>prêts aux ménages</i>	19 694	27 266	32 924	43 350	70 632	176 029	234 307	333 788	437 779	1 005 770	1 565 815	1 855 793
Crédits mutuels et coopératives financières	3 566	4 860	5 332	6 376	6 760	8 314	9 067	22 435	27 843	27 638	42 277	63 700
<i>dont : prêts aux PME</i>	66	60	100	76	78	126	333	883	725	631	22 840	31 026
<i>prêts aux ménages</i>	3 500	4 800	5 232	6 300	6 682	8 187	8 734	21 552	27 118	27 007	19 437	32 674
IMF acceptant des dépôts	16 703	23 800	29 940	35 600	992	39 175	46 214	95 087	113 298	119 646	97 323	97 811
<i>dont : prêts aux PME</i>	167	238	299	356	...	378	426	18 391	8 993	4 950	8 811	9 476
<i>prêts aux ménages</i>	16 536	23 562	29 641	35 244	992	38 797	45 788	76 696	104 305	114 696	85 511	88 335
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : prêts aux PME</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>prêts aux ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres intermédiaires financiers</b>	803	1 644	539	1 454	1 025	593	930	836	5 076	9 601	9 654	11 342
<i>dont : prêts aux PME</i>												
<i>prêts aux ménages</i>												
IMF n'acceptant pas de dépôts	803	1 644	539	1 454	1 025	593	930	836	5 076	9 601	9 654	11 342
<i>dont : prêts aux PME</i>	641	1 415	343	1 078	706	468	509	621	3 970	8 996	9 654	10 779
<i>prêts aux ménages</i>	162	229	196	376	319	125	421	215	1 106	605	0	563
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Banques mobiles

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de bancaires mobiles enregistrés									50 000	172 736	613 047	641 881
Nombre de bancaires mobiles actifs									100	7 000	35 365	41 090
Nombre d'agents enregistrés									50 000	172 736	613 047	641 881
Nombre d'agents actifs									100	7 000	35 365	41 090
Valeur des transactions bancaires mobiles (année de réf.)									...	5 940	104 041	135 525
Nombre de transactions bancaires mobiles (année de réf.)									...	125 279	1 282 378	1 410 170
Soldes en cours des comptes bancaires mobiles									...	350	4 580	7 761

Source : BCRG/DGES/DSBP